

**Art. 148.** In artikel 75, § 1, 1e lid van het decreet van 24 juli dat de prioritair taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, wordt een 3°/1 ingevoegd die als volgt luidt:

“3°/1 de zonedirecteurs en de afgevaardigden met een doelstellingenovereenkomst”.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepaling*

**Art. 149.** Dit decreet treedt in werking op de dag van zijn goedkeuring met uitzondering van de bepalingen waarvan de inwerkingtreding wordt vastgelegd door artikel 145.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 13 september 2018.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen

I. SIMONIS

—  
Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 664-1. – Advies van de Raad van State, nr. 664-2.- Commissieamendementen, nr. 664-3.- Commissieverslag nr. 664-4. – Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 664-5.- Tekst aangenomen tijdens de plenaire commissie, nr. 664-6.

Integraal verslag.- Bespreking en aanneming.- Vergadering van 12 september 2018.

---

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2018/14116]

**13 SEPTEMBRE 2018. — Décret modifiant le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre afin de déployer un nouveau cadre de pilotage, contractualisant les relations entre la Communauté française et les établissements scolaires**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions modifiant le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre*

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 5 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le 20°, les mots « objectifs généraux et particuliers définis » sont remplacés par les mots « les missions prioritaires et particulières définies »;

b) l'article 5 est complété par les 24° à 42° rédigés comme suit :

« 24° directeur de zone : le membre du service général de Pilotage des Ecoles et Centres psycho-médico-sociaux visé à l'article 3 du décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de pilotage des écoles et Centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs qui, pour une zone déterminée, est en charge de :

a) la procédure de contractualisation des plans de pilotage, du suivi de leur degré de réalisation et de l'évaluation des contrats d'objectifs visés à l'article 67;

b) de l'adoption et du suivi des dispositifs d'ajustement visés à l'article 68 ainsi que de la coordination des délégués au contrat d'objectifs;

25° délégué au contrat d'objectifs : le membre du service général de Pilotage des Ecoles et Centres psycho-médico-sociaux visé à l'article 3 du décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de pilotage des écoles et Centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs qui est en charge, sous l'autorité du directeur de zone, de la procédure de contractualisation des plans de pilotage, du suivi de leur degré de réalisation et de l'évaluation des contrats d'objectifs ainsi que de la procédure de contractualisation des dispositifs d'ajustement, du suivi et de l'évaluation de leur degré de réalisation et de l'évaluation de la mise en œuvre des protocoles de collaboration;

26° Délégué coordonnateur : le Délégué coordonnateur visé à l'article 3 du décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de pilotage des écoles et Centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs qui dirige le service général de Pilotage des Ecoles et Centres psycho-médico-sociaux

27° plan de pilotage : le plan visé à l'article 67, § 2;

28° contrat d'objectifs : le contrat visé à l'article 67, § 6;

29° pouvoir organisateur : l'autorité publique ou la personne morale qui assume la responsabilité de l'organisation d'une école organisée ou subventionnée par la Communauté française;

30° fédérations de pouvoirs organisateurs : les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres P.M.S. reconnus par le Gouvernement, répondant aux critères de l'article 5bis de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement;

31° décret Inspection et Conseiller pédagogique : le décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques;

32° décret Encadrement différencié : le décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité;

33° décret CPU : le décret du 12 juillet 2012 organisant la certification par unité d'acquis d'apprentissage (CPU) dans l'enseignement secondaire qualifiant et modifiant diverses dispositions relatives à l'enseignement secondaire;

34° décret de l'enseignement spécialisé : le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé;

35° dispositif d'ajustement : le dispositif visé à l'article 68, § 4;

36° protocole de collaboration : le protocole visé à l'article 68, § 7;

37° organes locaux de concertation sociale : les instances de concertation locale instituées en vertu de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 septembre 1995 relatif à la création, à la composition et aux attributions des commissions paritaires locales dans l'enseignement officiel subventionné, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 mars 1996 rendant obligatoire la décision du 24 janvier 1996 de la Commission paritaire de l'Enseignement fondamental libre confessionnel relative à la création d'une instance de concertation locale entre pouvoirs organisateurs et délégations syndicales et de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 juin 1999 rendant obligatoire la décision du 31 mai 1999 de la Commission paritaire de l'enseignement fondamental libre non confessionnel relative à la création d'une instance de concertation locale entre pouvoirs organisateurs et délégations syndicales;

38° le service ou la cellule de soutien et d'accompagnement : le service de conseil et de soutien pédagogiques pour les établissements dépendant de l'enseignement organisé par la Communauté française ou, dans l'enseignement subventionné, l'une des cellules de conseil et de soutien pédagogiques, tels que visés par l'article 4 du décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques;

39° zones : les zones telles que définies à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 mars 1993 fixant les obligations de concertation entre les établissements dans l'enseignement secondaire de plein exercice;

40° directeur : le directeur au sens du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs;

41° jours ouvrables scolaires : le lundi, le mardi, le mercredi, le jeudi, le vendredi, à l'exception de ceux qui tombent durant un jour férié, pendant les vacances scolaires ou tout autre jour de congé scolaire;

42° équipe pédagogique et éducative : le personnel directeur et enseignant, le personnel paramédical, le personnel social, le personnel psychologique, le personnel auxiliaire d'éducation, le personnel administratif et le personnel ouvrier.».

**Art. 2.** Dans le même décret, l'intitulé du chapitre II est remplacé par ce qui suit :

« Chapitre II – Des missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ».

**Art. 3.** Dans l'article 6 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « poursuivent » est remplacé par le mot « remplissent »;

2° les mots « objectifs suivants » sont remplacés par les mots « missions prioritaires suivantes ».

**Art. 4.** Dans les articles 7, 8, 30 et 54 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'article 7, les mots « d'atteindre les objectifs généraux visés » sont remplacés par les mots « de remplir les missions prioritaires visées »;

2° dans les articles 8 et 30, les mots « atteindre les objectifs généraux visés » sont remplacés par les mots « remplir les missions prioritaires visées »;

3° dans l'article 54, les modifications suivantes sont apportées :

a) le mot « atteindre » est remplacé par le mot « remplir »;

b) dans le 1°, les mots « objectifs généraux visés » sont remplacés par les mots « missions prioritaires visées ».

**Art. 5.** Dans l'article 9 du même décret, les mots « objectifs généraux de l'enseignement définis » sont remplacés par les mots « missions prioritaires définies ».

**Art. 6.** Dans l'article 10, 2°, du même décret, les mots « objectifs généraux » sont remplacés par les mots « missions prioritaires ».

**Art. 7.** Dans le même décret, l'intitulé du chapitre III est remplacé par ce qui suit :

« Chapitre III – Des missions particulières communes à l'enseignement fondamental et au 1<sup>er</sup> degré de l'enseignement secondaire ».

**Art. 8.** Dans l'article 12 du même décret, les mots « tous les objectifs généraux fixés » sont remplacés par les mots « toutes les missions prioritaires fixées ».

**Art. 9.** Dans le même décret, l'intitulé du chapitre IV est remplacé par ce qui suit :

« Chapitre IV – Des missions particulières des Humanités générales et technologiques ».

**Art. 10.** Dans les articles 24 et 34 du même décret, les mots « objectifs généraux définis » sont à chaque fois remplacés par les mots « missions prioritaires définies ».

**Art. 11.** Dans le même décret, l'intitulé du chapitre V est remplacé par ce qui suit :

« Chapitre V – Des missions particulières communes aux Humanités professionnelles et techniques ».

**Art. 12.** Dans le même décret, l'intitulé du chapitre VII est remplacé par ce qui suit :

« Chapitre VII – Des projets éducatif, pédagogique et d'établissement ainsi que du plan de pilotage et du contrat d'objectifs de l'établissement ».

**Art. 13.** Dans l'article 63 du même décret, les mots « objectifs fixés aux chapitres précédents » sont remplacés par les mots « missions prioritaires et particulières fixées aux chapitres précédents ».

**Art. 14.** Dans le Chapitre VII du même décret, l'intitulé de la section 2 est remplacé par ce qui suit :

« Section 2. – Du projet d'établissement, du plan de pilotage et du contrat d'objectifs de l'établissement ».

**Art. 15.** L'article 67 du même décret, tel que modifié en dernier lieu par les décrets du 4 février 2016 et du 19 juillet 2017, est remplacé par ce qui suit :

« Article 67. - § 1<sup>er</sup>. Le projet d'établissement définit l'ensemble des choix pédagogiques et, le cas échéant, les actions concrètes particulières que l'équipe éducative de l'établissement entend mettre en œuvre en collaboration avec l'ensemble des membres du conseil de participation visés à l'article 69, § 2, pour réaliser les projets éducatif et pédagogique du pouvoir organisateur.

Le projet d'établissement est élaboré en tenant compte :

1° des élèves inscrits dans l'établissement, de leurs caractéristiques tant culturelles que sociales, de leurs besoins et de leurs ressources dans les processus d'acquisition des compétences et savoirs;

2° des aspirations des élèves et de leurs parents en matière de projet de vie professionnelle et de poursuite des études;

3° de l'environnement social, culturel et économique de l'école;

4° de l'environnement naturel, du quartier, de la ville, du village dans lesquels l'école est implantée.

Si nécessaire, le projet d'établissement sera adapté, conformément à l'article 69, afin d'assurer sa cohérence par rapport au plan de pilotage.

Le projet d'établissement et ses modifications ultérieures sont soumis pour approbation au pouvoir organisateur selon les délais fixés par le Gouvernement.

§ 2. Chaque établissement est tenu d'élaborer un plan de pilotage, en cohérence avec son projet d'établissement, qui constituera, au terme du processus de contractualisation visé au paragraphe 6, son contrat d'objectifs pour une période de six ans.

Les établissements peuvent décider d'élaborer un plan de pilotage par implantation.

Les plans de pilotage doivent être élaborés selon les éléments et les modalités que le Gouvernement détermine, dans le respect du phasage suivant :

1° à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019 pour l'ensemble des établissements volontaires scolarisant, à l'établissement près, un tiers des élèves de chaque réseau, et de chaque niveau d'enseignement. Lorsque, au sein d'un réseau et d'un niveau, le nombre d'établissements volontaires est trop important, les établissements des zones proportionnellement les plus représentées scolarisant le plus petit nombre d'élèves au 15 janvier 2017 sont postposés aux phases suivantes. Lorsqu'un pouvoir organisateur compte plusieurs établissements, l'ensemble des établissements de ce même pouvoir organisateur, s'ils le souhaitent, peuvent être considérés comme un et un seul établissement pour peu que le nombre d'élèves scolarisés collectivement par l'ensemble de ces établissements ne dépasse pas 250 élèves au 15 janvier 2017, sans préjudice de l'élaboration d'un plan de pilotage dans chaque établissement. S'il n'y a pas assez d'établissements volontaires au sein d'un réseau et d'un niveau, s'ajoutent à ces derniers les établissements non volontaires des zones proportionnellement les moins représentées scolarisant le plus grand nombre d'élèves.

Les plans de pilotage sont transmis au délégué au contrat d'objectifs entre le 1<sup>er</sup> avril 2019 et le 30 avril 2019;

2° à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2019 pour une nouvelle tranche de l'ensemble des établissements volontaires scolarisant, à l'établissement près, un tiers des élèves de chaque réseau et de chaque niveau d'enseignement. Lorsque, au sein d'un réseau et d'un niveau, le nombre d'établissements volontaires est trop important, les établissements des zones proportionnellement les plus représentées scolarisant le plus petit nombre d'élèves au 15 janvier 2018 sont postposés à l'année scolaire suivante. Lorsqu'un pouvoir organisateur compte plusieurs établissements, l'ensemble des établissements de ce même pouvoir organisateur, s'ils le souhaitent, peuvent être considérés comme un et un seul établissement pour peu que le nombre d'élèves scolarisés collectivement par l'ensemble de ces établissements ne dépasse pas 250 élèves au 15 janvier 2018, sans préjudice de l'élaboration d'un plan de pilotage dans chaque établissement. S'il n'y a pas assez d'établissements volontaires au sein d'un réseau et d'un niveau, s'ajoutent à ces derniers les établissements non volontaires des zones proportionnellement les moins représentées scolarisant le plus grand nombre d'élèves.

Les plans de pilotage sont transmis au délégué au contrat d'objectifs entre le 2 novembre 2019 et le 1<sup>er</sup> février 2020;

3° à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2020 pour tous les autres établissements scolaires.

Les plans de pilotage sont transmis au délégué au contrat d'objectifs entre le 2 novembre 2020 et le 1<sup>er</sup> février 2021.

Pour l'application de l'alinéa précédent, on entend :

1° par « niveau d'enseignement », d'une part, l'enseignement maternel et primaire et, d'autre part, l'enseignement secondaire;

2° par « réseau », un ensemble d'établissements organisés par la Communauté française ou dont les pouvoirs organisateurs sont affiliés à une même fédération de pouvoirs organisateurs ou sont conventionnés avec une même fédération de pouvoirs organisateurs.

Les fédérations de pouvoirs organisateurs et le pouvoir organisateur en charge de l'enseignement organisé par la Communauté française transmettent aux Services du Gouvernement pour le 30 juin 2018 la liste de l'ensemble des établissements affiliés ou conventionnés volontaires. Les établissements dont le pouvoir organisateur n'est ni affilié à, ni conventionné avec une fédération de pouvoirs organisateurs établissent leur plan de pilotage selon le phasage visé à l'alinéa 3, 3°.

Le Gouvernement arrête la liste des établissements scolaires qui établissent leur plan de pilotage en fonction du phasage prévu à l'alinéa 3.

§ 3. En vue de l'élaboration des plans de pilotage et de la contractualisation de ceux-ci en contrats d'objectifs, les établissements poursuivent les objectifs d'amélioration permettant au système éducatif :

- 1° d'améliorer significativement les savoirs et compétences des élèves;
- 2° d'augmenter la part des jeunes diplômés de l'enseignement secondaire supérieur;
- 3° de réduire les différences entre les résultats des élèves les plus favorisés et ceux des élèves les moins favorisés d'un point de vue socio-économique;
- 4° de réduire progressivement le redoublement et le décrochage;
- 5° de réduire les changements d'école au sein du tronc commun;
- 6° d'augmenter progressivement l'inclusion des élèves à besoins spécifiques dans l'enseignement ordinaire;
- 7° d'accroître les indices du bien-être à l'école et de l'amélioration du climat scolaire.

Les indicateurs et valeurs de référence liés à ces objectifs sont annexés au présent décret.

Le Gouvernement peut, au besoin, fixer des objectifs particuliers pour certaines catégories d'établissements en tenant compte du niveau d'enseignement, du type d'établissement et des spécificités des zones auxquelles ces établissements sont rattachés, notamment en vue de renforcer la mixité sociale.

Les catégories d'établissements visées à l'alinéa précédent peuvent notamment concerner :

- 1° les établissements dont une ou plusieurs implantation(s) bénéficie(nt) de l'encadrement différencié au sens du décret Encadrement différencié;
- 2° les établissements d'enseignement soumis au décret CPU;
- 3° les établissements d'enseignement soumis au décret du 11 mai 2007 relatif à l'enseignement en immersion linguistique;
- 4° les établissements organisant le premier degré de l'enseignement secondaire;
- 5° les établissements d'enseignement soumis au décret de l'enseignement spécialisé.

Le Gouvernement veille à la cohérence générale des objectifs que se fixent les établissements, au regard de leur situation de départ, par rapport aux objectifs d'amélioration du système éducatif. Le Gouvernement évalue annuellement l'atteinte des objectifs d'amélioration visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> et, le cas échéant, des objectifs particuliers visés à l'alinéa 3 et en fait rapport au Parlement.

§ 4. Le plan de pilotage de chaque établissement est établi dans le cadre de ces objectifs d'amélioration et, le cas échéant, de ces objectifs particuliers et comprend notamment les éléments suivants :

- 1° les objectifs spécifiques à atteindre par l'établissement pour contribuer aux objectifs d'amélioration, et le cas échéant, aux objectifs particuliers;
- 2° un diagnostic collectif établi par le directeur, en collaboration avec l'équipe pédagogique et éducative de l'établissement et reprenant les forces et faiblesses de l'établissement au regard des objectifs d'amélioration et, le cas échéant, des objectifs particuliers ainsi que leurs causes.

Ce diagnostic est établi en tenant compte des indicateurs propres à la situation de l'établissement transmis par les services du Gouvernement au directeur et au pouvoir organisateur de l'établissement, sans préjudice d'autres éléments que l'établissement est libre de développer. La catégorisation des indicateurs est fixée par le Gouvernement.

Sans préjudice des éléments de diagnostic présentés, à l'occasion de la présentation du plan de pilotage aux organes locaux de concertation sociale et au Conseil de participation visé à l'article 69, pour motiver le choix des objectifs spécifiques à atteindre, ce diagnostic, à l'usage exclusif et confidentiel de l'équipe éducative, du directeur, des Services du Gouvernement et du pouvoir organisateur concerné ne peut faire l'objet d'aucune communication à des tiers à l'établissement scolaire, sauf, le cas échéant, à la fédération de pouvoirs organisateurs à laquelle l'établissement est affilié ou avec laquelle il est conventionné ou dans les cas fixés par le Gouvernement, notamment pour des fins académiques ou scientifiques. Les destinataires de ce document sont soumis à une obligation de confidentialité;

3° une annexe détaillant, selon les modalités fixées par le Gouvernement, les valeurs de référence chiffrées annuelles et pluriannuelles que l'établissement se propose d'atteindre sur la base de sa situation, pour chacun de ses objectifs spécifiques pour lesquels il existe un indicateur quantitatif.

Cette annexe, à l'usage exclusif de l'équipe éducative, du directeur, des Services du Gouvernement et du pouvoir organisateur concerné, ne peut faire l'objet d'aucune communication à des tiers à l'établissement scolaire, sauf, le cas échéant, à la fédération de pouvoirs organisateurs à laquelle l'établissement est affilié ou avec laquelle il est conventionné ou dans les cas fixés par le Gouvernement, notamment pour des fins académiques ou scientifiques. Les destinataires de ce document sont soumis à une obligation de confidentialité;

4° les modalités de travail collaboratif de l'ensemble de l'équipe éducative de l'établissement permettant notamment l'élaboration et la mise en œuvre du plan de pilotage;

5° le plan de formation visé à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire ou à l'article 19, § 1<sup>er</sup>, du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière;

6° les modalités de la mise en œuvre, du nouveau continuum pédagogique constitué par l'enseignement maternel et les 9 premières années de la scolarité obligatoire visant à assurer à tous les élèves les compétences initiales et les socles de compétences nécessaires à leur insertion sociale et à la poursuite de leurs études, dans la mesure et au rythme suivant lesquels l'établissement est concerné, y compris les modalités de la différenciation des apprentissages et de l'accompagnement personnalisé;

7° les stratégies à mettre en place par l'établissement pour atteindre les objectifs spécifiques visés au 1°. Dans le cadre de l'élaboration de ces stratégies, l'établissement identifie parmi les thématiques suivantes celles qui nécessitent des actions nouvelles à mettre en œuvre prioritairement :

- a) les actions pédagogiques déployées pour conduire chaque élève vers la réussite et lui permettre de maîtriser les apprentissages et d'atteindre les objectifs attendus, y compris les modalités d'évaluation de l'acquisition des savoirs et compétences;
- b) les dispositifs d'accrochage scolaire;
- c) les dispositifs d'adaptation et d'encadrement spécifiques, dont ceux à destination des primo-arrivants;
- d) les aménagements raisonnables pour les élèves à besoins spécifiques reconnus ainsi que l'intégration des élèves dans l'enseignement ordinaire conformément aux dispositions du chapitre X du décret de l'enseignement spécialisé;
- e) l'orientation des élèves et la promotion des outils d'orientation tout au long du parcours de chaque élève;
- f) la promotion de la citoyenneté, de la santé, de l'éducation aux médias, de l'environnement et du développement durable;
- g) la prévention et la prise en charge des discriminations et des violences au sein de l'établissement scolaire, y compris des dispositifs spécifiques concernant le harcèlement, le cyber harcèlement et les événements d'exception ainsi que les partenariats avec les services de l'Aide à la jeunesse et de la médiation scolaire;
- h) l'insertion des outils numériques dans les apprentissages et la gouvernance de l'établissement, ainsi que l'équipement numérique;
- i) l'accueil et l'accompagnement des nouveaux enseignants;
- j) le partenariat et la collaboration avec les parents des élèves de l'établissement, en concertation avec le Conseil de participation;
- k) l'apprentissage et l'accès à la culture et à la lecture ainsi que les collaborations nouées avec les institutions culturelles et de lecture publique de la zone;
- l) l'apprentissage et l'accès aux sports ainsi que les collaborations avec les institutions sportives de la zone;
- m) en cas d'offre d'enseignement qualifiant, les partenariats noués avec les entreprises et employeurs du secteur concerné;
- n) la maintenance et l'amélioration des infrastructures scolaires;
- o) la politique de l'établissement en matière de frais scolaires.

L'établissement décrit par ailleurs les actions existantes qu'il continue à mettre en œuvre dans le cadre de chacune de ces thématiques en tenant compte du contexte spécifique de l'établissement, du projet d'établissement, des lignes directrices fixées par le pouvoir organisateur et des moyens disponibles.

Les catégories d'établissements visées au paragraphe 3, alinéa 3, précisent, chacune pour ce qui la concerne, par quelles actions concrètes et avec quelles ressources seront atteints les objectifs visés par :

- l'article 2 du décret Encadrement différencié, en développant notamment les actions des thématiques a), b) et g) pour les établissements dont une ou plusieurs implantation(s) bénéficie(nt) de l'encadrement différencié au sens du décret Encadrement différencié; ils détaillent également l'affectation des moyens de fonctionnement et des moyens humains octroyés dans le cadre et le respect du décret précité;
- l'article 3 du décret CPU pour les établissements d'enseignement qui y sont soumis, en développant notamment les actions des thématiques a), b) et m);
- l'article 4 du décret du 11 mai 2007 relatif à l'enseignement en immersion linguistique, en développant notamment les stratégies a) et h) pour les établissements d'enseignement soumis à ce décret;
- l'article 67/1 du présent décret, en développant notamment les actions de la thématique a) pour les établissements organisant le premier degré de l'enseignement secondaire;
- le chapitre X du décret de l'enseignement spécialisé, en développant notamment les actions de la thématique d) pour les établissements organisant l'enseignement spécialisé;

8° Le plan de pilotage prévoit le mode d'évaluation annuelle du contrat d'objectifs à opérer par l'établissement, sans préjudice du paragraphe 9.

§ 5. Le plan de pilotage est établi par le directeur, en collaboration avec l'équipe pédagogique et éducative de l'établissement et en concertation, le cas échéant, avec les équipes du Centre psycho-médico-social et les représentants des parents de l'école, en tenant compte du contexte spécifique de l'établissement, du projet d'établissement, des lignes directrices fixées par le pouvoir organisateur et des moyens disponibles.

Le service ou la cellule de soutien et d'accompagnement offre son appui à l'établissement pour l'élaboration du plan de pilotage. Pour la mise en œuvre de cet appui, une convention d'accompagnement, et, s'il échet, de suivi, est établie, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, entre le directeur et le service de soutien et d'accompagnement et, dans l'enseignement subventionné, entre le pouvoir organisateur et la fédération de pouvoirs organisateurs à laquelle l'établissement est affilié ou avec laquelle il est conventionné.

Moyennant l'accord du pouvoir organisateur concerné, les services du Gouvernement communiquent aux fédérations de pouvoirs organisateurs ou au pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française les indicateurs visés au paragraphe 4, 2° qui concernent des établissements qui leur sont affiliés ou conventionnés. Les indicateurs communiqués visent à permettre à chaque fédération de pouvoirs organisateurs et au pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française de disposer des informations nécessaires au soutien de l'établissement dans le cadre de l'élaboration du plan de pilotage, à son accompagnement et, le cas échéant, à son suivi. Il est interdit de faire état de ces indicateurs à des tiers sauf dans les cas déterminés par le Gouvernement.

Le plan de pilotage est présenté, par le directeur, dans le respect des délais visés au paragraphe 2, alinéa 3, selon les conditions de forme fixées par le Gouvernement, par l'intermédiaire de l'application élaborée par l'Entreprise publique des technologies nouvelles de l'information et de la communication de la Communauté française (ETNIC), au délégué au contrat d'objectifs, après avis des organes locaux de concertation sociale et du Conseil de participation visé à l'article 69, recueillis dans le respect des règles de confidentialité prévues au paragraphe 4, et l'approbation du pouvoir organisateur. Le Gouvernement arrête les règles d'accès à cette application.

§ 6. Dans les 60 jours calendrier du dépôt du plan de pilotage, le délégué au contrat d'objectifs analyse après concertation avec le directeur et le pouvoir organisateur, l'adéquation du plan de pilotage aux objectifs d'amélioration et, le cas échéant, particuliers visés au paragraphe 3 et sa conformité aux dispositions des paragraphes 2 à 5 et à ses arrêtés d'exécution, selon la procédure et les modalités définies par le Gouvernement.

L'analyse de l'adéquation du plan de pilotage de l'établissement aux objectifs d'amélioration et, le cas échéant, aux objectifs particuliers visés au paragraphe 3 consiste en la détection de l'existence d'une éventuelle erreur manifeste d'appréciation, dans la fixation des objectifs spécifiques que contient le plan de pilotage de l'établissement eu égard aux objectifs d'amélioration et, le cas échéant aux objectifs particuliers visés au paragraphe 3, ou dans les stratégies définies pour les mettre en œuvre.

Pour réaliser cette analyse, le délégué au contrat d'objectifs peut entre autres rencontrer le pouvoir organisateur, le directeur, l'équipe pédagogique et éducative de l'établissement, les représentants des parents de l'école, les représentants des organes locaux de concertation sociale et, pour l'enseignement secondaire, les représentants des élèves.

Si à l'issue de cette analyse le plan de pilotage est approuvé, il est renvoyé à l'établissement signé par le directeur de zone et contresigné par le délégué au contrat d'objectifs dans le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> et selon les modalités fixées par le Gouvernement. Il constitue dès lors le contrat d'objectifs de l'établissement. Il est conclu entre le pouvoir organisateur et le Gouvernement. Il est contresigné par le directeur de l'établissement en fonction au moment de la signature du contrat. Au besoin, la lettre de mission du directeur est modifiée conformément aux articles 30 et 31 du décret du 2 février 2007 relatif au statut des directeurs.

Dans les cas exceptionnels où le délégué au contrat d'objectifs n'a pas respecté le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'analyse de l'adéquation du plan de pilotage telle que visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est réalisée par le directeur de zone qui dispose de 20 jours calendrier complémentaires.

Si le plan de pilotage n'est pas jugé en adéquation avec les objectifs d'amélioration et, le cas échéant, avec les objectifs particuliers visés au paragraphe 3 ou n'a pas été établi conformément aux paragraphes 2 à 5 et à leurs arrêtés d'exécution, le délégué au contrat d'objectifs émet des recommandations motivées à l'attention du directeur et du pouvoir organisateur afin que le plan de pilotage soit adapté. Les recommandations formulées s'inscrivent dans le respect de la liberté du pouvoir organisateur en matière de méthodes pédagogiques.

Le directeur, en collaboration avec l'équipe pédagogique et éducative de l'établissement et en concertation le cas échéant, avec le délégué au contrat d'objectifs et avec les équipes du Centre psycho-médico-social et les représentants des parents de l'école, adapte le plan de pilotage. Il le soumet pour avis aux organes locaux de concertation sociale et au Conseil de participation et à l'approbation du pouvoir organisateur.

Le plan de pilotage adapté est renvoyé au délégué au contrat d'objectifs dans un délai de 40 jours ouvrables scolaires à partir de la notification des recommandations du délégué au contrat d'objectifs, aux fins d'une nouvelle analyse de son adéquation aux objectifs visés au paragraphe 3 et de sa conformité aux dispositions des paragraphes 2 à 5 et à leurs arrêtés d'exécution.

Le délégué au contrat d'objectifs dispose ensuite de 21 jours calendrier pour procéder à une nouvelle analyse de l'adéquation du plan de pilotage aux objectifs visés au paragraphe 3 et de sa conformité aux dispositions des paragraphes 2 à 5 et à leurs arrêtés d'exécution.

S'il est alors approuvé, il est renvoyé à l'établissement signé par le directeur de zone et contresigné par le délégué au contrat d'objectifs. Il constitue dès lors le contrat d'objectifs de l'établissement. Il est conclu entre le pouvoir organisateur et le Gouvernement. Il est contresigné par le directeur de l'établissement en fonction au moment de la signature du contrat. Au besoin, la lettre de mission du directeur est modifiée conformément aux articles 30 et 31 du décret du 2 février 2007 relatif au statut des directeurs.

Dans le respect des règles de confidentialité prévues au paragraphe 4, le directeur présente le contrat d'objectifs:

- a) à l'équipe pédagogique et éducative de l'établissement;
- b) aux équipes du Centre psycho-médico-social, si ces équipes ont participé à son élaboration;
- c) au service ou à la cellule de soutien et d'accompagnement, si ce service ou cette cellule a participé à son élaboration;
- d) aux organes locaux de concertation sociale;
- e) au Conseil de participation visé à l'article 69.

Le contrat d'objectifs est mis en œuvre au plus tard à partir du 1<sup>er</sup> septembre suivant la signature de celui-ci. Toutefois, si le contrat d'objectifs n'a pas été conclu avant le 1<sup>er</sup> septembre, il est mis en œuvre au plus tard à partir du 1<sup>er</sup> janvier suivant la signature du contrat d'objectifs.

§ 7. En cas de désaccord persistant entre un établissement et le délégué au contrat d'objectifs à propos de l'appréciation de ce dernier sur l'adéquation d'un plan de pilotage avec les objectifs d'amélioration et, le cas échéant, avec les objectifs particuliers visés au paragraphe 3 ou sur sa conformité aux paragraphes 2 à 5 et à leurs arrêtés d'exécution, l'établissement peut saisir, sur la base d'une demande motivée, une instance collégiale composée du Délégué coordonnateur et du directeur de zone concerné dans le délai prévu pour l'adaptation du plan de pilotage. Le cas échéant, cette instance peut adapter les recommandations du délégué au contrat d'objectifs et prolonger le délai laissé à l'établissement pour s'y conformer.

§ 8. En cas de refus ou d'incapacité de l'établissement à établir un plan de pilotage, un processus de suivi rapproché est mis en place par le délégué aux contrats d'objectif.

Dans ce cadre, une procédure d'audit externe peut être réalisée par le Service général de l'Inspection selon les modalités fixées par le Gouvernement, à la demande du directeur de zone ou du pouvoir organisateur. Sur la base des résultats de l'audit si un tel audit a été réalisé, le plan de pilotage est établi par l'établissement, le cas échéant en concertation avec le délégué au contrat d'objectifs conformément aux paragraphes précédents.

Dans cette hypothèse, une fois le contrat d'objectifs approuvé, le délégué au contrat d'objectifs revient annuellement dans l'établissement pour évaluer sa mise en œuvre.

À défaut pour l'établissement de respecter ce processus de suivi, la procédure visée au paragraphe 13 est initiée par le directeur de zone.

§ 9. Le contrat d'objectifs fait l'objet d'une évaluation intermédiaire après trois années d'exécution et est modifié, si nécessaire, conformément au paragraphe 10. Il fait aussi l'objet d'une évaluation finale au cours de sa sixième année d'exécution. Ces évaluations sont réalisées par le délégué au contrat d'objectifs, selon les modalités et les délais fixés par le Gouvernement.

Les évaluations portent sur la mise en œuvre des stratégies et sur leur efficacité en regard des objectifs spécifiques fixés, à la lumière notamment des valeurs chiffrées mentionnées dans l'annexe visée au paragraphe 4, 3°. Pour ce faire, le délégué au contrat d'objectifs peut entre autres rencontrer le pouvoir organisateur, le directeur, l'équipe pédagogique et éducative de l'établissement, les représentants des parents de l'école, les représentants des organes locaux de concertation sociale et, pour l'enseignement secondaire, les représentants des élèves.

Les évaluations sont motivées par le délégué au contrat d'objectifs et s'inscrivent dans le respect de la liberté du pouvoir organisateur en matière de méthodes pédagogiques.

§ 10. Lorsque l'évaluation intermédiaire visée au paragraphe 9 révèle que la mise en œuvre du contrat d'objectifs ne permet pas de rencontrer ses objectifs, lorsque les objectifs particuliers visés au paragraphe 3 ont été adaptés par le Gouvernement ou lorsque les moyens disponibles visés au paragraphe 5, alinéa 1<sup>er</sup>, ont évolué, le directeur propose une modification de ce contrat dans les 75 jours ouvrables scolaires de la notification de l'évaluation intermédiaire. La modification proposée est élaborée en collaboration avec l'équipe pédagogique et éducative de l'établissement et en concertation, le cas échéant, avec les équipes du Centre psycho-médico-social et avec les représentants des parents de l'école. Elle est soumise à l'avis des organes locaux de concertation sociale et du Conseil de participation et à l'approbation du pouvoir organisateur.

Pour la modification du contrat d'objectifs et son suivi, le service ou la cellule de soutien et d'accompagnement offrent son appui à l'établissement.

Dans les 30 jours calendrier du dépôt de la proposition de modification du contrat d'objectifs, le délégué au contrat d'objectifs analyse cette modification avec le directeur et le pouvoir organisateur.

S'il estime cette modification conforme aux objectifs d'amélioration et, le cas échéant, aux objectifs particuliers visés au paragraphe 3, il soumet le contrat d'objectifs modifié à la signature du directeur de zone. Au besoin, la lettre de mission du directeur est modifiée conformément aux articles 30 et 31 du décret du 2 février 2007 relatif au statut des directeurs.

Si la proposition de modification du contrat d'objectifs n'est pas jugée en adéquation aux objectifs d'amélioration et, le cas échéant, aux objectifs particuliers visés au paragraphe 3, le délégué au contrat d'objectifs émet des recommandations motivées à l'attention du directeur et du pouvoir organisateur afin que le plan de pilotage soit adapté. Les recommandations formulées s'inscrivent dans le respect de la liberté du pouvoir organisateur en matière de méthodes pédagogiques.

Le directeur, en collaboration avec l'équipe pédagogique et éducative de l'établissement et en concertation, le cas échéant, avec les équipes du Centre psycho-médico-social, adapte la proposition de modification du contrat d'objectifs. Il la soumet pour avis aux organes locaux de concertation sociale et au Conseil de participation et à l'approbation du pouvoir organisateur.

La proposition de modification du contrat d'objectifs adaptée est renvoyée au délégué au contrat d'objectifs dans un délai de 40 jours ouvrables scolaires à partir de la notification des recommandations du délégué au contrat d'objectifs. Le délégué au contrat d'objectifs dispose ensuite de 21 jours calendrier pour procéder à une nouvelle analyse de son adéquation aux objectifs visés au paragraphe 3.

S'il estime cette modification conforme aux objectifs d'amélioration et, le cas échéant, aux objectifs particuliers visés au paragraphe 3, il soumet le contrat d'objectifs modifié à la signature du directeur de zone. Au besoin, la lettre de mission du directeur est modifiée conformément aux articles 30 et 31 du décret du 2 février 2007 relatif au statut des directeurs.

§ 11. En cas de désaccord persistant entre un établissement et le délégué aux contrats d'objectifs sur l'évaluation d'un contrat d'objectifs, l'établissement peut saisir, sur la base d'une demande motivée, une instance collégiale composée du Délégué coordonnateur et du directeur de zone concerné dans le délai prévu pour l'adaptation du plan de pilotage. Le cas échéant, cette instance peut adapter les recommandations du délégué au contrat d'objectifs et prolonger le délai laissé à l'établissement pour s'y conformer.

§ 12. Lorsque l'évaluation intermédiaire visée au paragraphe 9 révèle une mauvaise volonté manifeste de mettre en œuvre le contrat d'objectifs ou une incapacité manifeste à atteindre les objectifs y visés, un processus de suivi rapproché de la mise en œuvre du contrat d'objectifs est mis en place par le délégué au contrat d'objectifs.

Le délégué au contrat d'objectifs revient annuellement dans l'établissement pour évaluer la mise en œuvre du contrat d'objectifs.

Dans ce cadre, une procédure d'audit externe peut être réalisée par le Service général de l'inspection selon les modalités fixées par le Gouvernement, à la demande du directeur de zone ou du pouvoir organisateur. Sur la base des résultats de l'audit si un tel audit est réalisé, le directeur de zone peut également approuver une modification du contrat d'objectifs, après concertation entre le délégué au contrat d'objectifs, le directeur et le pouvoir organisateur.

A cette fin, le directeur, en collaboration avec l'équipe pédagogique et éducative de l'établissement et en concertation, le cas échéant, avec les équipes du Centre psycho-médico-social, propose la modification du contrat d'objectifs. Il la soumet pour avis aux organes locaux de concertation sociale et au Conseil de participation et à l'approbation du pouvoir organisateur. Au besoin, la lettre de mission du directeur est modifiée conformément aux articles 30 et 31 du décret du 2 février 2007 relatif au statut des directeurs.

§ 13. Dans les cas où un contrat d'objectifs ne peut être modifié en application du paragraphe 10 et/ou si un processus de suivi, tel que visé au paragraphe 8 ou 12, ne peut être mis en place ou n'est pas respecté par l'établissement ou par le pouvoir organisateur, le directeur de zone adresse un courrier recommandé avec accusé de réception au pouvoir organisateur, lui enjoignant ou de modifier le contrat d'objectifs ou de respecter le processus de suivi dans un délai de 30 jours ouvrables scolaires. Une copie de ce courrier est adressée pour information à la fédération de pouvoirs organisateurs concernée.

A défaut pour le pouvoir organisateur d'y satisfaire, le Gouvernement peut décider de réduire de 5 %, au plus, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, les dotations de fonctionnement visées à l'article 3 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ou, pour l'enseignement subventionné par la Communauté française, les subventions de fonctionnement de l'établissement visées à l'article 32 de la loi du 29 mai 1959 susvisée.

Préalablement à toute décision de réduction des subventions de fonctionnement, le Gouvernement adresse une lettre de mise en demeure au pouvoir organisateur en l'invitant à faire connaître ses observations par écrit uniquement. Celui-ci dispose d'un délai de trente jours ouvrables scolaires, à compter de la notification postale par envoi recommandé avec accusé de réception de cette mise en demeure, pour faire valoir ses observations. La réduction des dotations ou des subventions de fonctionnement court à compter de la notification de la décision du Gouvernement jusqu'à ce que le pouvoir organisateur collabore à l'élaboration ou à la bonne mise en œuvre du contrat d'objectifs.

Lorsque le Gouvernement prononce une décision de réduction des dotations ou des subventions de fonctionnement et à défaut pour l'établissement d'avoir apporté la preuve qu'il a satisfait à l'injonction du Gouvernement dans un délai de six mois à compter de la notification de la décision visée à l'alinéa 3, le Gouvernement supprime, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, les traitements et dotations de fonctionnement visées à l'article 3 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ou, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, les subventions-traitements et les subventions de fonctionnement visées aux articles 26 à 28 et 32 de la loi du 29 mai 1959 susvisée.

§ 14. Le Gouvernement peut toutefois, sur la base des observations écrites visées au paragraphe 13, alinéa 3, en lieu et place de cette réduction, enjoindre au pouvoir organisateur de désigner un manager de crise.

A cet effet, le Gouvernement lui adresse un courrier recommandé avec accusé de réception en lui enjoignant de désigner un manager de crise dans un délai de 30 jours calendrier.

Dans l'enseignement subventionné, le pouvoir organisateur peut, pour la désignation du manager de crise, habiliter la fédération de pouvoirs organisateurs à laquelle il est affilié si les statuts de celle-ci ou la résolution d'adhésion à celle-ci contiennent une telle habilitation ou si le pouvoir organisateur a fourni cette habilitation par écrit, mentionnant la fédération de pouvoirs organisateurs à laquelle le pouvoir organisateur est affilié. Dans ce cas, une copie du courrier enjoignant au pouvoir organisateur de désigner un manager de crise est adressée pour information à cette fédération de pouvoirs organisateurs.

Le manager de crise est désigné selon les règles qui sont propres au pouvoir organisateur ou, le cas échéant, à la fédération de pouvoirs organisateurs habilitée à cet effet, et à leur charge.

Si le pouvoir organisateur ou, le cas échéant, sa fédération de pouvoirs organisateurs si celle-ci est habilitée à le faire, ne désigne pas un manager de crise dans le délai de 30 jours prévu à l'alinéa 2, le Gouvernement lui adresse une mise en demeure par laquelle il l'invite à procéder à cette désignation dans un délai de quinze jours calendrier à compter de la notification postale par envoi recommandé avec accusé de réception de cette mise en demeure.

Si, à l'échéance de ce délai de quinze jours calendrier, le pouvoir organisateur ou, le cas échéant, la fédération de pouvoirs organisateurs si elle est habilitée à le faire, n'a pas apporté la preuve de la désignation d'un manager de crise, le Gouvernement supprime, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, les traitements et dotations de fonctionnement visées à l'article 3 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ou, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, les subventions-traitements et les subventions de fonctionnement visées aux articles 26 à 28 et 32 de la loi du 29 mai 1959 susvisée.

§ 15. Le manager de crise est désigné, pour une ou plusieurs période(s) dont la durée est concertée avec le directeur de zone, avec un maximum de 36 mois.

L'organe local de concertation sociale et le Conseil de participation sont informés de la désignation du manager de crise préalablement à son entrée en fonction.

Dans le cadre de l'exécution de sa mission, le manager de crise analyse la situation de l'établissement sur la base du rapport d'évaluation intermédiaire visé au paragraphe 8, de l'évaluation de l'évolution du processus de suivi rapproché et de l'audit externe visés aux paragraphes 8 et 12.

Il formule des propositions, après consultation du directeur, de l'équipe pédagogique et éducative de l'établissement, et le cas échéant, des équipes du Centre psycho-médico-social en vue de rencontrer les objectifs du contrat d'objectifs ou de modifier celui-ci.

Il en informe les organes locaux de concertation sociale et le Conseil de participation. Il soumet ces propositions pour approbation au pouvoir organisateur.

Sur la base de ces propositions, le contrat d'objectifs fait l'objet, le cas échéant, d'une proposition en vue de sa modification par le pouvoir organisateur, en concertation avec le manager de crise.

Cette proposition de modification est alors adressée au directeur de zone. S'il l'approuve, elle fait partie intégrante du contrat d'objectifs de l'établissement. Au besoin, la lettre de mission du directeur est modifiée conformément aux articles 30 et 31 du décret du 2 février 2007 relatif au statut des directeurs.

Le manager de crise met en œuvre le contrat d'objectifs en collaboration avec le directeur, l'équipe pédagogique et éducative de l'établissement, et le cas échéant, les équipes du Centre psycho-médico-social, et le pouvoir organisateur, dans le cadre d'un processus de suivi rapproché tel que visé au paragraphe 11.

§ 16. Le directeur de zone et le délégué au contrat d'objectifs évaluent au plus tard un mois avant l'échéance de la fin de la mission du manager de crise l'accomplissement et le résultat de cette mission en concertation avec le pouvoir organisateur et, le cas échéant, sa fédération de pouvoirs organisateurs habilitée à cet effet si celle-ci a désigné le manager de crise.

Au terme de cette évaluation, le directeur de zone communique au Gouvernement, après consultation du pouvoir organisateur et, le cas échéant, de sa fédération de pouvoirs organisateurs si elle a participé au processus de désignation du manager de crise, un rapport au terme duquel il conclut à la mise en œuvre satisfaisante ou insatisfaisante du contrat d'objectifs.

Lorsque le rapport conclut à la mise en œuvre insatisfaisante du contrat d'objectifs, le Gouvernement supprime, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, les traitements et dotations de fonctionnement visées à l'article 3 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ou, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, les subventions-traitements et les subventions de fonctionnement visées aux articles 26 à 28 et 32 de la loi du 29 mai 1959 susvisée.

Préalablement à la décision de suppression du financement des traitements et dotations ou des subventions, le Gouvernement adresse une lettre de mise en demeure au pouvoir organisateur en l'invitant à faire connaître ses observations par écrit uniquement. Celui-ci dispose d'un délai de trente jours ouvrables scolaires, à compter de la notification postale par envoi recommandé avec accusé de réception de cette mise en demeure, pour faire valoir ses observations.

§ 17. Le directeur concerné conserve, durant la période de désignation du manager de crise, le bénéfice de sa désignation en qualité de directeur à titre temporaire ou de sa désignation en qualité de directeur admis au stage ou de sa nomination à titre définitif en tant que directeur ainsi que de sa rémunération, sans préjudice toutefois de l'article 43 du décret du 2 février 2007 relatif au statut des directeurs, des Chapitres IX et IXbis de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des Chapitres VIII et IX du décret du 6 juin 1994



fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, des Chapitres IX et X du décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné.

Sans préjudice des éventuelles procédures disciplinaire ou de licenciement pouvant être mises en œuvre par le pouvoir organisateur en cas de fait grave et probant, le directeur ou un membre de l'équipe pédagogique ou éducative de l'établissement peut faire l'objet d'une procédure de suspension préventive conformément aux dispositions qui régissent sa fonction, lorsque la désignation du manager de crise est fondée sur :

- a) le refus ou l'incompétence du directeur à élaborer le plan de pilotage;
- b) la mauvaise volonté manifeste du directeur à mettre en œuvre le contrat d'objectifs et/ou, une incapacité à réaliser les objectifs y visés;
- c) l'impossibilité imputable au directeur de modifier le contrat d'objectifs ou d'assurer la mise en œuvre d'un processus de suivi rapproché;
- d) la mauvaise volonté manifeste ou la carence manifeste et répétée du membre de l'équipe pédagogique ou éducative dans le cadre de l'élaboration du plan de pilotage, de la mise en œuvre du contrat d'objectifs, ou de la mise en œuvre d'un processus de suivi rapproché.

Durant cette suspension préventive, des objectifs de développement peuvent être fixés au membre du personnel par le pouvoir organisateur, en accord avec le délégué au contrat d'objectifs de l'établissement.

Une évaluation de la réalisation de ces objectifs est faite à l'issue de la période fixée par le pouvoir organisateur. Les constats posés dans le cadre de cette évaluation peuvent constituer des éléments graves et probants pouvant amener le pouvoir organisateur à entamer sur cette base une procédure disciplinaire ou de licenciement. La durée de validité de cette évaluation est cependant limitée à un délai de douze mois prenant cours à la date de son établissement. Toutefois, lorsqu'une procédure disciplinaire ou de licenciement est entamée sur la base de celle-ci, dans ce délai, l'évaluation demeure valable jusqu'à la date à laquelle la décision définitive de sanction ou licenciement est notifiée au membre du personnel.

Sans préjudice de l'article 124 du décret du 2 février 2007 relatif au statut des directeurs, le manager de crise le remplace jusqu'à la désignation d'un nouveau directeur. ».

**Art. 16.** Dans le même décret, l'article 67/1, tel qu'inséré par le décret du 11 avril 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Article 67/1. Dans le cadre de son Plan de pilotage, chaque établissement organisant un 1<sup>er</sup> degré de l'enseignement secondaire ordinaire définit les actions et dispositifs spécifiques à mettre en place par l'équipe éducative, en articulation avec l'équipe du Centre psycho-médico-social, permettant aux élèves d'atteindre les objectifs assignés au 1<sup>er</sup> degré. ».

**Art. 17.** Dans le même décret, l'article 68 est remplacé par ce qui suit :

« Article 68 - § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement arrête, après avis de la Commission de pilotage, la notion de performances présentant un écart significatif en dessous de la moyenne des établissements comparés. A cette fin, il s'appuie sur une analyse comparée d'indicateurs croisés et récurrents pour un ensemble d'établissements présentant un même profil, et appartenant à un même groupe de classes, la classe étant définie à l'article 4 du décret Encadrement différencié. Les indicateurs choisis sont liés au climat de l'école, aux parcours et résultats des élèves et aux équipes pédagogiques.

§ 2. Le Service général de l'Inspection réalise un audit à l'issue duquel il établit un diagnostic de l'établissement dont les performances présentent un écart significatif au sens du paragraphe 1<sup>er</sup>.

Le Gouvernement détermine les modalités selon lesquelles l'audit, le rapport et le diagnostic sont réalisés.

§ 3. Le délégué au contrat d'objectifs ou le directeur de zone compétent fixe les objectifs d'ajustement de l'établissement qui tiennent compte du diagnostic visé paragraphe 2.

Il propose également les supports ou ressources, dont la liste est arrêtée par le Gouvernement, qui pourront être mis(es) à disposition de l'établissement par celui-ci dans le cadre de la mise en œuvre du protocole de collaboration visé au paragraphe 7, afin d'assurer la réalisation de ces objectifs d'ajustement.

Le Gouvernement détermine les modalités selon lesquelles le diagnostic et les objectifs d'ajustement sont présentés et communiqués au directeur, au pouvoir organisateur, le cas échéant en présence de sa fédération de pouvoirs organisateurs.

§ 4. Une proposition de « dispositif d'ajustement » adaptée à la situation de l'établissement et au diagnostic et qui vise la rencontre des objectifs d'ajustement tels que définis au paragraphe 3, est élaborée par le directeur, en collaboration avec l'équipe pédagogique et éducative de l'établissement et en concertation, le cas échéant, avec les équipes du Centre psycho-médico-social, selon les éléments et les modalités fixés par le Gouvernement.

Pour rédiger la proposition de « dispositif d'ajustement », le service ou la cellule de soutien et d'accompagnement apporte son appui au directeur et à son équipe éducative dans le cadre d'une convention d'accompagnement et de suivi.

La proposition de « dispositif d'ajustement » précise les actions prioritaires à mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs d'ajustement et prévoit les méthodes de mesure et d'évaluation des résultats attendus ainsi que les délais dans lesquels ceux-ci sont attendus.

La proposition définit également les ressources à solliciter en interne auprès du pouvoir organisateur et, le cas échéant, de sa fédération de pouvoirs organisateurs, et les supports ou ressources à solliciter en externe, notamment auprès du Gouvernement sur la base de la liste visée au paragraphe 3.

§ 5. La proposition de « dispositif d'ajustement » est soumise pour avis aux organes locaux de concertation, ainsi qu'au service ou à la cellule de soutien et d'accompagnement.

Elle doit ensuite être approuvée par le pouvoir organisateur, préalablement à sa présentation au délégué au contrat d'objectifs.

§ 6. La proposition de « dispositif d'ajustement » visée au paragraphe 4 est présentée, selon les conditions de forme fixées par le Gouvernement, au délégué au contrat d'objectifs dans les 55 jours ouvrables scolaires qui suivent la communication du diagnostic et des objectifs d'ajustement visée au paragraphe 3, alinéa 3.

§ 7. Dans les 20 jours ouvrables scolaires du dépôt de la proposition de « dispositif d'ajustement », le délégué au contrat d'objectifs analyse, après concertation avec le directeur et le pouvoir organisateur, l'adéquation de la proposition de « dispositif d'ajustement » aux objectifs d'ajustement visés au paragraphe 3 et au diagnostic visé au paragraphe 2, selon la procédure et les modalités définies par le Gouvernement.

L'analyse de l'adéquation du « dispositif d'ajustement » aux objectifs d'ajustement visés au paragraphe 3 et au diagnostic visé au paragraphe 2 consiste en la détection de l'existence d'une éventuelle erreur manifeste d'appréciation quant à l'adéquation entre le « dispositif d'ajustement », le diagnostic et les objectifs poursuivis.

Dans les cas exceptionnels où le délégué au contrat d'objectifs n'a pas respecté le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'analyse de l'adéquation de la proposition de « dispositif d'ajustement », telle que visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est réalisée par le directeur de zone qui dispose pour ce faire d'un délai complémentaire de 14 jours calendriers.

Si à l'issue de cette analyse, le dispositif d'ajustement est approuvé, il est renvoyé à l'établissement signé par le directeur de zone et contresigné par le délégué au contrat d'objectifs. Ce « dispositif d'ajustement » ainsi approuvé constitue dès lors le protocole de collaboration conclu entre le pouvoir organisateur, le cas échéant sa fédération de pouvoirs organisateurs et le Gouvernement. Il est signé par l'ensemble des parties et contresigné par le directeur de l'établissement en fonction au moment de la signature du protocole de collaboration. Au besoin, la lettre de mission du directeur est modifiée conformément aux articles 30 et 31 du décret du 2 février 2007 relatif au statut des directeurs.

Si le dispositif d'ajustement n'est pas jugé en adéquation avec les objectifs d'ajustement visés au paragraphe 3 et au diagnostic visé au paragraphe 2, le délégué au contrat d'objectifs émet des recommandations motivées à l'attention, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, du pouvoir organisateur et, dans l'enseignement subventionné, du pouvoir organisateur et de sa fédération de pouvoirs organisateurs, afin que le « dispositif d'ajustement » soit adapté. Les recommandations formulées s'inscrivent dans le respect de la liberté du pouvoir organisateur en matière de méthodes pédagogiques.

Pour adapter le « dispositif d'ajustement », le directeur, en collaboration avec l'équipe pédagogique et éducative de l'établissement et, le cas échéant, en concertation avec le délégué au contrat d'objectifs, avec les équipes du Centre psycho-médico-social, dispose alors de 35 jours ouvrables scolaires pour renvoyer au délégué au contrat d'objectifs le « dispositif d'ajustement », après avis et approbation comme précisé au paragraphe 5.

Le délégué au contrat d'objectifs dispose ensuite de 21 jours ouvrables scolaires pour procéder à une nouvelle analyse de l'adéquation du dispositif d'ajustement avec les objectifs d'ajustement visés au paragraphe 3 et au diagnostic visé au paragraphe 2.

S'il est alors approuvé, il est renvoyé à l'établissement signé par le Directeur de zone et contresigné par le délégué au contrat d'objectifs. Il constitue dès lors le protocole de collaboration conclu entre le pouvoir organisateur, le cas échéant sa fédération de pouvoirs organisateurs et le Gouvernement. Il est signé par l'ensemble des parties et contresigné par le directeur de l'établissement en fonction au moment de la signature du protocole de collaboration. Au besoin, il est procédé à une modification de la lettre de mission du directeur conformément aux articles 30 et 31 du décret du 2 février 2007 relatif au statut des directeurs.

Le protocole de collaboration est à l'usage exclusif et confidentiel de l'équipe éducative, du directeur, des Services du Gouvernement, du pouvoir organisateur concerné et, le cas échéant, de la fédération de pouvoirs organisateurs à laquelle l'établissement est affilié ou avec laquelle il est conventionné, et ne peut faire l'objet d'aucune communication à des tiers à l'établissement scolaire, sauf dans les cas fixés par le Gouvernement, notamment pour des fins académiques ou scientifiques. Les destinataires de ce document sont soumis à une obligation de confidentialité.

§ 8. En cas de désaccord persistant entre un établissement et le délégué au contrat d'objectifs à propos de l'appréciation de ce dernier sur l'adéquation d'un « dispositif d'ajustement » aux objectifs d'ajustement visés au paragraphe 3 et au diagnostic visé au paragraphe 2, l'établissement peut saisir, sur la base d'une demande motivée, une instance collégiale composée du Délégué coordonnateur et du directeur de zone concerné dans le délai prévu pour l'adaptation du plan de pilotage. Le cas échéant, cette instance peut adapter les recommandations du délégué au contrat d'objectifs et prolonger le délai laissé à l'établissement pour s'y conformer.

§ 9. Le directeur et le pouvoir organisateur présentent le protocole de collaboration à l'équipe pédagogique et éducative de l'établissement, aux équipes du Centre psycho-médico-social en présence du service ou de la cellule de soutien et d'accompagnement, aux organes locaux de concertation sociale et au Conseil de participation visé à l'article 69.

Le protocole de collaboration est mis en œuvre dès la signature de celui-ci. Concomitamment, un processus de suivi rapproché de la mise en œuvre du protocole de collaboration est mis en place par le délégué au contrat d'objectifs.

Le Gouvernement fixe les modalités de l'évaluation de la mise en œuvre du protocole de collaboration par le délégué au contrat d'objectifs.

§ 10. En cas de refus ou d'incapacité de l'établissement à établir un dispositif d'ajustement et à permettre l'approbation et la signature du protocole de collaboration, conformément aux dispositions des paragraphes 4 à 7, ou lorsque l'évaluation de la mise en œuvre du protocole de collaboration révèle une mauvaise volonté ou une incapacité manifeste à atteindre les objectifs d'ajustement du protocole, le directeur de zone adresse un courrier recommandé avec accusé de réception au pouvoir organisateur.

Ce courrier enjoint au directeur et au pouvoir organisateur :

1° soit d'établir un dispositif d'ajustement en vue de permettre l'approbation et la signature du protocole de collaboration;

2° soit de respecter le protocole de collaboration et le processus de suivi de sa mise en œuvre.

Le cas échéant, une copie de ce courrier est envoyée à la fédération de pouvoirs organisateurs concernée.

A défaut d'avoir satisfait à l'injonction dans un délai de 30 jours ouvrables scolaires, le Gouvernement peut décider de réduire de 5 %, au plus, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, les dotations de fonctionnement visées à l'article 3 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ou, pour l'enseignement subventionné par la Communauté française, les subventions de fonctionnement de l'établissement visées à l'article 32 de la loi du 29 mai 1959 susvisée.

Préalablement à toute décision de réduction des dotations ou subventions de fonctionnement, le Gouvernement adresse une lettre de mise en demeure au pouvoir organisateur en l'invitant à faire connaître ses observations par écrit uniquement. Celui-ci dispose d'un délai de 30 jours ouvrables scolaires, à compter de la notification postale par envoi recommandé avec accusé de réception de cette mise en demeure pour faire valoir ses observations. La réduction des dotations ou subventions de fonctionnement court à compter de la notification de la décision du Gouvernement jusqu'à ce que le pouvoir organisateur collabore à l'établissement ou à la bonne mise en œuvre du protocole de collaboration et du processus de suivi de sa mise en œuvre.

Lorsque le Gouvernement prononce une décision de réduction des dotations ou des subventions de fonctionnement et à défaut pour l'établissement d'avoir apporté la preuve qu'il a satisfait à l'injonction du Gouvernement dans un délai de six mois à compter de la notification de la décision visée à l'alinéa 5, le Gouvernement supprime, dans

l'enseignement organisé par la Communauté française, les traitements et dotations de fonctionnement visées à l'article 3 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ou, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, les subventions-traitements et les subventions de fonctionnement visées aux articles 26 à 28 et 32 de la loi du 29 mai 1959 susvisée.

§ 11. Le Gouvernement peut toutefois, sur la base des observations écrites visées au paragraphe 10, en lieu et place de cette réduction enjoindre au pouvoir organisateur la désignation d'un manager de crise.

A cet effet, le Gouvernement lui adresse un courrier recommandé avec accusé de réception en lui enjoignant de désigner un manager de crise dans un délai de 30 jours calendrier.

Dans l'enseignement subventionné, le pouvoir organisateur peut, pour la désignation du manager de crise, habiliter la fédération de pouvoirs organisateurs à laquelle il est affilié si les statuts de celle-ci ou la résolution d'adhésion à celle-ci contiennent une telle habilitation ou si le pouvoir organisateur a fourni cette habilitation par écrit, mentionnant la fédération de pouvoirs organisateurs à laquelle le pouvoir organisateur est affilié. Dans ce cas une copie du courrier enjoignant au pouvoir organisateur de désigner un manager de crise est adressée pour information à cette fédération de pouvoirs organisateurs.

Le manager de crise est désigné selon les règles qui sont propres au pouvoir organisateur ou, le cas échéant, à la fédération de pouvoirs organisateurs habilitée à cet effet, et à leur charge.

Si le pouvoir organisateur ou, le cas échéant, sa fédération de pouvoirs organisateurs, si celle-ci est habilitée à le faire, ne désigne pas un manager de crise dans le délai de 30 jours prévu à l'alinéa 2, le Gouvernement lui adresse une mise en demeure par laquelle il l'invite à procéder à cette désignation dans un délai de 15 jours calendrier à compter de la notification postale par envoi recommandé avec accusé de réception de cette mise en demeure.

Si, à l'échéance de ce délai de 15 jours calendrier, le pouvoir organisateur ou, le cas échéant, sa fédération de pouvoirs organisateurs, si elle est habilitée à le faire, n'a pas apporté la preuve de la désignation d'un manager de crise, le Gouvernement supprime, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, les traitements et dotations de fonctionnement visées à l'article 3 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ou, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, les subventions-traitements et les subventions de fonctionnement visées aux articles 26 à 28 et 32 de la loi du 29 mai 1959 susvisée.

§ 12. Le manager de crise est désigné, pour une ou plusieurs période(s) avec un maximum de 36 mois en concertation avec le directeur de zone.

L'organe local de concertation sociale et le Conseil de participation sont informés de la désignation du manager de crise préalablement à son entrée en fonction.

Dans le cadre de l'exécution de sa mission, le manager de crise analyse la situation de l'établissement sur la base du diagnostic visé au paragraphe 2 et, s'il échet, de l'évaluation de la mise en œuvre du protocole de collaboration visée au paragraphe 9.

Il formule des propositions, après consultation du pouvoir organisateur, du directeur, de l'équipe pédagogique et éducative de l'établissement, de la fédération de pouvoirs organisateurs concernée et le cas échéant, des équipes du Centre psycho-médico-social en vue de rencontrer les objectifs du protocole de collaboration ou de modifier celui-ci.

Il en informe les organes locaux de concertation sociale et le Conseil de participation. Il soumet ces propositions pour approbation au pouvoir organisateur.

Sur la base de ces propositions, le protocole de collaboration fait l'objet, le cas échéant, d'une proposition en vue de sa modification par le pouvoir organisateur, en concertation avec le manager de crise.

Cette proposition de modification est alors adressée au directeur de zone. S'il l'approuve, elle fait partie intégrante du protocole de collaboration de l'établissement. Au besoin, la lettre de mission du directeur est modifiée conformément aux articles 30 et 31 du décret du 2 février 2007 relatif au statut des directeurs.

Le manager de crise met en œuvre le protocole de collaboration en collaboration avec le pouvoir organisateur, le directeur, l'équipe pédagogique et éducative de l'établissement, et le cas échéant, les équipes du Centre psycho-médico-social dans le cadre d'un processus de suivi rapproché tel que visée au paragraphe 9, alinéa 2.

§ 13. Le directeur de zone et le délégué au contrat d'objectifs évaluent au plus tard un mois avant l'échéance de la fin de la mission du manager de crise l'accomplissement et le résultat de cette mission en concertation avec le pouvoir organisateur et, le cas échéant, sa fédération de pouvoirs organisateurs habilitée à cet effet si celle-ci a désigné le manager de crise.

Au terme de cette évaluation, le directeur de zone communique au Gouvernement, après consultation de l'organisme d'intérêt public en charge de l'enseignement organisé par la Communauté française ou, dans l'enseignement subventionné, après consultation du pouvoir organisateur et de sa fédération de pouvoirs organisateurs si elle a participé au processus de désignation du manager de crise, un rapport au terme duquel il conclut à la mise en œuvre satisfaisante ou insatisfaisante du protocole de collaboration.

Lorsque le rapport conclut à la mise en œuvre insatisfaisante du protocole de collaboration, le Gouvernement supprime, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, les traitements et dotations de fonctionnement visées à l'article 3 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ou, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, les subventions-traitements et les subventions de fonctionnement visées aux articles 26 à 28 et 32 de la loi du 29 mai 1959 susvisée.

Préalablement à la décision de suppression des dotations ou subventions, le Gouvernement adresse une lettre de mise en demeure au pouvoir organisateur en l'invitant à faire connaître ses observations par écrit uniquement. Celui-ci dispose d'un délai de 30 jours calendrier, à compter de la notification postale par envoi recommandé avec accusé de réception de cette mise en demeure pour faire valoir ses observations.

§ 14. Le directeur concerné conserve durant la période de désignation du manager de crise le bénéfice de sa désignation en qualité de directeur à titre temporaire ou de sa nomination en tant que directeur stagiaire ou à titre définitif ainsi que de sa rémunération, sans préjudice toutefois de l'article 43 du décret du 2 février 2007 relatif au statut des directeurs, des Chapitres IX et IXbis de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des Chapitres VIII et IX du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiaires de l'enseignement officiel subventionné, des Chapitres IX et X du décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiaires de l'enseignement libre subventionné.

Sans préjudice des éventuelles procédures disciplinaire ou de licenciement pouvant être mises en œuvre par le pouvoir organisateur en cas de fait grave et probant, le directeur ou un membre de l'équipe pédagogique ou éducative de l'établissement peut faire l'objet d'une procédure de suspension préventive conformément aux dispositions qui régissent sa fonction, lorsque la désignation du manager de crise est fondée sur :

- a) le refus ou l'incompétence du directeur à élaborer le dispositif d'ajustement;
- b) la mauvaise volonté manifeste du directeur à mettre en œuvre le protocole de collaboration et/ou, une incapacité à réaliser les objectifs y visés;
- c) l'impossibilité imputable au directeur de modifier le protocole de collaboration ou d'assurer la mise en œuvre d'un processus de suivi rapproché;
- d) la mauvaise volonté manifeste ou la carence manifeste et répétée du membre de l'équipe pédagogique ou éducative dans le cadre de l'élaboration du dispositif d'ajustement, de la mise en œuvre du protocole de collaboration, ou de la mise en œuvre du processus de suivi rapproché.

Durant cette suspension préventive, des objectifs de développement peuvent être fixés au membre du personnel par le pouvoir organisateur, en accord avec le délégué au contrat d'objectifs de l'établissement.

Une évaluation de la réalisation de ces objectifs est faite à l'issue de la période fixée par le pouvoir organisateur. Les constats posés dans le cadre de cette évaluation peuvent constituer des éléments graves et probants pouvant amener le pouvoir organisateur à entamer sur cette base une procédure disciplinaire ou de licenciement. La durée de validité de cette évaluation est cependant limitée à un délai de douze mois prenant cours à la date de son établissement. Toutefois, lorsqu'une procédure disciplinaire ou de licenciement est entamée sur la base de celle-ci, dans ce délai, l'évaluation demeure valable jusqu'à la date à laquelle la décision définitive de sanction ou licenciement est notifiée au membre du personnel.

Sans préjudice de l'article 124 du décret du 2 février 2007 relatif au statut des directeurs, le manager de crise le remplace jusqu'à la désignation d'un nouveau directeur.

§ 15. Le protocole de collaboration se substitue au contrat d'objectifs de l'établissement durant la période fixée par le protocole et au maximum pour une durée de trois ans ».

**Art. 18.** Dans le même décret, l'article 69 est remplacé par ce qui suit :

« Article 69. - § 1<sup>er</sup>. Il est créé dans chaque établissement un Conseil de participation chargé :

- 1° de débattre et d'émettre un avis sur le projet d'établissement en se fondant notamment sur des propositions émises par les délégués du pouvoir organisateur au Conseil de participation;
- 2° de l'amender et de le compléter, selon les procédures fixées au paragraphe 11;
- 3° de le proposer à l'approbation du pouvoir organisateur;
- 4° de proposer des adaptations conformément à l'article 67, § 1<sup>er</sup>;
- 5° de mener une réflexion globale sur les frais réclamés en cours d'année, notamment ceux qui sont liés à des activités culturelles et sportives s'inscrivant dans le projet d'établissement;
- 6° d'étudier et de proposer la mise en place d'un mécanisme de solidarité entre les élèves pour le paiement des frais visés au 5°;
- 7° d'étudier et de proposer les actions de soutien et d'accompagnement à l'attention des élèves inscrits sur base de l'indice socio-économique de leur école fondamentale ou primaire d'origine;
- 8° de remettre un avis sur le plan de pilotage conformément à l'article 67, § 5, alinéa 3, § 6, alinéa 5, et sur la proposition de modification du contrat d'objectifs conformément à l'article 67, § 9, alinéas 1<sup>er</sup> et 6, et § 11, alinéa 4, en formulant toutes propositions utiles à ce sujet;
- 9° de débattre et de remettre un avis sur le règlement d'ordre intérieur de l'établissement et, le cas échéant, de l'amender et de le compléter, selon les procédures fixées au paragraphe 11.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le pouvoir organisateur peut :

- 1° s'il organise 4 écoles fondamentales au moins, regrouper 2 écoles pour ne constituer qu'un seul Conseil de participation commun à ces écoles, lors de la première mise en place des conseils de participation;
- 2° s'il organise 8 écoles fondamentales au moins, regrouper 2, 3 ou 4 écoles pour ne constituer qu'un seul Conseil de participation commun à ces écoles, lors de la première mise en place des conseils de participation;
- 3° s'il organise des établissements contigus, en regrouper pour ne constituer qu'un seul Conseil de participation commun à ces écoles, lors de la première mise en place des conseils de participation;
- 4° au plus tôt après 3 années de fonctionnement des conseils de participation, sur proposition commune de chacun d'eux, regrouper 2 écoles pour ne constituer qu'un seul Conseil de participation commun à ces écoles, s'il organise 4 écoles fondamentales au moins;
- 5° au plus tôt après 3 années de fonctionnement des conseils de participation, sur proposition commune de chacun d'eux, regrouper 2, 3 ou 4 écoles pour ne constituer qu'un seul Conseil de participation commun à ces écoles, s'il organise 8 écoles fondamentales au moins;
- 6° au plus tôt après 3 années de fonctionnement des conseils de participation, sur proposition commune de chacun d'eux, regrouper des établissements contigus pour ne constituer qu'un seul Conseil de participation commun à ces écoles;
- 7° regrouper deux écoles, dont l'une compte moins de 100 élèves, après accord du Gouvernement, pour ne constituer qu'un seul Conseil de participation commun à ces écoles.

Lorsqu'il est fait usage de la dérogation prévue à l'alinéa 2, pour chacune des catégories visées au paragraphe 2, alinéa 3, 1° et 2°, un représentant de chaque établissement au moins est membre du Conseil de participation.

Sur avis favorable du Conseil de participation créé en application de l'alinéa 3, le pouvoir organisateur peut soit renoncer au regroupement, soit le modifier.

§ 2. Le Conseil de participation comprend des membres de droit, des membres élus et des membres représentant l'environnement social, culturel et économique de l'établissement.

Dans l'enseignement subventionné, les membres de droit sont le directeur et les délégués que détermine le Collège des Bourgmestre et échevins, le Collège provincial, le Collège de la Commission communautaire française ou le Conseil d'administration du pouvoir organisateur. Dans l'enseignement organisé par la Communauté française, les membres de droit sont le directeur et ceux que le pouvoir organisateur détermine.

Les membres élus comprennent :

- 1° les représentants du personnel enseignant, auxiliaire d'éducation, psychologique, social et paramédical;
- 2° les représentants des parents ou des personnes investies de l'autorité parentale ou qui assument la garde en droit ou en fait du mineur soumis à l'obligation scolaire;
- 3° les représentants des élèves, sans préjudice du § 7;
- 4° un représentant du personnel ouvrier et administratif, là où il est attaché à l'établissement.

Dans l'enseignement officiel subventionné, les membres représentant l'environnement social, culturel et économique de l'établissement sont désignés par le Collège communal, le Collège provincial ou le Collège de la Commission communautaire française. Dans l'enseignement organisé par la Communauté française et dans l'enseignement libre subventionné, ils sont cooptés par les membres de droit et les membres élus du Conseil de participation, selon des modalités fixées par le Gouvernement.

Chaque membre du Conseil de participation peut se faire remplacer par un suppléant désigné ou élu, selon les mêmes modalités que le membre effectif.

Le nombre de représentants visés à l'alinéa 3, 1°, 2° et 3°, est identique pour chaque catégorie. Ce nombre est fixé par le pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné, par le directeur dans l'enseignement organisé par la Communauté française. Il ne peut être inférieur à 3 ni supérieur à 6.

Ni les délégués du pouvoir organisateur ni les membres représentant l'environnement social, culturel et économique de l'établissement ne peuvent être en nombre supérieur à celui attribué à chacune des catégories visées à l'alinéa 3, 1°, 2° et 3°.

Toutefois, lorsqu'il est fait usage de la dérogation prévue au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, la délégation du pouvoir organisateur peut comprendre un nombre supérieur à celui attribué à chacune des catégories visées à l'alinéa 3, 1°, 2° et 3° de manière à ce que le nombre de délégués du pouvoir organisateur qui ne sont pas directeurs soit supérieur d'une unité au nombre de directeurs.

§ 3. Les représentants du personnel visé au paragraphe 2, alinéa 3, 1°, comprennent :

1° dans l'enseignement organisé par la Communauté française et dans l'enseignement subventionné officiel, des délégués élus en leur sein et au scrutin secret par l'ensemble des membres du personnel concerné nommés ou engagés à titre définitif ou désignés ou engagés à titre temporaire pour une année scolaire complète;

2° dans l'enseignement subventionné libre trois délégués, membres du personnel de l'établissement pour une année scolaire complète, désignés par les organisations syndicales représentatives suivant une proportionnalité conforme à celle du résultat des élections sociales dans l'établissement, c'est-à-dire aux conseils d'entreprise, ou, à défaut, au Comité pour la Protection du travail, ou, à défaut, dans les instances de concertation locales et un maximum de trois délégués élus en leur sein et au scrutin secret par l'ensemble des membres du personnel concerné nommés ou engagés à titre définitif ou désignés ou engagés à titre temporaire pour une année scolaire complète.

Les représentants du personnel visés au paragraphe 2, alinéa 3, 1° et 4°, doivent obligatoirement prêter au moins un mi-temps dans l'établissement.

Les représentants visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, ne peuvent faire partie ni du Conseil d'administration ni de l'assemblée générale du pouvoir organisateur. Le Gouvernement peut accorder dérogation à cette disposition lorsque tous les membres du personnel sont membres de droit du pouvoir organisateur.

§ 4. Les représentants des élèves sont élus, en leur sein, après appel aux candidats, soit par l'ensemble des élèves de l'établissement, soit par l'ensemble des élèves du niveau secondaire de l'établissement, soit par l'ensemble des élèves des troisième et quatrième degrés de l'établissement.

Le mandat ne peut entraîner ni préjudice ni privilège pour celui qui l'exerce.

Dans l'enseignement organisé par la Communauté française le choix entre les trois modalités fixées à l'alinéa 1<sup>er</sup> est de la compétence des membres du Conseil de participation visés au paragraphe 2, alinéa 2, et alinéa 3, 1° et 2°. Dans l'enseignement subventionné, il est de la compétence du pouvoir organisateur qui peut le déléguer.

§ 5. Sont reconnues comme représentatives, d'une part, la Fédération des associations de parents de l'enseignement officiel et, d'autre part, l'Union francophone des associations de parents de l'enseignement catholique.

Lorsqu'il existe au sein de l'établissement une association de parents membre soit de la Fédération des associations de parents de l'enseignement officiel, soit de l'Union francophone des associations de parents de l'enseignement catholique, l'organisation de l'élection des représentants des parents est réglée par cette fédération ou cette union.

Lorsqu'il n'existe pas au sein de l'établissement d'association de parents membre de la fédération ou de l'union visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la première réunion générale des parents est faite à l'initiative du pouvoir organisateur ou de son délégué.

Dans l'un comme dans l'autre cas, l'assemblée générale des parents élit au scrutin secret ses représentants. La convocation et le procès-verbal de toute assemblée générale sont portés à la connaissance de l'ensemble des parents. Chaque parent présent lors de l'assemblée générale peut participer au scrutin et se porter candidat sans autre condition.

Les représentants des parents visés au paragraphe 2, alinéa 3, ne peuvent faire partie ni du Conseil d'administration, ni de l'assemblée générale du pouvoir organisateur, ni être membres du personnel de l'établissement. Le Gouvernement peut accorder dérogation à cette disposition lorsque tous les parents sont membres de droit du pouvoir organisateur.

§ 6. Le personnel ouvrier et administratif élit son représentant.

§ 7. Dans l'enseignement fondamental, le pouvoir organisateur, sur proposition de deux tiers au moins des membres du Conseil de participation, peut décider d'élargir le Conseil de participation à des délégués d'élèves, soit de manière permanente, soit de manière occasionnelle.

§ 8. Les membres élus représentant les enseignants et les membres représentant l'environnement social, culturel et économique exercent un mandat renouvelable d'une durée de quatre ans.

Les membres élus représentant les parents et les élèves exercent un mandat renouvelable d'une durée de deux ans.

Tout membre qui ne remplit plus les conditions d'éligibilité est remplacé selon les modalités fixées par le règlement d'ordre intérieur.

Lorsque pour une catégorie déterminée, le nombre de candidats ne dépasse pas le nombre de postes à pourvoir, les candidats sont élus d'office.

§ 9. Le Conseil de participation peut coopter des membres avec voix consultative. Ceux-ci ne peuvent pas être en nombre supérieur à celui attribué à chacune des catégories visées au paragraphe 2, alinéa 3, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>.

§ 10. Le Conseil de participation se réunit au moins quatre fois par an. Il doit en outre être convoqué sur demande de la moitié de ses membres au moins, adressée au Président.

Les représentants des différentes catégories membres du Conseil de participation veillent à organiser des assemblées de leurs mandants afin de débattre des questions soulevées au Conseil de participation.

Le pouvoir organisateur désigne le Président du Conseil de participation. Dans les établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, le directeur préside le Conseil de participation.

§ 11. Le Conseil de participation tend à rendre ses avis par consensus.

A défaut, dans l'enseignement organisé par la Communauté française et dans l'enseignement officiel subventionné, l'avis est rendu à la majorité des deux tiers des membres présents, pour autant que la majorité soit aussi réunie d'une part parmi les membres présents visés au paragraphe 2, alinéa 2, d'autre part parmi les membres présents visés au paragraphe 2, alinéas 3 et 4, les abstentions n'intervenant pas dans le décompte des voix.

A défaut, dans l'enseignement libre subventionné, l'avis est rendu à la majorité des deux tiers des membres présents, pour autant que la majorité soit aussi réunie :

1<sup>o</sup> parmi les membres présents visés au paragraphe 2, alinéa 2;

2<sup>o</sup> parmi les membres présents visés au paragraphe 2, alinéa 3, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>, et alinéa 4;

3<sup>o</sup> parmi les membres présents visés au paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, les abstentions n'intervenant pas dans le décompte des voix.

Lorsque l'avis ne recueille pas le consensus, chaque catégorie visée au paragraphe 2 peut déposer une note de minorité.

§ 12. Dans l'enseignement organisé par la Communauté française et dans l'enseignement officiel subventionné, le projet d'établissement est transmis respectivement au Comité de concertation de base et à la commission paritaire locale afin d'y vérifier sa conformité au projet éducatif du pouvoir organisateur.

Dans l'enseignement organisé par la Communauté française et dans l'enseignement officiel subventionné, les implications éventuelles sur les conditions de travail et les situations statutaires des membres du personnel sont négociées respectivement au Comité de concertation de base et à la commission paritaire locale.

§ 13. Le Conseil de participation élabore son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du pouvoir organisateur de l'école organisée ou subventionnée par la Communauté française. ».

**Art. 19.** Dans l'article 78 du même décret, les mots « objectifs généraux et particuliers du décret » sont remplacés par les mots « missions prioritaires et particulières du décret ».

**Art. 20.** Dans le même décret, il est inséré une annexe « Indicateurs et valeurs de référence liés aux objectifs d'amélioration énoncés à l'article 67, § 3 » qui est jointe en annexe au présent décret.

CHAPITRE II. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements*

**Art. 21.** Dans l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, il est inséré un article 9bis rédigé comme suit :

« Article 9bis. – Ils doivent participer, dans les limites fixées par la réglementation, à l'élaboration des plans de pilotage et à la mise en œuvre des contrats d'objectifs ou à l'élaboration des dispositifs d'ajustement et à la mise en œuvre des protocoles de collaboration visés par les articles 67 et 68 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre. ».

**Art. 22.** À l'article 157bis de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, les modifications suivantes sont apportées :

a) un point 4<sup>o</sup> est ajouté comme suit au § 1<sup>er</sup> : « 4<sup>o</sup> s'il est fait application de l'article 67, § 17, ou de l'article 68, § 14, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre. »;

b) au § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, les termes : « et par le directeur de zone et le délégué au contrat d'objectifs de l'établissement concerné, en ce qui concerne le § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> » sont insérés après les termes : « désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire »;

c) au § 4, un alinéa 2 est inséré comme suit : « Lorsque le membre du personnel enseignant ou directeur fait preuve d'une mauvaise volonté manifeste ou de carence manifeste et répétée dans le cadre de l'élaboration du plan de pilotage ou du dispositif d'ajustement, de la mise en œuvre du contrat d'objectifs ou du protocole de collaboration ou de la mise en œuvre d'un processus de suivi rapproché, le ministre peut, sur la base du rapport du délégué au contrat d'objectifs et du directeur de zone, faire application du présent paragraphe. »;

d) au § 5, un dernier alinéa est ajouté comme suit : « Dans le cadre d'une procédure visée au § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, la suspension préventive peut être prise pour une ou plusieurs périodes avec un maximum de 12 mois. »;

e) au § 6 alinéa 1<sup>er</sup>, les mots : « et d'une procédure visée au § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> » sont insérés entre les termes : « Dans le cadre d'une procédure disciplinaire » et « ou avant l'exercice éventuel d'une procédure disciplinaire »;

f) au § 6, alinéa 3, les termes : « et en ce qui concerne le § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, le délégué au contrat d'objectifs et le directeur de zone » sont insérés entre les termes : « le ministre » et « , par lettre recommandée ».

**Art. 23.** À l'article 157*sexies* du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) au § 1<sup>er</sup>, un point 4<sup>o</sup> est ajouté comme suit : « 4<sup>o</sup> s'il est fait application de l'article 67, § 17 ou de l'article 68, § 14 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre. »;

b) au § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, les termes : « et par le directeur de zone et le délégué au contrat d'objectifs de l'établissement concerné, en ce qui concerne le § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> » sont insérés après les termes : « désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire »;

c) au § 4, un nouvel alinéa 2 est inséré comme suit : « Lorsque le membre du personnel enseignant ou directeur fait preuve d'une mauvaise volonté manifeste ou de carence manifeste et répétée dans le cadre de l'élaboration du plan de pilotage ou du dispositif d'ajustement, de la mise en œuvre du contrat d'objectifs ou du protocole de collaboration ou de la mise en œuvre d'un processus de suivi rapproché, le ministre peut, sur la base du rapport du délégué au contrat d'objectifs et du directeur de zone, faire application du présent paragraphe. »;

d) au § 4, anciennement alinéa 2, nouvellement alinéa 3, les termes : « et sur proposition du délégué au contrat d'objectifs et du directeur de zone en ce qui concerne le § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, » sont ajoutés après les termes : « aux dispositions du présent article ».

**Art. 24.** À l'article 157*nonies* du même arrêté royal, cinq alinéas rédigés comme suit sont insérés entre l'alinéa 1<sup>er</sup> et l'alinéa 2 :

« Dans le cadre d'une procédure visée à l'article 157*sexies*, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, la suspension préventive peut être prise pour une ou plusieurs périodes avec un maximum de 12 mois.

Elle doit faire l'objet d'une confirmation écrite par le Ministre tous les trois mois à dater de la prise d'effet.

Cette confirmation est notifiée à l'intéressé par lettre recommandée à la poste.

À défaut de confirmation de la suspension préventive dans les délais requis, le membre du personnel concerné peut réintégrer ses fonctions après en avoir informé le Ministre, le délégué au contrat d'objectifs et le directeur de zone, par lettre recommandée à la poste, au moins dix jours ouvrables avant la reprise effective du travail.

Après réception de cette notification, le Ministre peut confirmer le maintien en suspension préventive selon la procédure décrite à l'alinéa 4. »

CHAPITRE III. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe, et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française*

**Art. 25.** À l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe, et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française est ajouté un article 37*ter*/1 rédigé comme suit :

« Article 37*ter*/1. Par dérogation à l'article 37 *ter*, dans le cadre d'une procédure visée à l'article 157*sexies*, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 22 mars 1969, la suspension préventive peut être prise pour une ou plusieurs périodes avec un maximum de 12 mois.

Elle doit faire l'objet d'une confirmation écrite par le Ministre tous les trois mois à dater de la prise d'effet.

Cette confirmation est notifiée à l'intéressé par lettre recommandée à la poste.

À défaut de confirmation de la suspension préventive dans les délais requis, le membre du personnel concerné peut réintégrer ses fonctions après en avoir informé le Ministre, le délégué au contrat d'objectifs et le directeur de zone, par lettre recommandée, au moins dix jours ouvrables avant la reprise effective du travail.

Après réception de cette notification, le Ministre peut confirmer le maintien en suspension préventive selon la procédure décrite à l'alinéa 3. ».

CHAPITRE IV. — *Dispositions modifiant le décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné*

**Art. 26.** Dans le décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement libre subventionné, il est inséré un article 17*bis* rédigé comme suit :

« Article 17*bis* - Les membres du personnel doivent participer, dans les limites fixées par la réglementation, par les règles complémentaires de la commission paritaire compétente et par le contrat d'engagement, à l'élaboration des plans de pilotage et à la mise en œuvre des contrats d'objectifs ou à l'élaboration des dispositifs d'ajustement et à la mise en œuvre des protocoles de collaboration visés par les articles 67 et 68 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre. ».

**Art. 27.** À l'article 87 du même décret du 1<sup>er</sup> février 1993, les modifications suivantes sont apportées :

a) un point 4<sup>o</sup> est ajouté comme suit au § 1<sup>er</sup> : « 4<sup>o</sup> s'il est fait application de l'article 67, § 17, ou de l'article 68, § 14, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre. »;

b) au § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, les termes : « et par le directeur de zone et le délégué au contrat d'objectifs de l'établissement concerné, en ce qui concerne le § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> » sont ajoutés après les termes « par le pouvoir organisateur »;

c) au § 5, un dernier alinéa est ajouté comme suit : « Dans le cadre d'une procédure visée au § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, la suspension préventive peut être prise pour une ou plusieurs périodes avec un maximum de 12 mois. »;

d) au § 6 alinéa 1<sup>er</sup>, les mots : « et d'une procédure visée au § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> » sont insérés entre les termes : « Dans le cadre d'une procédure disciplinaires » et « , la suspension préventive »;

e) au § 6 alinéa 3, les termes : « et en ce qui concerne le § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, le délégué au contrat d'objectifs et le directeur de zone » sont insérés entre les termes : « le pouvoir organisateur » et « , par lettre recommandée ».

**Art. 28.** À l'article 90bis du même décret du 1<sup>er</sup> février 1993, les modifications suivantes sont apportées :

a) au § 2, un point 4<sup>o</sup> est ajouté comme suit : « 4<sup>o</sup> s'il est fait application de l'article 67, § 17 ou de l'article 68, § 14 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre. »;

b) au § 3, les termes : « et par le directeur de zone et le délégué au contrat d'objectifs de l'établissement concerné, en ce qui concerne le § 2, 4<sup>o</sup> » sont insérées après les termes : « par le pouvoir organisateur ».

**Art. 29.** Un article 90septies est inséré comme suit :

« Article 90septies - Dans le cadre d'une procédure visée à l'article 90bis, § 2, 4<sup>o</sup>, la suspension préventive peut être prise pour une ou plusieurs périodes avec un maximum de 12 mois.

Elle doit faire l'objet d'une confirmation écrite par le pouvoir organisateur tous les trois mois à dater de la prise d'effet.

Cette confirmation est notifiée à l'intéressé par lettre recommandée à la poste.

A défaut de confirmation de la suspension préventive dans les délais requis, le membre du personnel concerné peut réintégrer ses fonctions après en avoir informé le pouvoir organisateur, le délégué au contrat d'objectifs et le directeur de zone, par lettre recommandée, au moins dix jours ouvrables avant la reprise effective du travail.

Après réception de cette notification, le pouvoir organisateur peut confirmer le maintien en suspension préventive selon la procédure décrite à l'alinéa 3».

CHAPITRE V. — *Dispositions modifiant le décret du 6 juin 1994*  
fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné

**Art. 30.** Dans le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, il inséré un article 10bis rédigé comme suit :

«Article 10bis - Les membres du personnel doivent participer, dans les limites fixées par la réglementation, par les règles complémentaires de la commission paritaire compétente et par leur acte de désignation, à l'élaboration des plans de pilotage et à la mise en œuvre des contrats d'objectifs ou à l'élaboration des dispositifs d'ajustement et à la mise en œuvre des protocoles de collaboration visés par les articles 67 et 68 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre. ».

**Art. 31.** À l'article 60 du même décret du 06 juin 1994, les modifications suivantes sont apportées :

a) un point 4<sup>o</sup> est ajouté comme suit au § 1<sup>er</sup> : « 4<sup>o</sup> s'il est fait application de l'article 67, § 17, ou de l'article 68, § 14, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre. »;

b) au § 3 alinéa 1<sup>er</sup>, les termes : « et par le directeur de zone et le délégué au contrat d'objectifs de l'établissement concerné, en ce qui concerne le § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> » sont ajoutés après les termes « par le pouvoir organisateur »;

c) au § 5, un dernier alinéa est ajouté comme suit : « Dans le cadre d'une procédure visée au § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, la suspension préventive peut être prise pour une ou plusieurs périodes avec un maximum de 12 mois. »;

d) au § 6 alinéa 1<sup>er</sup>, les mots : « et d'une procédure visée au § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> » sont insérés entre les termes : « Dans le cadre d'une procédure disciplinaires » et « , la suspension préventive »;

e) au § 6 alinéa 3, les termes : « et en ce qui concerne le § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, le délégué au contrat d'objectifs et le directeur de zone » sont insérés entre les termes : « le pouvoir organisateur » et « , par lettre recommandée ».

**Art. 32.** À l'article 63ter du même décret du 06 juin 1994, les modifications suivantes sont apportées :

a) au § 1<sup>er</sup>, un point 4<sup>o</sup> est ajouté comme suit : « 4<sup>o</sup> s'il est fait application de l'article 67, § 17, ou de l'article 68, § 14, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre. »;

b) au § 2, les termes : « et par le directeur de zone et le délégué au contrat d'objectifs de l'établissement concerné, en ce qui concerne le § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> » sont insérées après les termes : « par le pouvoir organisateur »;

c) un § 5 est rédigé comme suit :

« § 5. Dans le cadre d'une procédure visée au § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, la suspension préventive peut être prise pour une ou plusieurs périodes avec un maximum de 12 mois.

Elle doit faire l'objet d'une confirmation écrite par le pouvoir organisateur tous les trois mois à dater de la prise d'effet.

Cette confirmation est notifiée à l'intéressé par lettre recommandée à la poste.

A défaut de confirmation de la suspension préventive dans les délais requis, le membre du personnel concerné peut réintégrer ses fonctions après en avoir informé le pouvoir organisateur, le délégué au contrat d'objectifs et le directeur de zone, par lettre recommandée, au moins dix jours ouvrables avant la reprise effective du travail.

Après réception de cette notification, le pouvoir organisateur peut confirmer le maintien en suspension préventive selon la procédure décrite à l'alinéa 3».



CHAPITRE VI. — *Dispositions modifiant le décret du 10 mars 2006  
relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion*

**Art. 33.** Dans le décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion, il est inséré un article 9bis rédigé comme suit :

« Article 9bis - Les maîtres de religion et professeurs de religion doivent participer, dans les limites fixées par la réglementation, par les règles complémentaires de la commission paritaire compétente et par leur acte de désignation, à l'élaboration des plans de pilotage et à la mise en œuvre des contrats d'objectifs ou à l'élaboration des dispositifs d'ajustement et à la mise en œuvre des protocoles de collaboration visés par les articles 67 et 68 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre. ».

**Art. 34.** A l'article 57 du même décret du 10 mars 2006, les modifications suivantes sont apportées :

a) un point 4° est ajouté comme suit au § 1<sup>er</sup> : « 4° s'il est fait application de l'article 67, § 17, ou de l'article 68, § 14, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre. »;

b) au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les termes : « et le directeur de zone et le délégué au contrat d'objectifs de l'établissement concerné en ce qui concerne le § 1<sup>er</sup>, 4° » sont ajoutés après les termes « par le pouvoir organisateur »;

c) au § 4, un dernier alinéa est ajouté comme suit : « Dans le cadre d'une procédure visée au § 1, 4°, la suspension préventive peut être prise pour une ou plusieurs périodes avec un maximum de 12 mois. »;

d) au § 5 alinéa 1<sup>er</sup>, les mots : « et d'une procédure visée au § 1<sup>er</sup>, 4° » sont insérés entre les termes : « Dans le cadre d'une procédure disciplinaires » et « , la suspension préventive »;

e) au § 5 alinéa 3, les termes : « et en ce qui concerne le § 1<sup>er</sup>, 4°, le délégué au contrat d'objectifs et le directeur de zone » sont insérés entre les termes : « le pouvoir organisateur » et « , par lettre recommandée ».

**Art. 35.** À l'article 61 du même décret du 10 mars 2006, les modifications suivantes sont apportées :

a) au § 1<sup>er</sup>, un point 4° est ajouté comme suit : « 4° s'il est fait application de l'article 67, § 17, ou de l'article 68, § 14, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre. »;

b) au § 2, les termes : « et par le directeur de zone et le délégué au contrat d'objectifs de l'établissement concerné, en ce qui concerne le § 1<sup>er</sup>, 4° » sont insérés après les termes : « par le pouvoir organisateur »;

c) un § 5 est ajouté comme suit :

« § 5. Dans le cadre d'une procédure visée au § 1<sup>er</sup>, 4°, la suspension préventive peut être prise pour une ou plusieurs périodes avec un maximum de 12 mois.

Elle doit faire l'objet d'une confirmation écrite par le pouvoir organisateur tous les trois mois à dater de la prise d'effet.

Cette confirmation est notifiée à l'intéressé par lettre recommandée à la poste.

A défaut de confirmation de la suspension préventive dans les délais requis, le membre du personnel concerné peut réintégrer ses fonctions après en avoir informé le pouvoir organisateur, le délégué au contrat d'objectifs et le directeur de zone, par lettre recommandée, au moins dix jours ouvrables avant la reprise effective du travail.

Après réception de cette notification, le pouvoir organisateur peut confirmer le maintien en suspension préventive selon la procédure décrite à l'alinéa 3».

CHAPITRE VII. — *Disposition modifiant le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière*

**Art. 36.** Dans l'article 8 du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière, tel qu'il a été modifié par le décret du 4 février 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, l'alinéa 3 est complété par la phrase suivante :

« Le Gouvernement peut répartir l'ensemble des établissements en cohortes et étaler l'organisation de ces demi-journées supplémentaires sur un maximum de trois années scolaires.»;

2° dans le paragraphe 3, l'alinéa 3 est complété par la phrase suivante :

« Le Gouvernement peut répartir l'ensemble des établissements en cohortes et étaler l'organisation de ces demi-journées supplémentaires sur un maximum de trois années scolaires. ».

CHAPITRE VIII. — *Disposition modifiant le décret du 11 juillet 2002  
relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire*

**Art. 37.** Dans l'article 7, § 2, du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire, tel que modifié par le décret du 4 février 2016, l'alinéa 3 est complété par la phrase suivante :

« Le Gouvernement peut répartir l'ensemble des établissements en cohortes et étaler l'organisation de ces demi-journées supplémentaires sur un maximum de trois années scolaires. ».

CHAPITRE IX. — *Dispositions modifiant le décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire*

**Art. 38.** Dans l'article 7 du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Sans préjudice de l'analyse permettant d'identifier les écoles en écart de performances visée à l'article 68, § 1<sup>er</sup>, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, les résultats obtenus à l'évaluation externe non certificative ne peuvent permettre aucun classement des élèves ou des établissements scolaires. ».

**Art. 39.** Dans l'article 27, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, la phrase « Les résultats obtenus à l'épreuve externe commune ne peuvent permettre aucun classement des élèves ou des établissements scolaires. » est remplacée par la phrase « Sans préjudice de l'analyse permettant d'identifier les écoles en écart de performances visée à l'article 68, § 1<sup>er</sup>, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, les résultats obtenus à l'épreuve externe commune ne peuvent permettre aucun classement des élèves ou des établissements scolaires. ».

**Art. 40.** Dans l'article 36/8, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, la phrase « Les résultats obtenus aux épreuves externes certificatives ne peuvent permettre aucun classement des élèves ou des établissements scolaires. » est remplacée par la phrase « Sans préjudice de l'analyse permettant d'identifier les écoles en écart de performances visée à l'article 68, § 1<sup>er</sup>, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, les résultats obtenus aux épreuves externes certificatives ne peuvent permettre aucun classement des élèves ou des établissements scolaires. ».

**Art. 41.** Dans l'article 36/16, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, la phrase « Les résultats obtenus aux épreuves visées aux articles précédents ne peuvent permettre aucun classement des élèves ou des établissements scolaires. » est remplacée par la phrase « Sans préjudice de l'analyse permettant d'identifier les écoles en écart de performances visée à l'article 68, § 1<sup>er</sup>, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, les résultats obtenus aux épreuves visées aux articles précédents ne peuvent permettre aucun classement des élèves ou des établissements scolaires. ».

CHAPITRE X. — *Dispositions modifiant le décret du 2 février 2007 relatif au statut des directeurs*

**Art. 42.** L'article 31 du décret du 2 février 2007 relatif au statut des directeurs, est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Par dérogation aux paragraphes 1<sup>er</sup> à 3, lorsque qu'un contrat d'objectifs a été conclu conformément à l'article 67, § 6, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ou lorsque ce contrat d'objectifs a été modifié en application des paragraphes 10, 12 et 15, du même article, le pouvoir organisateur de l'école organisée ou subventionnée par la Communauté française peut modifier le contenu de la lettre de mission afin d'en assurer la cohérence avec ce contrat d'objectifs.

Par dérogation aux paragraphes 1<sup>er</sup> à 3, le pouvoir organisateur de l'école organisée ou subventionnée par la Communauté française peut également modifier le contenu de la lettre de mission, lorsqu'un protocole de collaboration a été conclu conformément à l'article 68, § 7, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ou lorsque ce protocole été modifié en application du paragraphe 12, du même article afin d'en assurer la cohérence avec ce protocole de collaboration. ».

CHAPITRE XI. — *Dispositions abrogatoires et transitoires*

**Art. 43.** Les dispositions suivantes sont abrogées :

1° dans l'article 13 du décret du 11 mai 2007 relatif à l'enseignement en immersion linguistique, le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéas 2, 3°, 3, 4, 5 et 6, et le paragraphe 2, alinéas 1<sup>er</sup>, 3°, 2, 3, 4 et 5;

2° dans le décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, l'article 8;

3° dans le décret du 12 juillet 2012 organisant la certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU) dans l'enseignement secondaire qualifiant et modifiant diverses dispositions relatives à l'enseignement secondaire, l'article 3, § 8.

**Art. 44.** Les articles 67/2, 70 et 71 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre sont abrogés.

**Art. 45.** Dans le chapitre VII du même décret, la section 3 comportant les articles 72 et 73, est abrogée.

**Art. 46.** Les dispositions visées à l'article 43 restent d'application pour les établissements scolaires concernés qui n'ont pas conclu de contrat d'objectifs, conformément à l'article 67 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, tel que remplacé par le présent décret.

**Art. 47.** Le rapport annuel visé à l'article 67, § 3, alinéa 5, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, tel que remplacé par l'article 15 du présent décret, est remis pour la première fois au Parlement durant l'année 2021.

**Art. 48.** L'article 67/1 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre reste applicable en sa formulation actuelle pour les établissements scolaires qui n'ont pas encore conclu un contrat d'objectifs conformément à l'article 67 du décret du 24 juillet 1997 susvisé.

CHAPITRE XII. — *Dispositions finales*

**Art. 49.** Le Gouvernement évalue la mise en œuvre des articles 67 à 68 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, tel que modifié par le présent décret, et en fait rapport au Parlement au cours de l'année scolaire 2022-2023.

**Art. 50.** Les articles 1, 15, 16, 17, 20, 21 à 35 et 38 à 48 entrent en vigueur le jour de l'entrée en vigueur d'un décret organisant le travail collaboratif visé à l'article 67, § 4, 4<sup>o</sup> du décret du 24 juillet 1997.

En outre, l'article 67, §§ 6 à 17, et de l'article 68, §§ 6 à 15, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, tels qu'insérés par l'article 15 et par l'article 17, entrent en vigueur au jour de l'entrée en vigueur d'un décret déléguant les compétences de la Communauté française en tant que pouvoir organisateur à un organe autonome et doté d'une personnalité juridique distincte, étant entendu que l'article 68, §§ 2 et suivants, du même décret entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2019 au plus tôt.

**Art. 51.** Sauf en ce qui concerne les dispositions dont l'entrée en vigueur est fixée par l'article 50, le présent décret entre en vigueur le jour de son adoption.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 13 septembre 2018.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,  
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,  
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,  
chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,  
R. MADRANE

La Ministre de l'Education,  
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des Femmes  
et de l'Egalité des Chances,  
I. SIMONIS

—————  
Note

Session 2018-2019

Documents du Parlement. Projet de décret, n°665-1. – Avis du Conseil d'Etat, n° 665-2 - Amendement en commission, n° 665-3 - Rapport de commission, n° 665-4. – Texte adopté en commission, n° 665-5 – Amendement(s) en séance, n° 665-6. – Texte adopté en séance plénière, n° 665-7

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 12 septembre 2018.

—————

**Annexe au décret modifiant le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre afin de déployer un nouveau cadre de pilotage, contractualisant les relations entre la Communauté française et les établissements scolaires**

**« Annexe au décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre »**

**Indicateurs et valeurs de référence liés aux objectifs d'amélioration énoncés à l'article 67, § 3**

Objectif d'amélioration	Indicateurs	Valeurs de référence
<b>1. Améliorer significativement les savoirs et compétences des élèves ;</b>	Indicateur 1.1:  Part des jeunes de 15 ans qui possèdent des compétences moyennes et des compétences de haut niveau dans chaque domaine couvert par PISA : sciences, mathématique et lecture	Valeur de référence 1.1:  Atteindre en 2030 la moyenne des pays voisins aux tests PISA (ce qui signifie passer de 76 à 80% de la population concernée)
	Indicateur 1.2 :  Part des jeunes de 15 ans qui possèdent des compétences de haut niveau dans chaque domaine couvert par PISA : sciences, mathématique et lecture	Valeur de référence 1.2 :  Atteindre en 2030 la moyenne des pays voisins aux tests PISA (ce qui signifie passer de 12 à 15% de la population concernée)
	Indicateur 1.3 :  Résultats aux évaluations externes dans l'ensemble des matières couvertes mesurés sur la base du résultat moyen de l'ensemble des élèves (en ce compris pour la forme 4 de l'enseignement secondaire spécialisé)	Valeur de référence 1.3 :  Pas de valeur chiffrée définie ; amélioration importante attendue
	Indicateur 1.4 :  Part des jeunes ayant fréquenté la forme 3 de l'enseignement secondaire spécialisé et ayant obtenu un certificat de qualification  Part des jeunes ayant fréquenté les formes 1 et 2 de l'enseignement secondaire spécialisé et ayant obtenu une attestation de compétences	Valeur de référence 1.4 :  Pas de valeur chiffrée définie ; amélioration attendue

<p><b>2. Augmenter la part des jeunes diplômés de l'enseignement secondaire supérieur ;</b></p>	<p>Indicateur 2 :</p> <p>La part des jeunes entre 20 et 24 ans diplômés de l'enseignement secondaire supérieur parmi les jeunes résidant sur le territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles</p>	<p>Valeur de référence 2 :</p> <p>Atteindre en 2030 l'objectif fixé au niveau européen, soit 85% de la population concernée (situation actuelle : 79% selon les chiffres d'Eurostat)</p>
<p><b>3. Réduire les différences entre les résultats des élèves les plus favorisés et des élèves les moins favorisés d'un point de vue socio-économique ;</b></p>	<p>Indicateur 3 :</p> <p>La différence entre les résultats des élèves les plus favorisés et ceux des élèves les moins favorisés d'un point de vue socio-économique aux tests PISA</p>	<p>Valeur de référence 3 :</p> <p>Atteindre en 2030 la moyenne de cette différence dans les pays voisins (ce qui signifie passer de 112 points de différence à 101 points de différence)</p>
<p><b>4. Réduire progressivement le redoublement et le décrochage ;</b></p>	<p>Indicateur 4.1 :</p> <p>Part des élèves considérés comme « redoublants » (est considéré comme « redoublant » tout élève qui est inscrit deux années scolaires successives dans la même année d'étude) une année scolaire donnée, parmi les élèves fréquentant l'enseignement primaire ordinaire et les 6 premières années de l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice</p>	<p>Valeur de référence 4.1 :</p> <p>Diminution de 50% par rapport à la situation actuelle à l'horizon 2030 (passer de 7,6% en 2016-2017 à 3,8% en 2030-2031 : en primaire, passer de 3,0% à 1,5% et en secondaire de 12% à 6%, de façon à favoriser la réduction du retard scolaire et passer de 17% d'élèves en retard en 5<sup>e</sup> primaire en 2016-2017 à 10% en 2030-2031 et de 59 % d'élèves en retard en 5<sup>e</sup> secondaire en 2016-2017 à 40 % en 2030-2031)</p>
	<p>Indicateur 4.2 :</p> <p>Part des élèves considérés comme « ayant décroché »<sup>1</sup> une année scolaire donnée, parmi les élèves fréquentant les 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> années secondaires de l'enseignement ordinaire de plein exercice</p>	<p>Valeur de référence 4.2 :</p> <p>Diminution de 50% par rapport à la situation actuelle à l'horizon 2030 (passer de 5,4% en 2016 à 2,7% en 2030)</p>
	<p>Indicateur 4.3 :</p> <p>Part des élèves fréquentant l'enseignement spécialisé et résidant en Belgique qui ne sont plus inscrits dans une école organisée ou subventionnée par la Communauté française l'année scolaire suivante, alors qu'ils ont de 15 à 17 ans accomplis</p>	<p>Valeur de référence 4.3 :</p> <p>Pas de valeur de référence chiffrée.</p>
<p><b>5. Réduire les changements d'école au sein du tronc commun ;</b></p>	<p>Indicateur 5 :</p> <p>Part des élèves changeant d'établissement<sup>2</sup> entre deux années scolaires successives parmi les élèves inscrits de la 1<sup>re</sup> à la 6<sup>e</sup> année primaire et de la 1<sup>ère</sup> à la 3<sup>ème</sup> année secondaire dans</p>	<p>Valeur de référence 5 :</p> <p>à venir.</p>

<sup>1</sup> Est considéré comme « ayant décroché » l'élève qui quitte l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice entre deux années scolaires. Il s'agit, plus précisément, des jeunes qui ne sont plus inscrits dans un établissement organisé ou subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles l'année scolaire suivante.

<sup>2</sup> Est considéré comme « changeant d'établissement » un élève qui est inscrit au 15 janvier dans un établissement et qui, au 15 janvier de l'année suivante, est inscrit dans un autre établissement.

	l'enseignement ordinaire de plein exercice. Entre 2015-2016 et 2016-2017, le taux de changement est de 12% dans l'enseignement primaire et de 22% dans l'enseignement secondaire	
<b>6. Augmenter progressivement l'inclusion des élèves à besoins spécifiques dans l'enseignement ordinaire ;</b>	Indicateur 6.1 :  Pourcentage d'élèves pris en charge dans l'enseignement spécialisé par rapport à la population scolaire totale	Valeur de référence 6.1 :  Revenir à l'horizon 2030 au pourcentage d'élèves pris en charge par l'enseignement spécialisé en 2004
	Indicateur 6.2 :  Part d'élèves inscrits dans l'enseignement spécialisé l'année t et inscrits dans l'enseignement ordinaire en t+1	Valeur de référence 6.2 :  Pas de valeur chiffrée ; augmentation attendue
<b>7. Accroître les indices du bien-être à l'école et du climat scolaire</b>	Indicateur 7 :  A construire dans le cadre de la réalisation d'une enquête multidimensionnelle et systémique, réalisée tous les 5 ans auprès des différents publics de l'école, tant dans l'enseignement ordinaire que dans l'enseignement spécialisé (élèves, parents, équipes éducatives), ciblant les relations au sein de la communauté scolaire, le plaisir d'apprendre et d'enseigner, l'environnement d'apprentissage, la sécurité, l'environnement physique, le sentiment d'appartenance, et se basant également sur les données relatives à l'exclusion, l'absentéisme des élèves, à la stabilité des équipes éducatives...  L'enquête aura notamment pour objectif de vérifier les évolutions suivantes :  -% des élèves se déclarant heureux d'aller à l'école ; -% des enseignants, directions et autres personnels se déclarant épanouis dans leur travail et satisfaits de leurs conditions de travail ; -% des parents qui ont confiance dans l'école et se déclarant satisfaits de la prise en charge de leur enfant à l'école	Valeur de référence 7 :  à venir ;

Vu pour être annexé au décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre  
Bruxelles, le 13 septembre 2018.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Ministre de l'Education,  
M.-M. SCHYNS

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/14116]

**13 SEPTEMBER 2018. — Decreet tot wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, om een nieuw sturingskader te ontwikkelen, waarbij de betrekkingen tussen de Franse Gemeenschap en de schoolinrichtingen contractueel worden vastgelegd**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**HOOFDSTUK I. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren**

**Artikel 1.** In artikel 5 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 20° worden de woorden “algemene en buitengewone doelstellingen bepaald” vervangen door de woorden “prioritaire en bijzondere opdrachten bepaald”;

b) artikel 5 wordt aangevuld met de punten 24° tot 42°, luidend als volgt:

“24° zonedirecteur: het lid van de algemene sturingsdienst van de Scholen en de psycho-medisch-sociale centra bedoeld in artikel 3 van het decreet van 13 september 2018 dat, voor een bepaalde zone, belast is met :

a) de procedure voor de contractuele vastlegging van de sturingsplannen, de opvolging van de hun graad van verwezenlijking en de evaluatie van de doelstellingsovereenkomsten bedoeld in artikel 67;

b) de aanneming en de opvolging van de aanpassingssystemen bedoeld in artikel 68, alsook de coördinatie van de afgevaardigden voor de doelstellingsovereenkomst;

25° afgevaardigde voor de doelstellingsovereenkomst: het lid van de algemene sturingsdienst van de Scholen en de psycho-medisch-sociale centra bedoeld in artikel 3 van het decreet van 13 september 2018 dat belast is, onder het gezag van de zonedirecteur, met de procedure voor de contractuele vastlegging van de sturingsplannen, de opvolging van de graad van verwezenlijking en de evaluatie van de doelstellingsovereenkomsten, alsook met de procedure voor de contractuele vastlegging van de aanpassingssystemen, de opvolging en de evaluatie van hun graad van verwezenlijking en de evaluatie van de uitvoering van samenwerkingsprotocollen;

26° coördinerende afgevaardigde: de coördinerende afgevaardigde bedoeld in artikel 3 van het decreet van 13 september 2018 die de algemene sturingsdienst van de Scholen en de psycho-medisch-sociale centra leidt;

27° sturingsplan: het plan bedoeld in artikel 67, § 2;

28° doelstellingsovereenkomst: de overeenkomst bedoeld in artikel 67, § 6;

29° inrichtende macht: de openbare overheid of de rechtspersoon die verantwoordelijk is voor de organisatie van een school georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

30° federatie van inrichtende machten: de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra erkend door de Regering die aan de criteria van artikel 5bis van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving beantwoorden;

31° decreet inspectie en pedagogisch adviseur: het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs;

32° decreet gedifferentieerde omkadering: het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving;

33° Decreet KEL: het decreet van 12 juli 2012 tot regeling van de kwalificatie uitgedrukt in eenheden van leerresultaten (KEL) in het secundair kwalificatieonderwijs en tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende het secundair onderwijs;

34° decreet van het gespecialiseerd onderwijs: het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs;

35° aanpassingssysteem: het systeem bedoeld in artikel 68, § 4;

36° samenwerkingsprotocol: het protocol bedoeld in artikel 68, § 7;

37° plaatselijke organen voor sociaal overleg: de instanties voor lokaal overleg ingesteld krachtens de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 september 1995 betreffende de oprichting, samenstelling en bevoegdheid van de plaatselijke paritaire commissies in het officieel gesubsidieerd onderwijs, het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 maart 1996 dat de beslissing van de 24 januari 1996 van de Paritaire Commissie voor het vrij confessioneel basisonderwijs, betreffende de oprichting van een plaatselijk overlegorgaan tussen de inrichtende machten en vakbondsafvaardigingen, bindend verklaart en het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 juni 1999 waarbij de beslissing van 31 mei 1999 van de Paritaire Commissie voor het niet-confessioneel vrij basisonderwijs betreffende het model-huishoudelijk reglement van de plaatselijke instantie voor overleg tussen de inrichtende machten en de syndicale afvaardigingen verplicht wordt verklaard;

38° de dienst of de cel voor ondersteuning en begeleiding: de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding voor de inrichtingen die afhangen van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of, in het gesubsidieerd onderwijs, één van de cellen voor pedagogische raadgeving en steun, zoals bedoeld in artikel 4 van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs;

39° zones: de zones zoals bepaald in artikel 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1993 tot vaststelling van de verplichtingen tot overleg tussen gelijkaardige inrichtingen in het secundair onderwijs met volledig leerplan;

40° directeur: de directeur in de zin van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs;

41° schoolwerkdagen: maandag, dinsdag, woensdag, donderdag, vrijdag met uitzondering van deze die op een feestdag vallen, tijdens de schoolvakantie of elke andere dag schoolverlof;

42° pedagogisch en opvoedingsteam : het bestuurs- en onderwijzend personeel, het paramedisch personeel, het maatschappelijk personeel, het psychologisch personeel, het opvoedend hulppersoneel, het administratief personeel en het werkliedenpersoneel.”.

**Art. 2.** In hetzelfde decreet wordt het opschrift van hoofdstuk II vervangen als volgt:

“Hoofdstuk II – De prioritaire opdrachten van het basisonderwijs en het secundair onderwijs”.

**Art. 3.** In artikel 6 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord “streven” wordt vervangen door het woord “vervullen”;

2° de woorden “volgende doelstellingen” worden vervangen door de woorden “volgende prioritaire opdrachten”.

**Art. 4.** In de artikelen 7, 8, 30 en 54 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in artikel 7 worden de woorden “om de algemene doelstellingen te kunnen bereiken bedoeld” vervangen door de woorden “om de prioritaire opdrachten te kunnen vervullen bedoeld”;

2° in de artikelen 8 en 30 worden de woorden “de algemene doelstellingen te bereiken bedoeld” vervangen door de woorden “de prioritaire opdrachten te vervullen bedoeld”;

3° in artikel 54 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het woord “bereiken” wordt vervangen door het woord “vervullen”;

b) in 1° worden de woorden “algemene doelstellingen bedoeld” vervangen door de woorden “prioritaire opdrachten bedoeld”.

**Art. 5.** In artikel 9 van hetzelfde decreet worden de woorden “algemene doelstellingen van het onderwijs bepaald” vervangen door de woorden “prioritaire opdrachten bepaald”.

**Art. 6.** In artikel 10, 2°, van hetzelfde decreet worden de woorden “algemene doelstellingen” vervangen door de woorden “prioritaire opdrachten”.

**Art. 7.** In hetzelfde decreet wordt het opschrift van hoofdstuk III vervangen als volgt:

“Hoofdstuk III – De bijzondere opdrachten gemeen aan het basisonderwijs en de eerste graad van het secundair onderwijs”.

**Art. 8.** In artikel 12 van hetzelfde decreet worden de woorden “alle algemene doelstellingen na die bepaald” vervangen door de woorden “alle prioritaire opdrachten na die bepaald”.

**Art. 9.** In hetzelfde decreet wordt het opschrift van hoofdstuk IV vervangen als volgt:

“Hoofdstuk IV – De bijzondere opdrachten van de algemene en technologische humaniora”.

**Art. 10.** In de artikelen 24 en 34 van hetzelfde decreet worden de woorden “algemene doelstellingen zoals bepaald” telkens vervangen door de woorden “prioritaire opdrachten zoals bepaald”.

**Art. 11.** In hetzelfde decreet wordt het opschrift van hoofdstuk V vervangen als volgt:

“Hoofdstuk V – De bijzondere opdrachten gemeen aan de beroeps- en technische humaniora”.

**Art. 12.** In hetzelfde decreet wordt het opschrift van hoofdstuk VII vervangen als volgt:

“Hoofdstuk VII – De opvoedkundige, pedagogische en inrichtingsprojecten, alsook het sturingsplan en de doelstellingenovereenkomst van de inrichting”.

**Art. 13.** In artikel 63 van hetzelfde decreet worden de woorden “doelstellingen vooropgesteld in de vorige hoofdstukken” vervangen door de woorden “prioritaire en bijzondere opdrachten vooropgesteld in de vorige hoofdstukken”.

**Art. 14.** In hoofdstuk VII van hetzelfde decreet wordt het opschrift van afdeling 2 vervangen als volgt:

“Afdeling 2.- Het inrichtingsproject, het sturingsplan en de doelstellingenovereenkomst van de inrichting”.

**Art. 15.** Artikel 67 van hetzelfde decreet, zoals laatst gewijzigd door de decreten van 4 februari 2016 en 19 juli 2017, wordt vervangen als volgt:

“Artikel 67. § 1. Het inrichtingsproject definieert het geheel van de pedagogische keuzen en, in voorkomend geval, de bijzondere concrete acties die het opvoedingsteam van de inrichting wil verwezenlijken in samenwerking met het geheel van de leden van de participatieraad bedoeld in artikel 69, § 2, voor het verwezenlijken van de opvoedings- en pedagogische projecten van de inrichtende macht.

Het inrichtingsproject wordt opgemaakt, rekening houdend met:

1° de leerlingen die ingeschreven zijn in de inrichting, hun kenmerken, zowel de culturele als de sociale, hun behoeften en hun hulpmiddelen tijdens het verwervingsproces van bekwaamheden en kennis;

2° de aspiraties van de leerlingen en van hun ouders betreffende het plannen van een beroepsleven en het voortzetten van de studies;

3° het sociale, culturele en economisch milieu van de school;

° 4° het natuurlijke milieu, de buurt, de stad, het dorp waarin de school zich bevindt.

Het inrichtingsproject zal, indien nodig, aangepast worden overeenkomstig artikel 69 om voor de coherentie ervan te zorgen ten opzichte van het sturingsplan.



Het inrichtingsproject en de latere wijzigingen ervan worden ter goedkeuring voorgelegd aan de inrichtende macht volgens de termijnen die door de Regering bepaald worden.

§ 2. Elke inrichting is ertoe gehouden een sturingsplan uit te werken in samenhang met haar inrichtingsproject dat na het proces van contractuele vastlegging bedoeld in paragraaf 6 haar doelstellingsovereenkomst zal worden voor een periode van zes jaar.

De inrichtingen kunnen beslissen om een sturingsplan per vestigingsplaats op te stellen.

De sturingsplannen moeten ook uitgewerkt worden volgens de elementen en de nadere regels die de Regering bepaalt, met inachtneming van de volgende fasen:

1° vanaf 1 januari 2019, voor alle vrijwillige inrichtingen waarin, op één inrichting na, één derde van de leerlingen van elk net en elk onderwijsniveau schoollopen. Wanneer het aantal vrijwillige inrichtingen binnen een net of niveau te hoog is, worden de inrichtingen van de zones die verhoudingsgewijs het meest vertegenwoordigd zijn en waarin het kleinste aantal leerlingen op 15 januari 2017 schoollopen, in de volgende fasen worden opgenomen. Wanneer een inrichtende macht verschillende inrichtingen telt, kunnen alle inrichtingen van die inrichtende macht, als ze dit wensen, worden beschouwd als éénzelfde inrichting, voor zover het aantal leerlingen die in al deze inrichtingen collectief schoollopen, op 15 januari 2017 niet hoger is dan 250 leerlingen, onverminderd het opstellen van een sturingsplan in elke inrichting. Als er niet voldoende vrijwillige inrichtingen zijn binnen een net en een niveau, dan worden aan deze de niet vrijwillige inrichtingen van de verhoudingsgewijs minst vertegenwoordigde zones waarin het grootste aantal leerlingen schoollopen, toegevoegd. De sturingsplannen worden aan de afgevaardigde voor de doelstellingsovereenkomst tussen 1 april 2019 en 30 april 2019 bezorgd;

2° vanaf 1 september 2019, voor een nieuwe schijf van alle vrijwillige inrichtingen waarin, op één inrichting na, één derde van de leerlingen van elk net en elk onderwijsniveau schoollopen. Wanneer het aantal vrijwillige inrichtingen binnen een net en niveau te hoog is, worden de inrichtingen van de zones die verhoudingsgewijs het meest vertegenwoordigd zijn en waarin het kleinste aantal leerlingen op 15 januari 2018 schoollopen, in het volgende schooljaar opgenomen. Wanneer een inrichtende macht verschillende inrichtingen telt, kunnen alle inrichtingen van die inrichtende macht, als ze dit wensen, worden beschouwd als éénzelfde inrichting, voor zover het aantal leerlingen die in al deze inrichtingen collectief schoollopen, op 15 januari 2018 niet hoger is dan 250 leerlingen, onverminderd het opstellen van een sturingsplan in elke inrichting. Als er niet voldoende vrijwillige inrichtingen zijn binnen een net en een niveau, dan worden aan deze de niet vrijwillige inrichtingen van de verhoudingsgewijs minst vertegenwoordigde zones waarin het grootste aantal leerlingen schoollopen, toegevoegd.

De sturingsplannen worden aan de afgevaardigde voor de doelstellingsovereenkomst tussen 2 november 2019 en 1 februari 2020 bezorgd;

3° vanaf 1 september 2020 voor alle andere schoolinrichtingen.

De sturingsplannen worden aan de afgevaardigde belast met de doelstellingsovereenkomst tussen 2 november 2020 en 1 februari 2021 bezorgd.

Voor de toepassing van het vorige lid wordt verstaan onder:

1° “onderwijsniveau”, enerzijds, het kleuter- en lager onderwijs en, anderzijds, het secundair onderwijs;

2° “net”, een geheel van inrichtingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap of waarvan de inrichtende machten aangesloten zijn bij eenzelfde federatie van de inrichtende machten of een overeenkomst hebben gesloten met eenzelfde federatie van inrichtende machten.

De federatie van de inrichtende machten en de inrichtende macht belast met het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap sturen aan de Diensten van de Regering voor 30 juni 2018 de lijst van alle vrijwillige inrichtingen die aangesloten zijn en die een overeenkomst gesloten hebben. De inrichtingen waarvan de inrichtende macht noch aangesloten is, noch een overeenkomst heeft gesloten met een federatie van inrichtende machten, stellen hun sturingsplan op volgens de fasen bedoeld in het derde lid, 3°.

De Regering stelt de lijst vast van de schoolinrichtingen die hun sturingsplan uitwerken in functie van de fasen bedoeld in het derde lid.

§ 3. Voor de uitwerking van sturingsplannen en de contractuele vastlegging ervan in doelstellingsovereenkomsten streven de inrichtingen de verbeteringsdoelstellingen na waarbij het opvoedingssysteem:

1° de kennis en de bekwaamheden van de leerlingen duidelijk verbeteren kan;

2° het gedeelte van jongeren afgestudeerd van het hoger secundair onderwijs verhogen kan;

3° de verschillen tussen de resultaten van de meest begunstigde leerlingen en deze van de minst begunstigde leerlingen op het sociaal-economisch vlak verminderen kan;

4° het blijven zitten en het afhaken geleidelijk verminderen kan;

5° de schoolveranderingen binnen de gemeenschappelijke kern verminderen kan;

6° de inclusie van leerlingen met specifieke behoeften in het gewoon onderwijs geleidelijk verhogen kan;

7° de indexcijfers van het welzijn op school kan verhogen en de schoolomgeving kan verbeteren.

De indicatoren en de referentiewaarden die gebonden zijn aan deze doelstellingen worden bij dit decreet gevoegd.

De Regering kan, indien nodig, bijzondere doelstellingen bepalen voor sommige categorieën van inrichtingen rekening houdend met het onderwijsniveau, het type van inrichting en de bijzonderheden van de zones waaraan deze inrichtingen gebonden zijn, inzonderheid om de sociale gemengdheid te versterken.

De categorieën van inrichtingen bedoeld in het vorige lid kunnen inzonderheid betrekking hebben op:

1° de inrichtingen waarvan één of meer vestigingsplaatsen in aanmerking komt(en) voor de gedifferentieerde omkadering in de zin van het decreet gedifferentieerde omkadering;

2° de onderwijsinrichtingen onderworpen aan het decreet KEL;

3° de onderwijsinrichtingen onderworpen aan het decreet van 11 mei 2007 betreffende het taalbadonderwijs;

4° de inrichtingen die de eerste graad van het secundair onderwijs organiseren;

5° de onderwijsinrichtingen onderworpen aan het decreet van het gespecialiseerd onderwijs.

De Regering zorgt voor de algemene coherentie van de doelstellingen die door de inrichtingen vastgesteld worden wat betreft hun oorspronkelijke toestand, ten opzichte van de verbeteringsdoelstellingen van het opvoedingssysteem. De Regering evalueert elk jaar of de verbeteringsdoelstellingen bedoeld in het eerste lid en, in voorkomend geval, de bijzondere doelstellingen bedoeld in het derde lid bereikt worden en brengt verslag hierover aan het Parlement uit.

§ 4. Het sturingsplan van elke inrichting wordt opgesteld in het kader van deze verbeteringsdoelstellingen en, in voorkomend geval, van deze bijzondere doelstellingen en bevat inzonderheid de volgende elementen:

1° de specifieke doelstellingen die de inrichting moet bereiken om tot de verbeteringsdoelstellingen en, in voorkomend geval, tot de bijzondere doelstellingen bij te dragen;

2° een collectieve diagnose gesteld door de directeur, in samenwerking met het pedagogisch en opvoedingsteam van de inrichting en met de sterke en zwakke punten van de inrichting wat betreft de verbeteringsdoelstellingen en, in voorkomend geval, de bijzondere doelstellingen, alsook de oorzaken ervan.

Deze diagnose wordt gesteld rekening houdend met de indicatoren die eigen zijn aan de toestand van de inrichting en die verstoord worden door de diensten van de Regering aan de directeur en de inrichtende macht van de inrichting, onverminderd de andere elementen die de inrichting vrij is te ontwikkelen. Het classificeren van de indicatoren wordt door de Regering bepaald. Onverminderd de voorgestelde elementen van de diagnose, ter gelegenheid van de voorstelling van het sturingsplan aan de plaatselijke organen voor sociaal overleg en aan de Participatieraad bedoeld in artikel 69, om de keuzen van de te bereiken specifieke doelstellingen te motiveren, mag de diagnose die exclusief en vertrouwelijk bedoeld is voor het opvoedingsteam, de directeur, de diensten van de Regering en de betrokken inrichtende macht, niet meegedeeld worden aan derden buiten de schoolinrichting, behalve, in voorkomend geval, aan de federatie van de inrichtende machten waarbij de inrichting aangesloten is en waarmee ze een overeenkomst gesloten heeft of in de gevallen bepaald door de Regering, inzonderheid om academische of wetenschappelijke doeleinden. De bestemmingen van dit document worden aan een vertrouwelijkheidsplicht onderworpen;

3° een bijlage gedetailleerd met, volgens de nadere regels bepaald door de Regering, de jaarlijkse en meerjarige becijferde referentiewaarden die de inrichting wenst te bereiken op basis van haar toestand, voor elke specifieke doelstelling waarvoor een kwantitatieve indicator bestaat. Deze bijlage die exclusief bedoeld is voor het opvoedingsteam, de directeur, de diensten van de Regering en de betrokken inrichtende macht, mag niet meegedeeld worden aan derden buiten de schoolinrichting, behalve, in voorkomend geval, aan de federatie van de inrichtende machten waarbij de inrichting aangesloten is en waarmee ze een overeenkomst gesloten heeft of in de gevallen bepaald door de Regering, inzonderheid om academische of wetenschappelijke doeleinden. De bestemmingen van dit document worden aan een vertrouwelijkheidsplicht onderworpen;

4° de nadere regels voor de samenwerking van het geheel van het opvoedingsteam van de inrichting waarbij het sturingsplan inzonderheid uitgewerkt en uitgevoerd kan worden;

5° het opleidingsplan bedoeld in artikel 12, § 1 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs of in artikel 19, § 1, van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan;

6° de nadere regels voor de uitvoering, van het nieuwe pedagogisch continuüm bestaande uit het kleuteronderwijs en de eerste 9 jaren van het verplicht onderwijs dat beoogt alle leerlingen de initiële competenties en de eindtermen te verschaffen die nodig zijn voor hun sociale integratie en de voortzetting van hun studies voor zover en in het tempo volgens hetwelk de inrichting betrokken is, met inbegrip van de nadere regels voor de differentiatie van de leerprocessen en de persoonlijke begeleiding;

7° de strategieën die de inrichting moet ontwikkelen om de specifieke doelstellingen bedoeld in 1° te bereiken. Bij het ontwikkelen van deze strategieën identificeert de inrichting onder de volgende thema's deze die vereisen dat nieuwe acties als prioriteit worden uitgevoerd:

a) de pedagogische acties die worden ingezet om elke leerling naar succes te leiden en hem / haar in staat te stellen de leerprocessen te beheersen en de verwachte doelstellingen te bereiken, met inbegrip van de nadere regels voor de evaluatie van de verwerving van kennis en vaardigheden;

b) de systemen voor schoolherinschakeling;

c) de specifieke systemen voor de aanpassing en de omkadering voor nieuwkomers;

d) de redelijke aanpassingen voor leerlingen met erkende specifieke behoeften, alsook de integratie van leerlingen in het gewoon onderwijs overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk X van het decreet van het gespecialiseerd onderwijs;

e) de oriëntatie van de leerlingen en de bevordering van oriëntatie-instrumenten gedurende het schooltraject van de leerling;

f) de bevordering van burgerschap, gezondheid, mediageletterdheid, milieu en duurzame ontwikkeling;

g) de preventie en behandeling van discriminatie en geweld binnen de schoolinrichting, met inbegrip van specifieke systemen met betrekking tot intimidatie, cyberpesten en uitzonderlijke evenementen en partnerschappen met de diensten voor hulpverlening aan de jeugd en schoolbemiddeling;

h) de opname van digitale hulpmiddelen in de leerprocessen en het beheren van de inrichting, evenals digitale apparatuur;

i) de ontvangst en begeleiding van nieuwe leerkrachten;

j) het partnerschap en de samenwerking met de ouders van de leerlingen van de inrichting, in overleg met de Participatieraad;

k) het leren en de toegang tot cultuur en het lezen alsook de samenwerking met de culturele en openbare leesinstellingen van de zone;

l) het leren en de toegang tot sport alsmede de samenwerking met sportinstellingen van de zone;

m) in het geval van kwalificerend onderwijsaanbod, partnerschappen met de bedrijven en werkgevers van de betrokken sector;

n) het onderhoud en de verbetering van schoolinfrastructuren;

o) het beleid van de inrichting met betrekking tot schoolkosten.

De instelling beschrijft bovendien de bestaande acties die zij in het kader van elk van deze thema's blijft uitvoeren, rekening houdend met de specifieke context van de inrichting, het inrichtingsproject en de richtlijnen die door de inrichtende macht zijn vastgesteld en beschikbare middelen.

De categorieën van inrichtingen bedoeld in paragraaf 3, derde alinea, bepalen, elk wat haar betreft, aan welke concrete acties en met welke middelen de doelstellingen zullen bereikt worden die bedoeld zijn in :

- artikel 2 van het decreet gedifferentieerde omkadering, door inzonderheid de acties van de thema's a), b) en g) te ontwikkelen voor inrichtingen waarvan een of meer vestigingsplaatsen van de gedifferentieerde omkadering genieten in de zin van het decreet gedifferentieerde omkadering; ze geven ook een gedetailleerd overzicht van de toewijzing van werkingsmiddelen en menselijke middelen die toegekend zijn in het kader van en in overeenstemming met het bovenvermelde decreet;

- artikel 3 van het decreet KEL voor de onderwijsinrichtingen die hieraan onderworpen zijn, door inzonderheid acties van de thema's a), b) en m) te ontwikkelen;

- artikel 4 van het decreet van 11 mei 2007 betreffende het taalbadonderwijs, door inzonderheid de strategieën a) en h) te ontwikkelen voor de onderwijsinrichtingen die onderworpen zijn aan dit decreet;

- artikel 67/1 van dit decreet, door inzonderheid de acties van de thema a) te ontwikkelen voor de inrichtingen die de eerste graad van het secundair onderwijs organiseren;

- het hoofdstuk X van het decreet van het gespecialiseerd onderwijs, door inzonderheid name de acties van de thema d) te ontwikkelen voor de inrichtingen die het gespecialiseerd onderwijs ontwikkelen;

8° Het sturingsplan voorziet in de jaarlijkse evaluatiewijze van de door de inrichting uit te voeren doelstellingenovereenkomst, onverminderd paragraaf 9.

§ 5. Het sturingsplan wordt opgesteld door de directeur, in samenwerking met het pedagogisch en opvoedingsteam van de inrichting en in overleg, in voorkomend geval, met de teams van het psycho-medisch-sociaal centrum en de vertegenwoordigers van de ouders van de school, rekening houdend met de specifieke context van de inrichting, het inrichtingsproject, de richtlijnen van de inrichtende macht en de beschikbare middelen.

De dienst of cel voor ondersteuning en begeleiding biedt ondersteuning aan de inrichting voor de ontwikkeling van het sturingsplan. Voor de uitvoering van deze ondersteuning wordt een overeenkomst van begeleiding en, indien dit het geval is, van opvolging vastgelegd in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, tussen de directeur en de dienst voor ondersteuning en begeleiding en, in het gesubsidieerd onderwijs, tussen de inrichtende macht en de federatie van de inrichtende machten waarbij de inrichting aangesloten is of waarmee een overeenkomst gesloten is.

Met instemming van de betrokken inrichtende macht delen de diensten van de Regering aan de federaties van de inrichtende machten of aan de inrichtende macht van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap de indicatoren bedoeld in paragraaf 4, 2° mee die betrekking hebben op de inrichtingen die bij hen aangesloten zijn of die een overeenkomst gesloten hebben. De meegedeelde indicatoren zijn erop gericht om elke federatie van de inrichtende machten en de inrichtende macht van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs in staat te stellen de informatie te hebben die nodig is om de inrichting te ondersteunen in het kader van de ontwikkeling van het sturingsplan, de begeleiding ervan en, in voorkomend geval, de opvolging ervan. Het is verboden deze indicatoren aan derden te melden, behalve in gevallen die door de Regering worden bepaald.

Het sturingsplan wordt door de directeur voorgesteld, met inachtneming van de termijnen bedoeld in paragraaf 2, derde lid, volgens de vormvereisten die door de Regering zijn vastgesteld, via de toepassing uitgewerkt door het « Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC) » (Overheidsbedrijf voor Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap), aan de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst, na advies van de plaatselijke organen voor sociaal overleg en de Participatieraad bedoeld in artikel 69, ingezameld in overeenstemming met de geheimhoudingsregels bedoeld in paragraaf 4 en de goedkeuring van de inrichtende macht. De Regering bepaalt de regels voor de toegang tot deze toepassing.

§ 6. Binnen 60 kalenderdagen na het indienen van het sturingsplan, analyseert de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst, na overleg met de directeur en de inrichtende macht, de overeenstemming van het sturingsplan met de verbeteringsdoelstellingen en, in voorkomend geval, bijzondere doelstellingen bedoeld in paragraaf 3 en de overeenstemming met de bepalingen van de paragrafen 2 tot 5 en, de uitvoeringsbesluiten ervan, volgens de procedure en de nadere regels die door de Regering worden bepaald.

De analyse van de overeenstemming van het sturingsplan van de inrichting met de verbeteringsdoelstellingen en, in voorkomend geval, met de bijzondere doelstellingen bedoeld in paragraaf 3 bestaat in het opsporen van een mogelijke duidelijke beoordelingsfout bij de vaststelling van specifieke doelstellingen die het sturingsplan van de inrichting bevat, gelet op de verbeteringsdoelstellingen en, in voorkomend geval, op de bijzondere doelstellingen bedoeld in paragraaf 3, of in de strategieën die bepaald worden om ze uit te voeren.

Om deze analyse uit te voeren, kan de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst, onder andere, de inrichtende macht, de directeur, het pedagogisch en opvoedingsteam van de inrichting, de vertegenwoordigers van de ouders van de school, de vertegenwoordigers van de plaatselijke organen voor sociaal overleg ontmoeten en, voor het secundair onderwijs, de vertegenwoordigers van de studenten.

Indien, na deze analyse, het sturingsplan goedgekeurd wordt, wordt het teruggestuurd naar de inrichting, ondertekend door de zonedirecteur en medeondertekend door de afgevaardigde belast met de doelstellingenovereenkomst binnen de termijn bedoeld in het eerste lid en volgens de nadere regels bepaald door de Regering. Het wordt dan de doelstellingenovereenkomst van de inrichting. Het wordt gesloten tussen de inrichtende macht en de Regering. Het wordt medeondertekend door de directeur van de inrichting in functie van de datum van de ondertekening van de overeenkomst. De opdrachtbrief van de directeur wordt, indien nodig, gewijzigd in overeenstemming met de artikelen 30 en 31 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs

In uitzonderlijke gevallen waarin de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst de termijn bedoeld in het eerste lid niet heeft nageleefd, wordt de analyse van de overeenstemming van het sturingsplan zoals bedoeld in het eerste lid door de zonedirecteur uitgevoerd die over 20 aanvullende kalenderdagen beschikt.

Als het sturingsplan niet geacht wordt in overeenstemming te zijn met de verbeteringsdoelstellingen en, in voorkomend geval, met de bijzondere doelstellingen bedoeld in paragraaf 3 of niet vastgesteld werd overeenkomstig de paragrafen 2 tot 5 en in hun uitvoeringsbesluiten, maakt de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst gemotiveerde aanbevelingen aan de directeur en de inrichtende macht om het sturingsplan aan te passen. De geformuleerde aanbevelingen passen in het kader van de naleving van de vrijheid van de inrichtende macht inzake pedagogische methodes.

De directeur, in samenwerking met het pedagogisch en opvoedingsteam van de inrichting en in overleg, in voorkomend geval, met de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst en met de teams van het psychomedisch-sociaal centrum en de vertegenwoordigers van de ouders van de school, past het sturingsplan aan. Hij legt het om advies voor aan de plaatselijke organen voor sociaal overleg en aan de Participatieraad en voor goedkeuring aan de inrichtende macht.

Het aangepaste sturingsplan wordt teruggestuurd naar de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst binnen een termijn van 40 schoolwerkdagen na kennisgeving van de aanbevelingen van de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst, met het oog op een nieuwe analyse van de overeenstemming ervan met de doelstellingen bedoeld in paragraaf 3 en de overeenstemming ervan met de bepalingen van de paragrafen 2 tot 5 en de uitvoeringsbesluiten ervan.

De afgevaardigde belast met de doelstellingenovereenkomst beschikt over 21 kalenderdagen om een nieuwe analyse uit te voeren van de overeenstemming van het sturingsplan met de doelstellingen bedoeld in paragraaf 3 en de overeenstemming ervan met de bepalingen van de paragrafen 2 tot 5 en de uitvoeringsbesluiten ervan.

Als het dan wordt goedgekeurd, wordt het teruggestuurd naar de inrichting, ondertekend door de zonedirecteur en medeondertekend door de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst. Het wordt daarom de doelstellingenovereenkomst van de inrichting. Het wordt gesloten tussen de inrichtende macht en de Regering. Het wordt medeondertekend door de directeur van de inrichting in functie van de datum van de ondertekening van de overeenkomst. De opdrachtbrief van de directeur wordt, indien nodig, gewijzigd in overeenstemming met de artikelen 30 en 31 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs.

Overeenkomstig de vertrouwelijkheidsregels bedoeld in paragraaf 4 stelt de directeur de doelstellingenovereenkomst voor:

- a. aan het pedagogisch en opvoedingsteam van de inrichting;
- b. aan de teams van het Psycho-Medisch-Sociaal Centrum als deze teams aan de uitwerking ervan hebben deelgenomen;
- c. aan de dienst of cel voor ondersteuning en begeleiding, als deze dienst of deze cel aan de uitwerking ervan heeft deelgenomen;
- d. aan de plaatselijke organen voor sociaal overleg;
- e. aan de participatieraad bedoeld in artikel 69

De doelstellingenovereenkomst wordt ten laatste vanaf 1 september volgend op de ondertekening ervan uitgevoerd. Als de doelstellingenovereenkomst echter niet voor 1 september afgesloten is, wordt het uiterlijk vanaf 1 januari volgend op de ondertekening van de doelstellingenovereenkomst uitgevoerd.

§ 7. In geval van blijvend meningsverschil tussen een inrichting en de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst met betrekking tot de beoordeling van de laatstgenoemde over de overeenstemming van een sturingsplan met de verbeteringsdoelstellingen en, in voorkomend geval, met de bijzondere doelstellingen bedoeld in paragraaf 3 of over de overeenstemming ervan met de paragrafen 2 tot 5 en met de uitvoeringsbesluiten ervan, kan de inrichting, op basis van een met redenen omkleed verzoek, door de zaak verwijzen naar een collegiale instantie bestaande uit de coördinerende afgevaardigde en de betrokken zonedirecteur binnen de termijn bepaald voor de aanpassing van het sturingsplan. In voorkomend geval, kan deze instantie de aanbevelingen van de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst aanpassen aan de doelstellingenovereenkomst en de termijn verlengen die de inrichting wordt toegestaan om hieraan te voldoen.

§ 8. In geval van weigering of onvermogen van de inrichting om een sturingsplan op te stellen, wordt een proces van nauw toezicht door de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst ontwikkeld.

In dit verband kan een externe boekhoudkundige controleprocedure worden uitgevoerd door de algemene inspectiedienst volgens de door de regering vastgestelde nadere regels, op verzoek van de zonedirecteur of de inrichtende macht. Op basis van de resultaten van de boekhoudkundige controleprocedure, indien een dergelijke procedure is uitgevoerd, wordt het sturingsplan door de inrichting opgesteld, in voorkomend geval, in overleg met de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst overeenkomstig de vorige paragrafen.

In dit geval, nadat de doelstellingenovereenkomst wordt goedgekeurd, keert de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst jaarlijks terug naar de inrichting om de implementatie ervan te evalueren.

Als de inrichting niet aan dit opvolgingsproces voldoet, wordt de in paragraaf 13 bedoelde procedure door de zonedirecteur gestart.

§ 9. De doelstellingenovereenkomst is onderworpen aan een tussentijdse evaluatie na drie jaar uitvoering en wordt, indien nodig, gewijzigd overeenkomstig paragraaf 10. Ze is ook aan een eindevaluatie tijdens haar zesde jaar van uitvoering onderworpen. Deze evaluaties worden uitgevoerd door de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst, volgens de nadere regels en de termijnen die door de Regering zijn vastgesteld.

De evaluaties hebben betrekking op de uitvoering van de strategieën en de doeltreffendheid ervan met betrekking tot de specifieke doelstellingen die vastgesteld worden, in het licht van de cijfers vermeld in de bijlage bedoeld in paragraaf 4, 3°. Met het oog hierop kan de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst onder andere de inrichtende macht, de directeur, het pedagogisch en opvoedingsteam van de inrichting, de vertegenwoordigers van de ouders van de school, de vertegenwoordigers van de plaatselijke organen voor sociaal overleg ontmoeten en, voor het secundair onderwijs, de studentenvertegenwoordigers.

De evaluaties worden gemotiveerd door de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst en sluiten aan bij de vrijheid van de inrichtende macht inzake de pedagogische methodes.

§ 10. Wanneer uit de overgangsevaluatie bedoeld in paragraaf 9 blijkt dat de uitvoering van de doelstellingenovereenkomst niet aan zijn doelstellingen voldoet, wanneer de bijzondere doelstellingen bedoeld in paragraaf 3 aangepast worden door de Regering of wanneer de beschikbare middelen bedoeld in paragraaf 5, eerste lid, veranderd zijn, stelt de directeur een wijziging van deze overeenkomst voor binnen de 75 schoolwerkdagen na de kennisgeving van de tussentijdse evaluatie. De voorgestelde wijziging wordt uitgewerkt in samenwerking met het pedagogisch en opvoedingsteam van de inrichting en in overleg, in voorkomend geval, met de teams van het psychomedisch-sociaal centrum en met de vertegenwoordigers van de ouders van de school. Ze wordt om advies voorgelegd aan de plaatselijke organen voor sociaal overleg en aan de Participatieraad en om goedkeuring aan de inrichtende macht.

Voor de wijziging van de doelstellingenovereenkomst en de opvolging ervan, bieden de dienst of de cel voor ondersteuning en begeleiding hun steun aan de inrichting.

Binnen de 30 kalenderdagen na de indiening van het voorstel tot wijziging van de doelstellingenovereenkomst analyseert de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst deze wijziging met de directeur en de inrichtende macht.

Indien hij van mening is dat de wijziging in overeenstemming is met de verbeteringsdoelstellingen en, in voorkomend geval, met de bijzondere doelstellingen bedoeld in paragraaf 3, legt hij de gewijzigde doelstellingenovereenkomst voor aan de handtekening van de zonedirecteur. De opdrachtbrief van de directeur wordt, indien nodig, gewijzigd overeenkomstig de artikelen 30 en 31 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs.

Indien het voorstel tot wijziging van de doelstellingenovereenkomst niet geacht wordt in overeenstemming te zijn met de verbeteringsdoelstellingen en, in voorkomend geval, met de bijzondere doelstellingen bedoeld in paragraaf 3, geeft de afgevaardigde belast met de doelstellingenovereenkomst gemotiveerde aanbevelingen aan de directeur en de inrichtende macht zodat het sturingsplan wordt aangepast. De geformuleerde aanbevelingen passen in het kader van de naleving van de vrijheid van de inrichtende macht inzake de pedagogische methodes.

De directeur, in samenwerking met het pedagogisch en opvoedingsteam van de inrichting en in overleg, indien nodig, met de teams van het psycho-medisch-sociaal centrum, past het voorstel tot wijziging van de doelstellingenovereenkomst aan. Hij legt ze om advies voor aan de plaatselijke organen voor sociaal overleg en aan de participatieraad en aan de goedkeuring van de inrichtende macht

Het gewijzigde voorstel tot wijziging van de doelstellingenovereenkomst wordt binnen de 40 schoolwerkdagen na de kennisgeving van de aanbevelingen van de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst teruggestuurd naar de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst. Deze afgevaardigde heeft dan 21 kalenderdagen om een nieuwe analyse uit te voeren van de overeenstemming ervan met de doelstellingen bedoeld in paragraaf 3.

Indien hij van mening is dat de wijziging in overeenstemming is met de verbeteringsdoelstellingen en, in voorkomend geval, met de bijzondere doelstellingen bedoeld in paragraaf 3, legt hij de gewijzigde doelstellingenovereenkomst voor aan de handtekening van de zonedirecteur. De opdrachtbrief van de directeur wordt, indien nodig, gewijzigd in overeenstemming met de artikelen 30 en 31 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs.

§ 11. In geval van blijvend meningsverschil tussen een inrichting en de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst met betrekking tot de evaluatie van een doelstellingenovereenkomst, kan de inrichting, op basis van een met redenen omkleed verzoek, door de zaak verwijzen naar een collegiale instantie bestaande uit de coördinerende afgevaardigde en de betrokken zonedirecteur binnen de termijn bepaald voor de aanpassing van het sturingsplan. In voorkomend geval, kan deze instantie de aanbevelingen van de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst aanpassen aan de doelstellingenovereenkomst en de termijn verlengen die de inrichting wordt toegestaan om hieraan te voldoen.

§ 12. Wanneer uit de tussentijdse evaluatie bedoeld in paragraaf 9 naar voren komt dat er sprake is van kennelijke slecht wil om de doelstellingenovereenkomst uit te voeren of van een duidelijk onvermogen om de daarin bedoelde doelstellingen te bereiken, wordt een proces van nauw toezicht opvolgingsproces van de uitvoering van het doelstellingenovereenkomst door de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst ingesteld.

De afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst keert jaarlijks in de inrichting terug om de uitvoering van de doelstellingenovereenkomst te evalueren.

In dit verband kan een externe boekhoudkundige controleprocedure worden uitgevoerd door de algemene inspectiedienst volgens de door de Regering vastgestelde nadere regels, op verzoek van de zonedirecteur of de inrichtende macht. Op basis van de resultaten van de boekhoudkundige controleprocedure, indien een dergelijke controleprocedure is uitgevoerd, kan de zonedirecteur ook een wijziging van de doelstellingenovereenkomst goedkeuren, na overleg tussen de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst, de directeur en de inrichtende macht.

Daartoe stelt de directeur, in samenwerking met het pedagogisch en opvoedingsteam van de inrichting en in overleg, in voorkomend geval, met de teams van het psycho-medisch-sociaal centrum, de wijziging van de doelstellingenovereenkomst voor. Hij legt ze om advies voor aan de plaatselijke organen voor sociaal overleg en aan de Participatieraad en om goedkeuring aan de inrichtende macht. De opdrachtbrief van de directeur wordt, indien nodig, gewijzigd overeenkomstig de artikelen 30 en 31 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs.

§ 13. In de gevallen waarin een doelstellingenovereenkomst niet gewijzigd kan worden overeenkomstig paragraaf 10 en/of indien een opvolgingsproces, zoals bedoeld in paragraaf 8 of 12, niet ontwikkeld kan worden of niet nageleefd wordt door de inrichting of door de inrichtende macht, stuurt de zonedirecteur een aangetekende brief met ontvangstbericht aan de inrichtende macht, waarbij hij gelast wordt ofwel met de wijziging van de doelstellingenovereenkomst, ofwel met de naleving van het opvolgingsproces binnen een termijn van 30 schoolkalenderdagen. Een afschrift van deze brief wordt ter informatie aan de betrokken federatie van inrichtende machten gestuurd.

Als de inrichtende macht niet aan deze eisen voldoet, kan de Regering beslissen om met ten hoogste 5% voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, de werkingsdotaties te verminderen, zoals bedoeld in artikel 3 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving of, voor het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, alsook met ten hoogste 5% de werkingssubsidies van de inrichting bedoeld in artikel 32 van het bovenvermelde wet van 29 mei 1959, te verminderen.

Alvorens een beslissing tot vermindering van de werkingssubsidies te nemen, stuurt de Regering een schriftelijke ingebrekestelling aan de inrichtende macht met het verzoek om zijn opmerkingen alleen schriftelijk bekend te maken. Deze laatste heeft een termijn van dertig schoolwerkdagen vanaf de datum van de kennisgeving per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs van deze ingebrekestelling, om zijn opmerkingen te laten gelden. De vermindering van de dotaties of van de werkingssubsidies loopt vanaf de kennisgeving van de beslissing van de Regering totdat de inrichtende macht meewerkt aan de uitwerking of de correcte uitvoering van de doelstellingenovereenkomst.

Wanneer de Regering een beslissing tot vermindering van de dotaties of werkingssubsidies neemt en bij gebrek aan bewijs dat de inrichting binnen een termijn van zes maanden na de kennisgeving van de beslissing bedoeld in het derde lid, aan het bevel van de Regering heeft voldaan, schaft de Regering, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de wedden en de werkingsdotaties af, zoals bedoeld in artikel 3 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, of, alsook, in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, de wedde-subsidies en de werkingssubsidies bedoeld in de artikelen 26 tot 28 en 32 van de bovenvermelde wet van 29 mei 1959.

§ 14. De Regering kan echter, op basis van de schriftelijke opmerkingen bedoeld in paragraaf 13, derde lid, in plaats van deze vermindering, de inrichtende macht verzoeken om een crisismanager aan te stellen.

Hiertoe zendt de regering hem een aangetekende brief met ontvangstbevestiging en geeft zij hem opdracht binnen de 30 kalenderdagen een crisismanager aan te stellen.

In het gesubsidieerde onderwijs kan de inrichtende macht de federatie van de inrichtende machten waarbij hij verbonden is, machtigen voor de aanstelling van de crisismanager, indien haar statuten of de beslissing tot toetreding tot deze zulke machtiging bevatten of indien de inrichtende macht deze machtiging schriftelijk heeft gegeven, met vermelding van de federatie van de inrichtende machten waarbij de inrichtende macht is aangesloten. In dit geval wordt een afschrift van de brief waarin de inrichtende macht aanbevolen wordt een crisismanager aan te stellen, ter informatie aan deze federatie van inrichtende machten gestuurd.

De crisismanager wordt aangesteld volgens de regels die specifiek zijn voor de inrichtende macht of, in voorkomend geval, voor de federatie van de inrichtende machten die daartoe gemachtigd wordt, en op hun kosten.

Indien de inrichtende macht of, in voorkomend geval, zijn federatie van inrichtende machten, indien zij daartoe gemachtigd is, geen crisismanager aanstelt binnen een termijn van 30 dagen bedoeld in het tweede lid, stuurt de Regering hem een ingebrekestelling waarin hij verzocht wordt de crisismanager aan te stellen binnen een termijn van vijftien kalenderdagen na de kennisgeving per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs van deze ingebrekestelling.

Indien, na het verstrijken van deze termijn van vijftien kalenderdagen, de inrichtende macht of, in voorkomend geval, de federatie van de inrichtende machten indien ze ertoe gemachtigd is, geen bewijs heeft geleverd van de aanstelling van een crisismanager, schaft de Regering, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de wedden en werkingsdotaties bedoeld in artikel 3 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving of, in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, de wedde-subsidies en de werkingssubsidies bedoeld in de artikelen 26 tot 28 en 32 van de bovenvermelde wet van 29 mei 1959, af.

§ 15. De crisismanager wordt voor één of meer periodes aangewezen waarvan de duur met de zonedirecteur wordt overlegd, met een maximum van 36 maanden.

Het plaatselijke orgaan voor sociaal overleg en de Participatieraad worden geïnformeerd van de aanwijzing van de crisismanager voordat deze zijn ambt bekleedt.

In het kader van de uitvoering van zijn opdracht, analyseert de crisismanager de toestand van de inrichting op basis van het tussentijds evaluatieverslag bedoeld bij paragraaf 8, de evaluatie van de evolutie van het proces van nauw toezicht en van de externe audit bedoeld bij de paragrafen 8 en 12.

Hij formuleert de voorstellen, na raadpleging van de directeur, het pedagogische en opvoedingsteam van de inrichting, en desgevallend, de teams van het PMS-centrum met als doel het verwezenlijken van de doelstellingen van de doelstellingenovereenkomst of het wijzigen ervan.

Hij informeert de plaatselijke organen voor sociaal overleg en de Participatieraad. Hij legt deze voorstellen voor goedkeuring aan de inrichtende macht voor.

Op basis van deze voorstellen, maakt de doelstellingenovereenkomst, desgevallend, het voorwerp uit van een voorstel van wijziging door de inrichtende macht, in overleg met de crisismanager.

Dit voorstel van wijziging wordt dan aan de zonedirecteur toegezonden. Als hij het goedkeurt, maakt het integraal deel uit van de doelstellingenovereenkomst van de inrichting. Desnoods, wordt de opdrachtbrief van de directeur gewijzigd overeenkomstig de artikelen 30 en 31 van het decreet van 2 februari 2007 betreffende het statuut van de directeurs.

De crisismanager voert de doelstellingenovereenkomst uit in samenwerking met de directeur, het pedagogische en opvoedingsteam van de inrichting, en desgevallend, de teams van het PMS-centrum, en de inrichtende macht, in het kader van een proces van nauw toezicht zoals bedoeld bij paragraaf 11.

§ 16. De zonedirecteur en de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst evalueren ten laatste één maand voor het verval van de opdracht van de crisismanager, de verwezenlijking en het resultaat van deze opdracht in overleg met de inrichtende macht en, desgevallend, met haar federatie van inrichtende machten die daartoe gemachtigd wordt indien deze de crisismanager heeft aangewezen.

Na deze evaluatie, deelt de zonedirecteur aan de Regering, na raadpleging van de inrichtende macht en, desgevallend, van haar federatie van inrichtende machten als deze deel heeft genomen aan het aanwijzingsproces van de crisismanager, een verslag mee op het einde waarvan hij tot de voldoende of onvoldoende toepassing van de doelstellingenovereenkomst concludeert.

Wanneer het verslag tot de onvoldoende toepassing van de doelstellingenovereenkomst concludeert, schaft de Regering, in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, de wedden en werkingsdotaties bedoeld bij artikel 3 van de wet van 29 mei 1959 houdende wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving of, in het onderwijs gesubsidieerd door Franse Gemeenschap, de weddetoelagen en de werkingssubsidies bedoeld bij de artikelen 26 tot 28 en 32 van de bovenvermelde wet van 29 mei 1959, af.

Alvorens de beslissing tot afschaffing van de wedden en dotaties of toelagen te treffen, stuurt de Regering een ingebrekestelling aan de inrichtende macht waarbij deze ertoe verzocht wordt haar aan- en opmerkingen enkel schriftelijk bekend te maken. Deze beschikt over een termijn van dertig werkdagen, vanaf de kennisgeving langs de post bij aangetekend schrijven met ontvangstbericht van deze ingebrekestelling, om haar aan- en opmerkingen te laten gelden.

§ 17. De betrokken directeur behoudt, tijdens de periode van aanwijzing van de crisismanager, zijn tijdelijke benoeming als directeur of zijn aanwijzing als directeur tot de stage toegelaten of zijn vaste benoeming als directeur alsook zijn bezoldiging, onverminderd echter artikel 43 van het decreet van 2 februari 2007 betreffende het statuut van de directeurs, de Hoofdstukken IX en IXbis van het besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, de Hoofdstukken VIII en IX van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, de Hoofdstukken IX en X van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs.

Onverminderd de mogelijke tucht- of afdankingsprocedures die door de inrichtende macht in geval van ernstig en bewezen feit ingesteld kunnen worden, kan de directeur of een lid van het pedagogische of opvoedingsteam van de inrichting het voorwerp uitmaken van een procedure tot preventieve schorsing overeenkomstig de bepalingen betreffende zijn ambt, wanneer de aanwijzing van de crisismanager op de volgende elementen berust:

a) de weigering of de onbevoegdheid van de directeur leidt ertoe dat het sturingsplan niet kan worden uitgewerkt;

b) de duidelijke slechte wil van de directeur om de doelstellingenovereenkomst te verwezenlijken en/of het onvermogen om de erin bevatte doelstellingen te verwezenlijken;

c) de onmogelijkheid die aan de directeur geweten kan worden om de doelstellingenovereenkomst te wijzigen of om de uitwerking van een proces van nauw toezicht uit te werken;

d) de duidelijke slechte wil of het duidelijke en herhaalde onvermogen van het lid van het pedagogische en opvoedingsteam in het kader van de uitwerking van het sturingsplan, de toepassing van de overeenkomst voor de doelstellingen, of de uitvoering van een proces van nauw toezicht.

Gedurende deze preventieve schorsing, kunnen ontwikkelingsdoelstellingen aan het personeelslid door de inrichtende macht opgelegd worden, met de instemming van de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst van de inrichting.

Er gebeurt een evaluatie van de verwezenlijking van deze doelstellingen op het einde van de periode bepaald door de inrichtende macht. De vaststellingen waarop deze evaluatie steunt, kunnen ernstige en bewezen elementen zijn die ertoe leiden dat de inrichtende macht op deze basis een tucht- of afdankingsprocedure kan aanvatten. De geldigheidsduur van deze evaluatie is echter beperkt tot een termijn van twaalf maanden die begint te lopen vanaf de datum van het opstellen ervan. Nochtans, wanneer een tucht- of afdankingsprocedure wordt ondernomen op basis van deze, binnen deze termijn, blijft de evaluatie geldig tot de datum waarop van de definitieve beslissing tot strafoplegging of afdanking aan het personeelslid wordt kennisgegeven.

Onverminderd artikel 124 van het decreet van 2 februari 2007 betreffende het statuut van de directeurs, vervangt de crisismanager het personeelslid tot de aanwijzing van een nieuwe directeur.”.

**Art. 16.** In hetzelfde decreet, wordt artikel 67/1, zoals ingevoegd bij het decreet van 11 april 2014, vervangen door hetgeen volgt:

“Artikel 67/1. § 1. In het kader van haar Sturingsproject bepaalt iedere inrichting de acties en systemen die ingesteld moeten worden door het opvoedingsteam, in samenwerking met het team van het PMS-centrum, die de leerlingen toelaten de doelstellingen gesteld aan de eerste graad te bereiken.”.

**Art. 17.** In hetzelfde decreet, wordt artikel 68 vervangen door hetgeen volgt:

“Artikel 68 - § 1. Na advies van of op voorstel van de Sturingscommissie, bepaalt de Regering de notie van resultaten die een beduidende afwijking vertonen onder het gemiddelde van de vergeleken inrichtingen. Daartoe, steunt zij op een vergelijkende analyse van gekruiste en terugkerende indicatoren voor een geheel van inrichtingen gelokaliseerd in dezelfde zone, met eenzelfde profiel, en die tot dezelfde klasse behoren, zoals bedoeld bij artikel 4 van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving. De gekozen indicatoren houden inzonderheid verband met het klimaat van de school, de trajecten en de resultaten van de leerlingen en de pedagogische teams.

§ 2. De Algemene Inspectiedienst gaat over tot een audit op basis waarvan hij een diagnose opstelt van de inrichtingen waarvan de resultaten beduidend afwijkend zijn in de zin van paragraaf 1.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de audit, het verslag en de diagnose.

§ 3. De afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst of de bevoegde zonedirecteur bepaalt de aanpassingscriteria van de inrichting die rekening houden met de diagnose bedoeld bij paragraaf 2.

Hij stelt verder de steun of de middelen, waarvan de lijst door de Regering wordt vastgesteld, die ter beschikking van de inrichting zullen kunnen worden gesteld door deze in het kader van de toepassing van het samenwerkingsprotocol bedoeld bij paragraaf 7, om de verwezenlijking van deze aanpassingsdoelstellingen mogelijk te maken.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de verslaggeving van de diagnose en de aanpassingsdoelstellingen en de manier waarop deze aan de directeur, de inrichtende macht, voorgelegd en medegedeeld moeten worden, desgevallend in aanwezigheid van zijn federatie van inrichtende machten.

§ 4. Er wordt een voorstel van “aanpassingsstelsel” aangepast aan de toestand van de inrichting en aan de diagnose en dat de verwezenlijking van de aanpassingsdoelstellingen zoals bepaald in paragraaf 3 beoogt, opgemaakt door de directeur, in samenwerking met het pedagogische en opvoedingsteam van de inrichting en in overleg, desgevallend, met de teams van het PMS-centrum, volgens de elementen en de nadere regels vastgesteld door de Regering.

Om het voorstel van “aanpassingsstelsel” te verwoorden, steunt de dienst of de cel voor ondersteuning en begeleiding de directeur en het opvoedingsteam in het kader van een overeenkomst van begeleiding en nauw toezicht.

Het voorstel van “aanpassingsstelsel” bepaalt de prioritaire acties om deze aanpassingsdoelstellingen te bereiken en stelt de methodes vast voor het meten en evalueren van de verwachte resultaten alsook de termijnen voor het bereiken ervan.

In het voorstel wordt verder bepaald welke middelen intern kunnen worden aangevraagd bij de inrichtende macht en, in voorkomend geval, van haar federatie van inrichtende machten, en de media of middelen die extern moeten worden aangevraagd, namelijk bij de Regering op basis van de in paragraaf 3 bedoelde lijst.

§ 5. Het voorstel van “aanpassingsstelsel” wordt ter advies voorgelegd aan de lokale overlegorganen, alsook aan de dienst of de cel voor ondersteuning en begeleiding.

Het moet dan worden goedgekeurd door de inrichtende machten, voordat het wordt voorgesteld aan de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst.

§ 6. Het voorstel van “aanpassingsstelsel” als bedoeld in lid 4 wordt overeenkomstig de formele voorwaarden van de Regering aan de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst voorgelegd binnen 55 schoolwerkdagen na de mededeling van de diagnose en de aanpassingsdoelstellingen als bedoeld in paragraaf 3, lid 3.

§ 7. Binnen de 20 schoolwerkdagen na indiening van het voorstel van “aanpassingsstelsel”, analyseert de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst, na overleg met de directeur en de inrichtende macht, of het voorstel van aanpassingen met de aanpassingsdoelstellingen als bedoeld in lid 3 en de in lid 2 bedoelde diagnose overeenstemt, volgens de door de Regering vastgestelde procedure en nadere regels.

De analyse van de geschiktheid van het “aanpassingsstelsel” aan de in lid 3 bedoelde aanpassingsdoelstellingen en de in lid 2 bedoelde diagnose bestaat in het opsporen van het bestaan van een mogelijke kennelijke beoordelingsfout inzake aangepastheid van het “aanpassingsstelsel” met de diagnose en de nagestreefde doelstellingen.

In uitzonderlijke gevallen waarin de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst de in lid 1 bedoelde termijn niet heeft nageleefd, moet de analyse van de aangepastheid van het voorstel van "aanpassingsstelsel", als bedoeld in lid 1 wordt verwezenlijkt door de zonedirecteur met een aanvullende periode van 14 kalenderdagen om dit te doen.

Als op het einde van deze analyse het aanpassingsstelsel wordt goedgekeurd, wordt het teruggestuurd naar de inrichting ondertekend door de zonedirecteur en medeondertekend door de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst. Dit aldus goedgekeurde "aanpassingsstelsel" vormt derhalve het samenwerkingsprotocol dat wordt gesloten tussen de inrichtende macht, in voorkomend geval, haar federatie van inrichtende machten en de Regering. Het wordt ondertekend door alle partijen en medeondertekend door de directeur van de inrichting die op het moment van ondertekening van het samenwerkingsprotocol het ambt voerde. Indien nodig wordt de opdrachtbrief van de directeur gewijzigd in overeenstemming met de artikelen 30 en 31 van het decreet van 2 februari 2007 betreffende het statuut van de directeurs.

Indien het aanpassingsstelsel niet wordt geacht in overeenstemming te zijn met de aanpassingsdoelstellingen als bedoeld in lid 3 en de in lid 2 bedoelde diagnose, verwoordt de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst met redenen omklede aanbevelingen ter attentie van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, de inrichtende macht en, in het gesubsidieerd onderwijs, de inrichtende macht en haar federatie van inrichtende machten, zodat het "aanpassingsstelsel" wordt aangepast. De geformuleerde aanbevelingen nemen de vrijheid van de inrichtende macht in termen van pedagogische methoden in acht.

Om het "aanpassingsstelsel" aan te passen, beschikt de directeur dan, in samenwerking met het pedagogische en opvoedingsteam van de school en, in voorkomend geval, in overleg met de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst, met de teams van het PMS-Centrum, over 35 schoolwerkdagen om aan de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst het "aanpassingsstelsel" terug te sturen, na advies en goedkeuring zoals bedoeld in paragraaf 5.

De afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst heeft dan 21 schoolwerkdagen om een nieuwe analyse uit te voeren van de aangepastheid van het aanpassingsstelsel aan de aanpassingsdoelstellingen bedoeld in paragraaf 3 en de in paragraaf 2 bedoelde diagnose.

Als het dan wordt goedgekeurd, wordt het teruggestuurd naar de inrichting ondertekend door de zonedirecteur en medeondertekend door de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst. Het wordt dan het samenwerkingsprotocol tussen de inrichtende macht, zo nodig haar federatie van inrichtende machten, en de Regering. Het wordt ondertekend door alle partijen en medeondertekend door de directeur van de inrichting die op het ogenblik van ondertekening van het samenwerkingsprotocol het ambt bekleedde. Indien nodig wordt de opdrachtbrief van de directeur gewijzigd in overeenstemming met de artikelen 30 en 31 van het decreet van 2 februari 2007 betreffende het statuut van de directeurs.

Het samenwerkingsprotocol is voor het exclusieve en vertrouwelijke gebruik van het opvoedingsteam, de directeur, de Diensten van de Regering, de betrokken inrichtende macht en, indien van toepassing, de federatie van de inrichtende machten waarbij de inrichting is aangesloten of waarmee deze een overeenkomst heeft gesloten en kan niet het voorwerp zijn van een mededeling aan derden buiten de schoolinrichting, behalve in door de Regering vastgestelde gevallen, inzonderheid om academische of wetenschappelijke doeleinden. De ontvangers van dit document zijn onderworpen aan een vertrouwelijkheidsplicht.

§ 8. In geval van aanhoudende onenigheid tussen een inrichting en de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst met betrekking tot de beoordeling door laatstgenoemde van de aangepastheid van een "aanpassingsstelsel" aan de aanpassingsdoelstellingen als bedoeld in lid 3 en de in lid 2 bedoelde diagnose, kan de inrichting op basis van een met redenen omkleed verzoek de zaak doorverwijzen naar een collegiaal orgaan bestaande uit de coördinerende afgevaardigde en de betrokken zonedirecteur binnen de termijn die is vastgesteld voor de aanpassing van het sturingsplan. Indien nodig kan deze instantie de aanbevelingen van de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst aanpassen en de termijn die de inrichting wordt toegestaan verlengen om hieraan te voldoen.

§ 9. De directeur en de inrichtende macht stellen het samenwerkingsprotocol aan het pedagogische en opvoedingsteam van de inrichting, aan de teams van het PMS-centrum in aanwezigheid van de dienst of de cel voor ondersteuning en begeleiding, aan de lokale sociale overlegorganen en aan de Participatieraad als bedoeld in artikel 69.

Het samenwerkingsprotocol wordt geïmplementeerd zodra het is ondertekend. Gelijktijdig wordt door de afgevaardigde een proces van nauw toezicht op het implementeren van het samenwerkingsprotocol opgezet voor de doelstellingenovereenkomst.

De Regering stelt de nadere regels vast van de evaluatie van de implementatie van het samenwerkingsprotocol door de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst.

§ 10. In geval van weigering of onvermogen van de inrichting om een aanpassingsstelsel in te stellen en de goedkeuring en ondertekening van het samenwerkingsprotocol toe te staan, in overeenstemming met de bepalingen van de leden 4 tot en met 7, of wanneer de evaluatie van de implementatie van het samenwerkingsprotocol een onwil of een manifest onvermogen aantoonde om de aanpassingsdoelen van het protocol te bereiken, stuurt de zonedirecteur een aangetekende brief met ontvangstbericht aan de inrichtende macht.

Deze brief beveelt de directeur en de inrichtende macht stevig aan:

1. om een aanpassingsstelsel in te stellen om de goedkeuring en ondertekening van het samenwerkingsprotocol mogelijk te maken;
2. het samenwerkingsprotocol in acht te nemen en het proces te volgen voor de implementatie ervan.

Indien van toepassing, wordt een afschrift van deze brief verzonden aan de federatie van betrokken inrichtende machten.

Als het bevel niet binnen de 30 schoolwerkdagen wordt nageleefd, kan de Regering besluiten om met ten hoogste 5% de werkingsdotaties bedoeld in artikel 3 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving inzake onderwijs te verminderen, voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, of, voor het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs, de werkingsubsidies van de inrichting bedoeld in artikel 32 van de hierboven vermelde wet van 29 mei 1959.

Alvorens een beslissing tot vermindering van de werkingsdotaties of subsidies te treffen, stuurt de Regering een schriftelijke ingebrekestelling aan de inrichtende macht met het verzoek om haar opmerkingen alleen schriftelijk bekend te maken. Deze laatste heeft een periode van 30 schoolwerkdagen vanaf de datum van de postkennisgeving via aangetekend schrijven met ontvangstbericht van deze ingebrekestelling om haar opmerkingen in te dienen. De vermindering van de werkingsdotaties of subsidies loopt van de kennisgeving van de beslissing van de Regering totdat de inrichtende macht samenwerkt bij de uitwerking of de goede uitvoering van het samenwerkingsprotocol en het proces van nauw toezicht op zijn implementatie.



Wanneer de Regering tot een beslissing overgaat om de werkingsdotaties of subsidies te verminderen en bij gebrek van de inrichting om te hebben aangetoond dat zij binnen de zes maanden na de kennisgeving aan het bevel van de Regering heeft voldaan van de in lid 5 bedoelde beslissing, schaft de Regering in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs de wedden en werkingsdotaties af zoals bedoeld in artikel 3 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving of, in het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, de weddetoelagen en werkingssubsidies als bedoeld in de artikelen 26 tot en met 28 en 32 van de voormelde wet van 29 mei 1959.

§ 11. De Regering kan echter op basis van de in lid 10 bedoelde schriftelijke opmerkingen, in plaats van deze vermindering, de inrichtende macht opdracht geven een crisismanager aan te stellen.

Hiertoe zendt de Regering haar een aangetekende brief met ontvangstbericht en geeft zij haar opdracht binnen 30 kalenderdagen een crisismanager aan te stellen.

In het gesubsidieerd onderwijs kan de inrichtende macht, voor de benoeming van de crisismanager, de federatie van de inrichtende machten waarmee zij verbonden is machtigen indien haar statuten of de resolutie van toetreding tot die organisatie een dergelijke machtiging bevatten of indien de inrichtende machten deze machtiging schriftelijk heeft verstrekt, met vermelding van de federatie van inrichtende machten waaraan de inrichtende machten is gebonden. In dit geval wordt een kopie van de brief waarin de inrichtende macht wordt opgedragen een crisismanager aan te stellen, ter informatie aan deze federatie van inrichtende machten gestuurd.

De crisismanager wordt aangesteld volgens de regels die specifiek zijn voor de inrichtende macht of, in voorkomend geval, voor de federatie van daartoe gemachtigde inrichtende machten en op hun kosten.

Indien de inrichtende macht of, in voorkomend geval, haar federatie van inrichtende machten, indien zij daartoe gemachtigd is, binnen de in lid 2 bedoelde periode van 30 dagen geen crisismanager aanwijst, richt de Regering haar een formele kennisgeving waarin ze haar uitnodigt deze aanwijzing binnen de 15 kalenderdagen na de kennisgeving per aangetekend schrijven met ontvangstbericht van deze ingebrekestelling te laten geschieden.

Indien de inrichtende macht of, in voorkomend geval, haar federatie van inrichtende machten na afloop van deze periode van 15 kalenderdagen, als zij daartoe gemachtigd is, niet het bewijs heeft geleverd van de aanstelling van een crisismanager, schaft de Regering in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs de wedden en werkingsdotaties af zoals bedoeld in artikel 3 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving of, in het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, de wedde-toelagen en werkingssubsidies als bedoeld in de artikelen 26 tot en met 28 en 32 van de voormelde wet van 29 mei 1959.

§ 12. De crisismanager is aangewezen, voor één of meer periode (s) met een maximum van 36 maanden in overleg met de zonedirecteur.

Het lokale sociale overlegorgaan en de Participatieraad worden voorafgaand aan de ambtsbekleding van de benoeming van de crisismanager geïnformeerd.

In het kader van de uitvoering van zijn opdracht, analyseert de crisismanager de toestand van de inrichting op basis van de diagnose bedoeld in paragraaf 2 en, in voorkomend geval, de evaluatie van de uitvoering van het samenwerkingsprotocol als bedoeld in paragraaf 9.

Hij doet voorstellen, na raadpleging van de inrichtende macht, de directeur, het pedagogische en opvoedingsteam van de inrichting, de federatie van de bedoelde inrichtende machten en, in voorkomend geval, de teams van het PMS-centrum om aan de doelstellingen van het samenwerkingsprotocol te voldoen of dit laatste te wijzigen.

Hij informeert de lokale sociale overlegorganen en de Participatieraad. Hij legt deze voorstellen ter goedkeuring aan de inrichtende macht voor.

Op basis van deze voorstellen is het samenwerkingsprotocol, indien nodig, onderworpen aan een voorstel tot wijziging door de inrichtende macht, in overleg met de crisismanager.

Dit wijzigingsvoorstel wordt vervolgens naar de Zonedirecteur verzonden. Als het wordt goedgekeurd, wordt het een integraal deel van het samenwerkingsprotocol van de inrichting. Indien nodig wordt de opdrachtbrief van de directeur gewijzigd in overeenstemming met de artikelen 30 en 31 van het decreet van 2 februari 2007 betreffende het statuut van de directeurs.

De crisismanager implementeert het samenwerkingsprotocol in samenwerking met de inrichtende macht, de directeur, het pedagogische en opvoedingsteam van de inrichting en, in voorkomend geval, de teams van het PMS-centrum, in het kader van een proces van nauw toezicht zoals bedoeld in paragraaf 9, lid 2.

§ 13. De Zonedirecteur en de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst beoordelen, uiterlijk één maand voor het einde van de opdracht van de crisismanager, de uitvoering en het resultaat van deze opdracht in overleg met de inrichtende macht en, in voorkomend geval, haar federatie van daartoe gemachtigde inrichtende machten, indien zij de crisismanager heeft aangewezen.

Op het einde van deze evaluatie deelt de Zonedirecteur aan de Regering, na overleg met de instelling van openbaar nut die belast is met het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of, in het gesubsidieerd onderwijs, na overleg met de inrichtende macht en haar federatie van inrichtende machten, indien zij heeft deelgenomen aan het benoemingsproces van de crisismanager, een verslag mee waarin zij concludeert dat het samenwerkingsprotocol op bevredigende of onbevredigende wijze is geïmplementeerd.

Wanneer het verslag concludeert dat het samenwerkingsprotocol onvoldoend toegepast werd, schaft de Regering, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de wedden en werkingsdotaties af zoals bedoeld in artikel 3 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving of, in het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, de weddetoelagen en werkingssubsidies als bedoeld in de artikelen 26 tot en met 28 en 32 van de voormelde wet van 29 mei 1959.

Voorafgaand aan de beslissing om dotaties of subsidies af te schaffen, stuurt de Regering een schriftelijke ingebrekestelling aan de inrichtende macht met het verzoek om haar opmerkingen alleen schriftelijk te maken. Deze laatste heeft een periode van 30 kalenderdagen, vanaf de kennisgeving per aangetekend schrijven met ontvangstbericht van deze ingebrekestelling om haar opmerkingen in te dienen.

§ 14. De betrokken directeur behoudt tijdens de benoemingsperiode van de crisismanager het voordeel van zijn aanstelling als tijdelijk directeur of zijn aanstelling als stagiair of vaste directeur en zijn bezoldiging, onverminderd evenwel artikel 43 van het decreet van 2 februari 2007 betreffende het statuut van de directeurs, de Hoofdstukken IX en IXbis van het besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, de Hoofdstukken VIII en IX van het decreet van 6 juni 1994 tot

vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, de Hoofdstukken IX en X van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs.

Onverminderd de mogelijke tucht- of afdankingsprocedures die door de inrichtende macht in geval van ernstig en bewezen feit ingesteld kunnen worden, kan de directeur of een lid van het pedagogische of opvoedingsteam van de inrichting het voorwerp uitmaken van een procedure tot preventieve schorsing overeenkomstig de bepalingen betreffende zijn ambt, wanneer de aanwijzing van de crisismanager op de volgende elementen berust:

- a) de weigering of de onbevoegdheid van de directeur leidt ertoe dat het sturingsplan niet kan worden uitgewerkt;
- b) de duidelijke slechte wil van de directeur om de doelstellingenovereenkomst te verwezenlijken en/of het onvermogen om de erin bevatte doelstellingen te verwezenlijken;
- c) de onmogelijkheid die aan de directeur geweten kan worden om de doelstellingenovereenkomst te wijzigen of om de uitwerking van een proces van nauw toezicht uit te werken;
- d) de duidelijke slechte wil of het duidelijke en herhaalde onvermogen van het lid van het pedagogische en opvoedingsteam in het kader van de uitwerking van het sturingsplan, de toepassing van de overeenkomst voor de doelstellingen, of de uitvoering van een proces van nauw toezicht.

Gedurende deze preventieve schorsing, kunnen ontwikkelingsdoelstellingen aan het personeelslid door de inrichtende macht opgelegd worden, met de instemming van de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst van de inrichting.

Er gebeurt een evaluatie van de verwezenlijking van deze doelstellingen op het einde van de periode bepaald door de inrichtende macht. De vaststellingen waarop deze evaluatie steunt, kunnen ernstige en bewezen elementen zijn die ertoe leiden dat de inrichtende macht op deze basis een tucht- of afdankingsprocedure kan aanvatten. De geldigheidsduur van deze evaluatie is echter beperkt tot een termijn van twaalf maanden die begint te lopen vanaf de datum van het opstellen ervan. Nochtans, wanneer een tucht- of afdankingsprocedure wordt ondernomen op basis van deze, binnen deze termijn, blijft de evaluatie geldig tot de datum waarop van de definitieve beslissing tot strafoplegging of afdanking aan het personeelslid wordt kennisgegeven.

Onverminderd artikel 124 van het decreet van 2 februari 2007 betreffende het statuut van de directeurs, vervangt de crisismanager het personeelslid tot de aanwijzing van een nieuwe directeur.”

§ 15. Het samenwerkingsprotocol vervangt de doelstellingenovereenkomst van de inrichting tijdens de door het protocol bepaalde periode en voor maximum drie jaar. ”

**Art. 18.** In hetzelfde decreet, wordt artikel 69 vervangen door:

”Artikel 69. - § 1. In elke inrichting wordt een Participatieraad opgericht, belast met:

- 1° het debatteren over en advies uitbrengen over het inrichtingsproject inzonderheid gebaseerd op de voorstellen van de afgevaardigden van de inrichtende macht bij de Participatieraad;
- 2° het amenderen en aanvullen ervan overeenkomstig de procedures van paragraaf 11;
- 3° het voorstellen aan de goedkeuring van de inrichtende macht;
- 4° het voorstellen van aanpassingen overeenkomstig artikel 67, § 1;
- 5° het uitvoeren van een globale bezinning op de uitgaven die gedurende het jaar worden geëist, in het bijzonder die welke verband houden met culturele activiteiten en sporten die deel uitmaken van het inrichtingsproject;
- 6° het bestuderen en voorstellen van een solidariteitsmechanisme tussen de studenten voor de betaling van de uitgaven als bedoeld in 5°;
- 7° het onderzoeken en voorstellen van steun- en begeleidingsacties voor leerlingen die zijn ingeschreven op basis van het sociaaleconomische indexcijfer van hun oorspronkelijke basis- of primaire school;
- 8° het uitbrengen van een advies over het sturingsplan overeenkomstig artikel 67, § 5, lid 3, § 6, lid 5, en de voorgestelde wijziging van de doelstellingenovereenkomst overeenkomstig artikel 67, § 9 de paragrafen 1 en 6 en § 11, lid 4, door in dit verband nuttige voorstellen te doen;
- 9° het debatteren over en een advies uitbrengen over het huishoudelijk reglement van de inrichting en, indien nodig, het amenderen en aanvullen ervan, in overeenstemming met de in paragraaf 11 beschreven procedures.

In afwijking van lid 1, kan de inrichtende macht:

- 1° als ze ten minste 4 basisscholen organiseert, groepen van 2, 3 of 4 scholen samenbrengen om een gemeenschappelijke Participatieraad voor deze scholen te vormen, wanneer de Participatieraden voor het eerst worden opgericht;
- 2° als ze ten minste 8 basisscholen organiseert, groepen van 2 scholen samenbrengen om een gemeenschappelijke Participatieraad voor deze scholen te vormen, wanneer de Participatieraden voor het eerst worden opgericht;
- 3° als ze aaneengrenzende inrichtingen organiseert, ze dan samen brengen om één gemeenschappelijke Participatieraad te vormen voor deze scholen, wanneer de participatieraden voor het eerst worden opgericht;
- 4° op zijn vroegst na 3 jaar werking van de participatieraden, op gezamenlijk voorstel van elk van hen, 2 scholen hergroeperen tot slechts één Participatieraad die deze scholen gemeen hebben, als ze minstens 4 basisscholen organiseert;
- 5° op zijn vroegst na 3 jaar werking van de participatieraden, op gezamenlijk voorstel van elk van hen, 2, 3 of 4 scholen te hergroeperen tot één gemeenschappelijke Participatieraad die deze scholen gemeen hebben, indien zij ten minste 8 basisscholen organiseert;
- 6° op zijn vroegst na 3 jaar werking van de participatieraden, op het gezamenlijke voorstel van elk van hen, aaneengrenzende inrichtingen groeperen tot één enkele Participatieraad die deze scholen gemeen hebben;
- 7° twee scholen samenbrengen, waarvan er één minder dan 100 studenten heeft, met instemming van de Regering, om één enkele gemeenschappelijke Participatieraad voor deze scholen te vormen.

Wanneer de in lid 2 bedoelde afwijking aangewend wordt, is voor elk van de in paragraaf 2, lid 3, 1° en 2° bedoelde categorieën ten minste één vertegenwoordiger van elke inrichting lid van de Participatieraad.

Na gunstig advies van de Participatieraad die is opgericht ingevolge paragraaf 3, kan de inrichtende macht ofwel de hergroepering opgeven ofwel deze wijzigen.

§ 2. De Participatieraad omvat van rechtswege leden, verkozen leden en leden die het sociale, culturele en economische milieu van de inrichting vertegenwoordigen.

In het gesubsidieerd onderwijs zijn de van rechtswege leden, de directeur en afgevaardigden benoemd door het college van burgemeester en schepenen, het provinciaal college, het college van de Franse gemeenschapscommissie of de raad van bestuur van de inrichtende macht. In het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs zijn de van rechtswege leden, de directeur en degenen die door de inrichtende macht worden benoemd.

Verkozen leden zijn inzonderheid:

- 1° de vertegenwoordigers van leerkrachten, het opvoedende, psychologische, sociale en paramedische personeel;
- 2° de vertegenwoordigers van de ouders of personen die het ouderlijk gezag uitoefenen of die een leerplichtige minderjarige in rechte en in feite onder hun bewaring hebben;
- 3° studentenvertegenwoordigers, onverminderd paragraaf 7;
- 4° een vertegenwoordiger van het werkliedenpersoneel en het administratief personeel, waar hij verbonden is aan de inrichting.

In het officiële gesubsidieerde onderwijs worden de leden die het sociale, culturele en economische milieu van de school vertegenwoordigen, aangewezen door het Gemeentecollege, het Provinciaal College of het College van de Franse Gemeenschapscommissie. In het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap en in het gesubsidieerd vrij onderwijs, worden zij gecoöpteerd door de van rechtswege leden en de verkozen leden van de Participatieraad, in overeenstemming met door de Regering vastgestelde procedures.

Elk lid van de Participatieraad kan worden vervangen door een aangewezen of verkozen plaatsvervanger volgens dezelfde nadere regels als het werkend lid.

Het aantal vertegenwoordigers waarnaar wordt verwezen in

lid 3, 1°, 2° en 3°, is voor elke categorie identiek. Dit aantal wordt vastgesteld door de inrichtende macht in het gesubsidieerde onderwijs, door de directeur in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap. Het kan niet minder dan 3 en niet groter zijn dan 6.

Noch de afgevaardigden van de inrichtende macht, noch de leden die het sociale, culturele en economische milieu van de inrichting vertegenwoordigen, mogen het aantal overschrijden dat is toegevoegd aan elk van de categorieën bedoeld in lid 3, 1°, 2° en 3°.

Wanneer echter gebruik wordt gemaakt van de in § 1, tweede lid, bedoelde afwijking, mag de afvaardiging van de inrichtende macht een groter aantal bevatten dan dat toegekend aan elk van de categorieën bedoeld in lid 3, 1°, 2° en 3° zodat het aantal afgevaardigden van de inrichtende macht die geen directeur zijn, met één eenheid hoger is dan het aantal directeurs.

§ 3. De vertegenwoordigers van het personeel bedoeld in paragraaf 2, lid 3, 1°, omvatten:

1° in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap en in het officiële gesubsidieerde onderwijs, afgevaardigden verkozen uit hun midden en bij geheime stemming door alle leden van het betrokken personeel, die vastbenoemd of in vast verband aangeworven of tijdelijk aangewezen of aangeworven voor een volledig schooljaar zijn;

2° in het vrij gesubsidieerd onderwijs, drie afgevaardigden, die personeelsleden van de inrichting voor een volledig schooljaar zijn, benoemd door de representatieve vakverenigingen in evenredigheid met het resultaat van de sociale verkiezingen in de inrichting, dat wil zeggen, ondernemingsraden of, bij gebreke daaraan, het Comité voor de bescherming op het werk, of bij gebreke hieraan, in de plaatselijke overleginstanties en een maximum van drie afgevaardigden verkozen uit hun midden en bij geheime stemming door de alle relevante personeelsleden die vastbenoemd of in vast verband aangeworven of tijdelijk aangewezen of aangeworven voor een volledig schooljaar zijn.

De personeelsvertegenwoordigers bedoeld in paragraaf 2, lid 3, 1° en 4°, moeten verplicht minstens een halftijdse opdracht hebben in de inrichting.

De in lid 1, 2°, bedoelde vertegenwoordigers kunnen niet deel uitmaken van de raad van bestuur of de algemene vergadering van de inrichtende macht. De Regering kan een afwijking van deze bepaling toestaan wanneer alle leden van het personeel van rechtswege lid zijn van de inrichtende macht.

§ 4. De vertegenwoordigers van de leerlingen worden in hun midden verkozen, nadat de kandidaten opgeroepen werden, hetzij door het geheel van de leerlingen van de inrichting, hetzij door het geheel van de leerlingen van het secundair niveau van de inrichting, hetzij door het geheel van de leerlingen van de derde en de vierde graad van de inrichting.

Het mandaat mag noch nadelen noch voordelen meebrengen voor degene die het uitoefent.

In het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap valt de keuze tussen de drie modaliteiten bepaald in lid 1, onder de bevoegdheid van de leden van de Participatieraad bedoeld in § 2, lid 2, en lid 3, 1° en 2°. In het gesubsidieerd onderwijs valt ze onder de bevoegdheid van de inrichtende macht die haar ook kan afvaardigen.

§ 5. Worden als representatief erkend enerzijds de Federatie van Ouderverenigingen van het officieel onderwijs en anderzijds de Franstalige Unie van Ouderverenigingen van het katholiek onderwijs.

Indien er binnen de inrichting een oudervereniging bestaat die lid is hetzij van de Federatie van Ouderverenigingen van het officieel onderwijs, hetzij van de Franstalige Unie van Ouderverenigingen van het katholiek onderwijs, wordt de verkiezingsorganisatie voor de vertegenwoordigers van de ouders geregeld binnen deze federatie of deze unie.

Indien er binnen de inrichting geen oudervereniging bestaat die lid is van de Federatie of van de Unie bedoeld in lid 1, dan wordt de eerste algemene vergadering van de ouders gehouden op initiatief van de inrichtende macht of van haar afgevaardigde.

In het ene zowel als in het andere geval verkiest de algemene vergadering van de ouders haar vertegenwoordigers bij middel van een geheime stemming. De samenroeping en het proces-verbaal van elke algemene vergadering worden aan het geheel van de ouders meegedeeld. Alle ouders aanwezig tijdens de algemene vergadering kunnen deelnemen aan de stemming en zich zonder andere voorwaarden kandidaat stellen.

De vertegenwoordigers van de ouders bedoeld in § 2, lid 3, kunnen deel uitmaken noch van de raad van bestuur, noch van de algemene vergadering van de inrichtende macht, noch lid zijn van het personeel van de inrichting. De Regering kan een afwijking toestaan op deze beschikking wanneer alle ouders leden van rechtswege zijn van de inrichtende macht.

§ 6. Het werklieden- en administratief personeel verkiest zijn vertegenwoordiger.

§ 7. In het basisonderwijs kan de inrichtende macht, op voorstel van ten minste twee derde van de leden van de Participatieraad beslissen de Participatieraad open te stellen voor afgevaardigden van de leerlingen, hetzij permanent, hetzij tijdelijk.

§ 8. De verkozen leden die de leerkrachten vertegenwoordigen en de leden die het sociaal, cultureel en economisch milieu vertegenwoordigen, oefenen een vier jaar durend vernieuwbaar mandaat uit.

De verkozen leden die de ouders en de leerlingen vertegenwoordigen, oefenen een twee jaar durend vernieuwbaar mandaat uit.

Elk lid dat niet meer aan de voorwaarden voor verkiesbaarheid voldoet, wordt vervangen overeenkomstig de nadere regels bepaald door het huishoudelijk reglement.

Wanneer voor een bepaalde categorie, het aantal kandidaten het aantal te begeven posten niet overschrijdt, dan zijn de kandidaten ambtshalve verkozen.

§ 9. De Participatieraad mag leden coöpteren die een adviserende stem hebben. Deze laatsten mogen niet hoger zijn in aantal dan dat toegekend aan elk van de categorieën bedoeld onder § 2, lid 3, 1°, 2° en 3°.

§ 10. De Participatieraad komt ten minste vier keer per jaar samen. Hij moet samengeroepen worden op aanvraag gericht aan de Voorzitter, van ten minste de helft van zijn leden.

De vertegenwoordigers van de diverse categorieën van de Participatieraad zorgen ervoor vergaderingen te organiseren van hun mandanten, teneinde de problemen opgeworpen tijdens de Participatieraad te bespreken.

De inrichtende macht wijst de voorzitter aan van de Participatieraad. In de inrichtingen van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap zit het hoofd van de inrichting de Participatieraad voor.

§ 11. De Participatieraad streeft ernaar zijn adviezen bij consensus te geven.

Bij gebreke daaraan, in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap en in het officieel gesubsidieerd onderwijs, wordt het advies uitgebracht met een meerderheid van twee derde van de aanwezige leden, in zover de meerderheid aanwezig is enerzijds onder de aanwezige leden bedoeld onder § 2, lid 2, anderzijds onder de aanwezige leden bedoeld onder § 2, lid 3 en lid 4, aangezien de onthoudingen niet geldig zijn bij de telling van de stemmen.

Bij gebreke daaraan, in het vrij gesubsidieerd onderwijs, wordt het advies uitgebracht met een tweederde meerderheid van de aanwezige leden, voor zover de meerderheid voorhanden is:

1° onder de aanwezige leden bedoeld in § 2, lid 2,

2° onder de aanwezige leden bedoeld in § 2, lid 3, 2°, 3° en 4°, en lid 4,

3° onder de aanwezige leden bedoeld in § 3, lid 1, 2°.

De onthoudingen zijn niet geldig bij de telling van de stemmen.

Indien het advies de gelijkheid van opvatting niet meedraagt, kan elke categorie bedoeld in § 2 een minderheidsnota neerleggen.

§ 12. In het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap en in het officieel gesubsidieerd onderwijs wordt het inrichtingsproject overgemaakt respectief aan het basisoverlegcomité en aan de plaatselijke paritaire commissie teneinde zijn conformiteit te controleren met het opvoedkundig project van de inrichtende macht.

In het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap en in het officieel gesubsidieerd onderwijs wordt over de eventuele gevolgen op de arbeidstoestand en de statutaire toestanden van de personeelsleden onderhandeld, respectief in het basisoverlegcomité en in de plaatselijke paritaire commissie.

§ 13. De Participatieraad bepaalt zijn huishoudelijk reglement en legt het ter goedkeuring voor aan de inrichtende macht van school georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

**Art. 19.** In artikel 78 van hetzelfde decreet worden de woorden "algemene en specifieke doelstellingen van het decreet" vervangen door de woorden "prioritaire en specifieke opdrachten van het decreet".

**Art. 20.** In hetzelfde decreet wordt een bijlage "Indicatoren en referentiewaarden gekoppeld aan de verbeteringsdoelstellingen uiteengezet in artikel 67, § 3" ingevoegd zoals bij dit decreet gevoegd.

**HOOFDSTUK II. — Bepalingen houdende wijziging van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen**

**Art. 21.** In het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, wordt een artikel 9bis ingevoegd, luidend als volgt:

"Artikel 9bis. - Ze moeten deelnemen, binnen de perken die door de reglementering worden gesteld, aan het opmaken van de sturingsplannen en aan de uitvoering van de doelstellingencontracten of de ontwikkeling van aanpassingsstelsels en de implementatie van de samenwerkingsprotocollen bedoeld bij de artikelen 67 en 68 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren. "

**Art. 22.** In artikel 157bis van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) een punt 4° wordt toegevoegd als volgt in § 1: "4° indien toepassing wordt gedaan van artikel 67, lid 17, of artikel 68, lid 14, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren.";

b) in § 3, eerste lid, worden de woorden: "en door de zonedirecteur en de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst van de bedoelde inrichting, met betrekking tot § 1, 4<sup>o</sup>" ingevoegd na de woorden: "aangewezen door de Regering of de afgevaardigde van genoemde ambtenaar";

c) in § 4 wordt een lid 2 ingevoegd dat luidt als volgt: "Wanneer het lid van het onderwijzend personeel of de directeur blijf geeft van een duidelijke slechte wil of een manifest en herhaald tekort in de ontwikkeling van het sturingsplan of het aanpassingsstelsel, de uitvoering van de doelstellingenovereenkomst of het samenwerkingsprotocol of de implementatie van een proces van nauw toezicht, kan de minister, op basis van het verslag van de afgevaardigde bij de doelstellingenovereenkomst en de zonedirecteur, deze paragraaf toepassen.";

d) in § 5 wordt een laatste alinea toegevoegd die luidt als volgt: "In het kader van een procedure als bedoeld in § 1, 4<sup>o</sup>, kan de preventieve schorsing worden genomen voor een of meer perioden met een maximum van 12 maanden.";

e) in § 6, lid 1, worden de woorden: "en een procedure als bedoeld in § 1, 4<sup>o</sup>" ingevoegd tussen de woorden: "In het kader van een tuchtprocedure" en "of vóór de eventuele uitoefening van een tuchtprocedure";

f) in § 6, derde lid, worden de woorden: "en met betrekking tot § 1, 4<sup>o</sup>, de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst en de zonedirecteur" ingevoegd tussen de woorden: "de minister" en ", bij aangetekende brief".

**Art. 23.** In afdeling 157<sup>sexies</sup> van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) een punt 4<sup>o</sup> wordt toegevoegd als volgt in § 1: "(4) indien toepassing wordt gedaan van artikel 67, lid 17, of artikel 68, lid 14, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren.";

b) in § 3, eerste lid, worden de woorden: "en door de zonedirecteur en de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst van de bedoelde inrichting, met betrekking tot § 1, 4<sup>o</sup>" ingevoegd na de woorden: "aangewezen door de Regering of de afgevaardigde van genoemde ambtenaar";

c) in § 4 wordt een nieuw lid 2 ingevoegd dat luidt als volgt: "Wanneer het lid van het onderwijzend personeel of de directeur blijf geeft van een duidelijke slechte wil of een manifest en herhaald tekort in de ontwikkeling van het sturingsplan of het aanpassingsstelsel, de uitvoering van de doelstellingenovereenkomst of het samenwerkingsprotocol of de implementatie van een proces van nauw toezicht, kan de minister, op basis van het verslag van de afgevaardigde bij de doelstellingenovereenkomst en de zonedirecteur, deze paragraaf toepassen.";

d) in § 4, voorheen lid 2, nieuw lid 3, worden de woorden: "en op voorstel van de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst en van de zonedirecteur met betrekking tot § 1, 4<sup>o</sup>," toegevoegd na de woorden: "de bepalingen van dit artikel".

**Art. 24.** In artikel 157<sup>nomies</sup> van hetzelfde koninklijk besluit worden vijf leden, luidend als volgt, ingevoegd tussen lid 1 en lid 2:

"In het kader van een procedure waarnaar wordt verwezen in artikel 157<sup>sexies</sup>, § 1, 4<sup>o</sup>, mag de preventieve schorsing worden genomen voor een of meer perioden met een maximum van 12 maanden.

Het moet om de drie maanden vanaf de datum van de uitwerking schriftelijk door de minister worden bevestigd.

Van deze bevestiging wordt bij een ter post aangetekende brief aan de betrokkene kennisgegeven.

Bij gebreke aan bevestiging van de preventieve schorsing binnen de vereiste termijn, kan het betrokken personeelslid zijn taken hervatten na de minister, de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst en de zonedirecteur bij een ter post aangetekende brief te hebben bericht minstens 10 werkdagen vóór de daadwerkelijke hervatting.

Na ontvangst van deze kennisgeving kan de minister het behoud van de preventieve schorsing bevestigen volgens de procedure beschreven in lid 4.

**HOOFDSTUK III. — Bepalingen houdende wijziging van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst der onderwijsinstellingen van de Franse Gemeenschap**

**Art. 25.** In het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst der onderwijsinstellingen van de Franse Gemeenschap, wordt een artikel 37<sup>ter</sup>/1 toegevoegd luidend als volgt:

"Artikel 37<sup>ter</sup>/1. In afwijking van artikel 37<sup>ter</sup>, in het kader van een procedure waarnaar wordt verwezen in artikel 157<sup>sexies</sup>, § 1, 4<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 mag de preventieve schorsing worden genomen voor een of meer perioden met een maximum van 12 maanden.

Het moet om de drie maanden vanaf de datum van de uitwerking schriftelijk door de minister worden bevestigd.

Van deze bevestiging wordt bij een ter post aangetekende brief aan de betrokkene kennisgegeven.

Bij gebreke aan bevestiging van de preventieve schorsing binnen de vereiste termijn, kan het betrokken personeelslid zijn taken hervatten na de minister, de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst en de zonedirecteur bij een ter post aangetekende brief te hebben bericht minstens 10 werkdagen vóór de daadwerkelijke hervatting.

Na ontvangst van deze kennisgeving kan de minister het behoud van de preventieve schorsing bevestigen volgens de procedure beschreven in lid 3.

**HOOFDSTUK IV. — Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs**

**Art. 26.** In het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, wordt een artikel 17<sup>bis</sup> ingevoegd, luidend als volgt:

"Artikel 17<sup>bis</sup> - De personeelsleden moeten, binnen de perken van de reglementering, de aanvullende regels van de bevoegde paritaire commissie en de doelstellingenovereenkomst, deel nemen aan de voorbereiding van de sturingsplannen en aan de uitvoering van de doelstellingenovereenkomsten of de ontwikkeling van aanpassingsstelsels en de uitvoering van de samenwerkingsprotocollen bedoeld in de artikelen 67 en 68 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren.".

**Art. 27.** In artikel 87 van hetzelfde besluit van 1 februari 1993 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) een punt 4° wordt toegevoegd als volgt in § 1: "4° indien toepassing wordt gedaan van artikel 67, lid 17, of artikel 68, lid 14, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren. ";

b) in § 3, eerste lid, worden de woorden: "en door de zonedirecteur en de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst van de bedoelde inrichting, wat betreft paragraaf 1, 4°" toegevoegd na de woorden "door de inrichtende macht";

c) in § 5 wordt een laatste lid toegevoegd, luidend als volgt: "In het kader van een procedure als bedoeld in § 1<sup>er</sup>, 4°, kan de preventieve schorsing worden genomen voor een of meer perioden met een maximum van 12 maanden. ";

d) in § 6, lid 1, worden de woorden: "In het kader van een tuchtprocedure, moet de inrichtende macht de preventieve schorsing om de drie maanden vanaf de datum met ingang waarvan ze uitwerking heeft, schriftelijk bevestigen" vervangen door de woorden: "In het kader van een tuchtprocedure en een procedure bedoeld bij paragraaf 1, 4°, moet de inrichtende macht de preventieve schorsing om de drie maanden vanaf de datum met ingang waarvan ze uitwerking heeft, schriftelijk bevestigen. ";

e) in § 6, lid 3, worden de woorden: "Bij gemis van bevestiging van de preventieve schorsing binnen de vereiste termijnen, kan het betrokken personeelslid zijn ambt weer opnemen na mededeling ervan, bij aangetekend schrijven, aan de inrichtende macht ten minste tien werkdagen voordat het zijn ambt weer opneemt" vervangen door de woorden «Bij gemis van bevestiging van de preventieve schorsing binnen de vereiste termijnen, kan het betrokken personeelslid zijn ambt weer opnemen na mededeling ervan, bij aangetekend schrijven, aan de inrichtende macht en met betrekking tot § 1, 4°, de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst en de zonedirecteur, ten minste tien werkdagen voordat het zijn ambt weer opneemt." .

**Art. 28.** In artikel 90bis van hetzelfde besluit van 1 februari 1993 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in § 2 wordt een punt 4° toegevoegd als volgt: "4° indien toepassing wordt gedaan van artikel 67, lid 17, of artikel 68, lid 14, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren. ";

b) in § 3 worden de woorden: "en door de zonedirecteur en de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst van de bedoelde inrichting, wat betreft paragraaf 2, 4°" ingevoegd na de woorden: "door de inrichtende machten " .

**Art. 29.** Een artikel 90septies wordt ingevoegd, luidend als volgt:

"Artikel 90septies - In het kader van een procedure als bedoeld in artikel 90bis, § 2, 4°, kan de preventieve schorsing worden genomen voor een of meer perioden met een maximum van 12 maanden.

Ze moet door de inrichtende machten schriftelijk worden bevestigd om de drie maanden na de datum van inwerkingtreding.

Van deze bevestiging wordt bij ter post aangetekende brief aan de betrokkene kennisgegeven.

Bij ontstentenis van bevestiging van de preventieve schorsing binnen de vereiste termijn, kan het betrokken personeelslid zijn opdrachten opnieuw uitvoeren nadat hij de inrichtende machten, de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst en de zonedirecteur, per aangetekende brief, ten minste tien dagen heeft geïnformeerd vóór de daadwerkelijke hervatting.

Na ontvangst van deze kennisgeving kan de inrichtende macht het behoud in preventieve schorsing bevestigen overeenkomstig de procedure beschreven in lid 3 " .

HOOFDSTUK V. — *Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs*

**Art. 30.** In het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, wordt een artikel 10bis ingevoegd, luidend als volgt:

"Artikel 10bis - De personeelsleden moeten, binnen de perken bepaald in de reglementering, de aanvullende regels van het bevoegde paritair comité en hun akte van aanwijzing, deel nemen aan het opmaken van de sturingsplannen en aan de uitvoering van de doelstellingenovereenkomsten of de ontwikkeling van aanpassingsstelsels en de uitvoering van de samenwerkingsprotocollen bedoeld in de artikelen 67 en 68 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren. " .

**Art. 31.** In artikel 60 van hetzelfde besluit van 6 juni 1994 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) een punt 4° wordt toegevoegd als volgt in § 1: "4° indien toepassing wordt gedaan van artikel 67, lid 17, of artikel 68, lid 14, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren. ";

b) in § 3, eerste lid, worden de woorden: "en door de zonedirecteur en de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst van de bedoelde inrichting, wat betreft paragraaf 1, 4°" toegevoegd na de woorden "door de inrichtende macht";

c) in § 5 wordt een laatste lid toegevoegd, luidend als volgt: "In het kader van een procedure als bedoeld in § 1<sup>er</sup>, 4°, kan de preventieve schorsing worden genomen voor een of meer perioden met een maximum van 12 maanden. ";

d) in § 6, lid 1, worden de woorden: "In het kader van een tuchtprocedure, moet de inrichtende macht de preventieve schorsing om de drie maanden vanaf de datum met ingang waarvan ze uitwerking heeft, schriftelijk bevestigen" vervangen door de woorden: "In het kader van een tuchtprocedure en een procedure bedoeld bij paragraaf 1, 4°, moet de inrichtende macht de preventieve schorsing om de drie maanden vanaf de datum met ingang waarvan ze uitwerking heeft, schriftelijk bevestigen. ";

e) in § 6, lid 3, worden de woorden: "Bij gemis van bevestiging van de preventieve schorsing binnen de vereiste termijnen, kan het betrokken personeelslid zijn ambt weer opnemen na mededeling ervan, bij aangetekend schrijven, aan de inrichtende macht ten minste tien werkdagen voordat het zijn ambt weer opneemt" vervangen door de woorden «Bij gemis van bevestiging van de preventieve schorsing binnen de vereiste termijnen, kan het betrokken personeelslid zijn ambt weer opnemen na mededeling ervan, bij aangetekend schrijven, aan de inrichtende macht en met betrekking tot § 1, 4°, de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst en de zonedirecteur, ten minste tien werkdagen voordat het zijn ambt weer opneemt.».

**Art. 32.** In artikel 63ter van hetzelfde besluit van 6 juni 1994 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in § 1 wordt een punt 4° toegevoegd als volgt: "4° indien toepassing wordt gedaan van artikel 67, lid 17, of artikel 68, lid 14, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritare taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren. ";

b) in § 2 worden de woorden: "en door de zonedirecteur en de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst van de bedoelde inrichting, wat betreft paragraaf 2, 4°" ingevoegd na de woorden: "door de inrichtende machten".

c) een § 5 is luidend als volgt wordt opgesteld:

"§ 5. In het kader van een procedure als bedoeld in § 1, 4°, kan de preventieve schorsing worden genomen voor een of meer perioden met een maximum van 12 maanden.

Ze moet door de inrichtende machten schriftelijk worden bevestigd om de drie maanden na de datum van inwerkingtreding.

Van deze bevestiging wordt bij ter post aangetekende brief aan de betrokkene kennisgegeven.

Bij ontstentenis van bevestiging van de preventieve schorsing binnen de vereiste termijn, kan het betrokken personeelslid zijn opdrachten opnieuw uitvoeren nadat hij de inrichtende machten, de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst en de zonedirecteur, per aangetekende brief, ten minste tien dagen heeft geïnformeerd vóór de daadwerkelijke hervatting.

Na ontvangst van deze kennisgeving kan de inrichtende macht het behoud in preventieve schorsing bevestigen overeenkomstig de procedure beschreven in lid 3".

*HOOFDSTUK VI. — Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst*

**Art. 33.** In het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst, wordt een artikel 9bis ingevoegd, luidend als volgt:

"Artikel 9bis - De leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst moeten, binnen de perken bepaald in de reglementering, de aanvullende regels van het bevoegde paritair comité en hun akte van aanwijzing, deelnemen aan het opmaken van de sturingsplannen en aan de uitvoering van de doelstellingenovereenkomsten of de ontwikkeling van aanpassingsstelsels en de uitvoering van de samenwerkingsprotocollen bedoeld in de artikelen 67 en 68 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritare taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren. "

**Art. 34.** In artikel 57 van hetzelfde besluit van 10 maart 2006 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) een punt 4° wordt toegevoegd als volgt in § 1: "4° indien toepassing wordt gedaan van artikel 67, lid 17, of artikel 68, lid 14, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritare taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren. ";

b) in § 2, eerste lid, worden de woorden: "en door de zonedirecteur en de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst van de bedoelde inrichting, wat betreft paragraaf 1, 4°" toegevoegd na de woorden "door de inrichtende macht";

c) in § 4 wordt een laatste lid toegevoegd, luidend als volgt: "In het kader van een procedure als bedoeld in § 1<sup>er</sup>, 4°, kan de preventieve schorsing worden genomen voor een of meer perioden met een maximum van 12 maanden. ";

d) in § 5, lid 1, worden de woorden: "In het kader van een tuchtprocedure, moet de inrichtende macht de preventieve schorsing om de drie maanden vanaf de datum met ingang waarvan ze uitwerking heeft, schriftelijk bevestigen» vervangen door de woorden: "In het kader van een tuchtprocedure en een procedure bedoeld bij paragraaf 1, 4°, moet de inrichtende macht de preventieve schorsing om de drie maanden vanaf de datum met ingang waarvan ze uitwerking heeft, schriftelijk bevestigen. ";

e) in § 5, lid 3, worden de woorden: "Bij gemis van bevestiging van de preventieve schorsing binnen de vereiste termijnen, kan het betrokken personeelslid zijn ambt weer opnemen na mededeling ervan, bij aangetekend schrijven, aan de inrichtende macht ten minste tien werkdagen voordat het zijn ambt weer opneemt» vervangen door de woorden «Bij gemis van bevestiging van de preventieve schorsing binnen de vereiste termijnen, kan het betrokken personeelslid zijn ambt weer opnemen na mededeling ervan, bij aangetekend schrijven, aan de inrichtende macht en met betrekking tot § 1, 4°, de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst en de zonedirecteur, ten minste tien werkdagen voordat het zijn ambt weer opneemt." .

**Art. 35.** In artikel 61 van hetzelfde besluit van 10 maart 2006 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in § 1 wordt een punt 4° toegevoegd als volgt: "4° indien toepassing wordt gedaan van artikel 67, lid 17, of artikel 68, lid 14, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritare taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren. ";

b) in § 2 worden de woorden: "en door de zonedirecteur en de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst van de bedoelde inrichting, wat betreft paragraaf 2, 4°" ingevoegd na de woorden: "door de inrichtende machten".

c) een § 5 luidend als volgt wordt toegevoegd:

"§ 5. In het kader van een procedure als bedoeld in § 1, 4°, kan de preventieve schorsing worden genomen voor een of meer perioden met een maximum van 12 maanden.

Ze moet door de inrichtende machten schriftelijk worden bevestigd om de drie maanden na de datum van inwerkingtreding.

Van deze bevestiging wordt bij ter post aangetekende brief aan de betrokkene kennisgegeven.

Bij ontstentenis van bevestiging van de preventieve schorsing binnen de vereiste termijn, kan het betrokken personeelslid zijn opdrachten opnieuw uitvoeren nadat hij de inrichtende machten, de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst en de zonedirecteur, per aangetekende brief, ten minste tien dagen heeft geïnformeerd vóór de daadwerkelijke hervatting.

Na ontvangst van deze kennisgeving kan de inrichtende macht het behoud in preventieve schorsing bevestigen overeenkomstig de procedure beschreven in lid 3".

HOOFDSTUK VII. — *Bepaling houdende wijziging van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan*

**Art. 36.** In artikel 8 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, zoals gewijzigd bij het decreet van 4 februari 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2 wordt lid 3 aangevuld met de volgende zin:

“De Regering kan alle inrichtingen in opeenvolgende groepen verdelen en de organisatie van deze extra halve dagen spreiden over een maximum van drie schooljaren.”

2° in paragraaf 3 wordt lid 3 aangevuld met de volgende zin:

“De Regering kan alle inrichtingen in opeenvolgende groepen verdelen en de organisatie van deze extra halve dagen spreiden over een maximum van drie schooljaren.”

HOOFDSTUK VIII. — *Bepaling houdende wijziging van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs*

**Art. 37.** In artikel 7, § 2, van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs, zoals gewijzigd bij het decreet van 4 februari 2016, wordt lid 3 aangevuld met de volgende zin:

“De Regering kan alle inrichtingen in opeenvolgende groepen verdelen en de organisatie van deze extra halve dagen spreiden over een maximum van drie schooljaren.”

HOOFDSTUK IX. — *Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs*

**Art. 38.** In artikel 7 van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs, wordt lid 3 vervangen door hetgeen volgt:

“Onverminderd de analyse die toestaat scholen die beduidend afwijken te identificeren zoals bedoeld in artikel 68, paragraaf 1, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, kunnen de resultaten verkregen in de externe evaluatie die niet bekrachtigd wordt met een getuigschrift niet aanleiding geven tot een rangschikking van de leerlingen of schoolinrichtingen.”

**Art. 39.** In artikel 27, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt de zin «De resultaten van de gezamenlijke externe proef kunnen geen aanleiding geven tot de rangschikking van de leerlingen of schoolinrichtingen.» vervangen door de zin “Onverminderd de analyse die toestaat scholen die beduidend afwijken te identificeren zoals bedoeld in artikel 68, paragraaf 1, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, kunnen de resultaten verkregen in de externe evaluatie die niet bekrachtigd wordt met een getuigschrift niet aanleiding geven tot een rangschikking van de leerlingen of schoolinrichtingen.”

**Art. 40.** In artikel 36/8, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt de zin «De resultaten van de gezamenlijke externe proef kunnen geen aanleiding geven tot de rangschikking van de leerlingen of schoolinrichtingen.» vervangen door de zin “Onverminderd de analyse die toestaat scholen die beduidend afwijken te identificeren zoals bedoeld in artikel 68, paragraaf 1, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, kunnen de resultaten verkregen in de externe evaluatie die niet bekrachtigd wordt met een getuigschrift niet aanleiding geven tot een rangschikking van de leerlingen of schoolinrichtingen.”

**Art. 41.** In artikel 36/16, lid 1, van hetzelfde decreet wordt de zin «De resultaten van de gezamenlijke externe proef kunnen geen aanleiding geven tot de rangschikking van de leerlingen of schoolinrichtingen.» vervangen door de zin “Onverminderd de analyse die toestaat scholen die beduidend afwijken te identificeren zoals bedoeld in artikel 68, paragraaf 1, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, kunnen de resultaten verkregen in de externe evaluatie die niet bekrachtigd wordt met een getuigschrift niet aanleiding geven tot een rangschikking van de leerlingen of schoolinrichtingen.”

HOOFDSTUK X. — *Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs*

**Art. 42.** Artikel 31 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs wordt aangevuld met een lid 4, luidend als volgt:

“§ 4. In afwijking van de paragrafen 1 tot en met 3, wanneer een doelstellingenovereenkomst werd gesloten overeenkomstig artikel 67, paragraaf 6, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, of wanneer deze doelstellingenovereenkomst werd gewijzigd met toepassing van de paragrafen 10, 12 en 15, van hetzelfde artikel, kan de inrichtende macht van de school georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap de inhoud van de opdrachtbrief wijzigen om haar coherentie met deze doelstellingenovereenkomst te waarborgen. »

In afwijking van de leden 1 tot en met 3 kan de inrichtende macht van de school die door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd of gesubsidieerd, ook de inhoud van de opdrachtbrief wijzigen, indien een samenwerkingsprotocol werd gesloten overeenkomstig artikel 68, § 7, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, of, wanneer dit protocol overeenkomstig paragraaf 12, van hetzelfde artikel, werd gewijzigd om haar coherentie te waarborgen met dit samenwerkingsprotocol.”



HOOFDSTUK XI. — *Opheffings- en overgangsbepalingen*

**Art. 43.** De volgende bepalingen worden opgeheven:

1. in artikel 13 van het decreet van 11 mei 2007 betreffende het taalbadonderwijs, paragraaf 1, lid 2, 3°, 3, 4, 5 en 6, en paragraaf 2, lid 1, 3°, 2, 3, 4 en 5;

2. in het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, artikel 8;

3. in het decreet van 12 juli 2012 tot regeling van de kwalificatie uitgedrukt in eenheden van leerresultaten (KEL) in het secundair kwalificatieonderwijs en tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende het secundair onderwijs, artikel 3, § 8.

**Art. 44.** De artikelen 67/2, 70 en 71 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, worden opgeheven.

**Art. 45.** In hoofdstuk VII van hetzelfde decreet, wordt afdeling 3, waarin de artikelen 72 en 73 vervat zijn, opgeheven.

**Art. 46.** De bepalingen bedoeld bij artikel 43 blijven van toepassing voor de betrokken onderwijsinrichtingen die geen doelstellingenovereenkomst hebben gesloten, overeenkomstig artikel 67 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, zoals vervangen bij dit besluit.

**Art. 47.** Het jaarverslag bedoeld in artikel 67, lid 3, vijfde alinea, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, zoals vervangen door artikel 15 van dit decreet, wordt voor het eerst in 2021 naar het Parlement toegestuurd.

**Art. 48.** Artikel 67/1 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, blijft van toepassing in de huidige formulering voor schoolinrichtingen die steeds nog geen doelstellingenovereenkomst hebben gesloten in overeenstemming met artikel 67 van het voornoemde besluit van 24 juli 1997.

## Slotbepalingen

**Art. 49.** De Regering beoordeelt de uitvoering van de artikelen 67 tot 68 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, zoals gewijzigd bij dit besluit, en geeft verslag ervan aan het Parlement tijdens het schooljaar 2022-2023.

**Art. 50.** De artikelen 1, 15, 16, 17, 20, 21 tot 35 en 38 tot 48, treden in werking op de dag van de inwerkingtreding van een decreet tot organisatie van het collegiaal werk als bedoeld in artikel 67, § 4, 4° van het decreet van 24 juli 1997.

Bovendien, artikel 67, §§ 6 tot 17, en artikel 68, §§ 6 tot 15, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, zoals ingevoegd bij artikel 15 en artikel 17, treden in werking op de dag van de inwerkingtreding van een decreet waarbij de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap als oprichtende autoriteit gedelegeerd worden aan een autonoom orgaan met een afzonderlijke rechtspersoonlijkheid, met dien verstande dat artikel 68, §§ 2 en volgende, van hetzelfde decreet op zijn vroegst op 1 september 2019 in werking treden.

**Art. 51.** Met uitzondering van de bepalingen waarvan de inwerkingtreding bij artikel 50 is vastgesteld, treedt dit besluit in werking op de dag waarop het wordt aangenomen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 13 september 2018.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,  
A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuizen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,  
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,  
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,  
I. SIMONIS

—  
Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 665-1. Advies van de Raad van State, nr. 665-2. Commissieamendementen, nr. 665-3.- Commissieverslag nr. 665-4.- Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 665-5. Vergaderingsamendement, nr. 665-6.- Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 665-7.

Integraal verslag.- Bespreking en aanneming.- Vergadering van 12 september 2018.